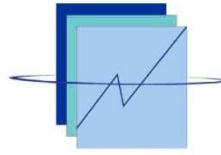


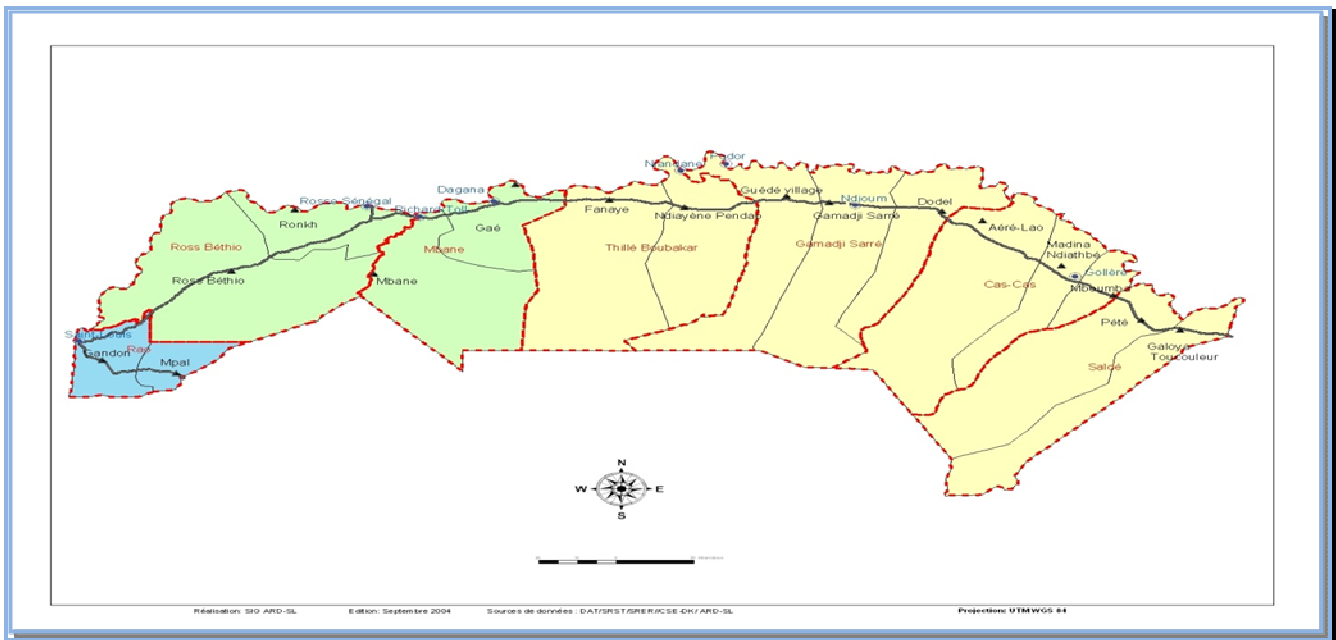
REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

Ministère de l'Économie et des Finances



ANSD
Agence Nationale de
la Statistique et de la Démographie

Service Régional de la Statistique et de la
Démographie (SRSD) de Saint-Louis



SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA RÉGION DE SAINT-LOUIS

Edition 2009

Site web: www.ansd.sn

Directeur Général de l'ANSD

Babakar FALL

Directeur Général Adjoint de l'ANSD

Mamadou Falou MBENGUE

Coordonnateur de l'Action Régionale

Mamadou DIENG

Chef de service régional

Bocar KA

Adjoint Chef de service régional

Assane NIASS

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rue de Diourbel X Rue de St-Louis - Point E

Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone : (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn

Email: statsenegal@ansd.gouv.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Saint-Louis

BP 46 Tél : (221) 33 961 14 09

Avant Propos

Parmi les publications régulières de l'agence nationale de la statistique et de la démographie, figurent en bonne place, les documents portant sur les situations économiques et sociales. Le niveau central produit le document national et les services déconcentrés de l'ANSD élaborent les documents régionaux.

L'importance que le public accorde à ces publications est bien indiquée par l'accroissement sans cesse du nombre de visiteurs du site web de l'ANSD. En effet, les documents présentant les « situations économiques et sociales » sont les plus téléchargés par les utilisateurs.

Depuis la réforme du système statistique national, il y'a eu de nettes améliorations aussi bien sur la qualité de ces documents que la réduction continue de leur délais de publication. En outre, le processus d'élaboration des situations économiques et sociales s'est bonifié d'une dynamique participative dans les régions par l'implication de l'ensemble des acteurs depuis la collecte des données jusqu'à la validation.

Dans la présente édition, certains changements ont été apportés. Ainsi, au niveau de l'introduction traditionnellement, c'est la présentation physique et l'organisation administrative qui étaient présentées. Cette année, il est fait état des évènements économiques, politiques et socio culturels qui ont rythmé la région durant l'année écoulée. S'agissant des secteurs socio économiques, l'analyse est basée sur les objectifs globaux et spécifiques de l'Etat tels que consignés dans les documents de politique économique et sociale à savoir le DSRP ou la SCA et les documents de politiques sectorielles. A titre illustratif, les niveaux des indicateurs de l'éducation ont été analysés par rapport aux indicateurs cibles du PDEF tandis que le gap en infrastructures sanitaires de la région ressort d'un décret portant sur la carte sanitaire signé en août 2009.

Concernant, les secteurs économiques tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche et le tourisme, les documents de politiques sectorielles, les objectifs de la SCA à travers les grappes de convergence ainsi que les objectifs fixés dans le DSRP II ont été mis à contribution dans l'analyse de situation par secteur.

Tout ce travail ne serait pas possible sans la collaboration de l'ensemble des chefs de services régionaux de Saint-Louis qui n'ont ménagé aucun effort pour mettre à la disposition du service régional de la statistique et de la démographie (SRSD) de Saint-Louis les informations qui ont permis de produire ce document. Que tous les collègues et collaborateurs trouvent ici nos remerciements les plus sincères. En aidant à raccourcir les délais d'envois des rapports sectoriels au SRSD, ils contribueront à mieux réduire les délais de publication de ce document.

Nos remerciements vont à l'endroit de Monsieur Mouhamadou Moustapha NDAO, Gouverneur de la région de Saint-Louis et Monsieur Mactar DIOP, Adjoint au Gouverneur, chargé du développement pour la bonne coordination du développement régional d'une manière générale et de l'élaboration de la « situation économique et sociale régionale ».

Nous ne saurons terminer sans faire part de toute notre reconnaissance à l'endroit de la direction générale de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) qui appuie tout le processus d'élaboration du document, en particulier dans la publication, l'impression et la diffusion sous formats électronique et papier. Egalement, il convient de saluer la responsabilisation du comité régional de développement (CRD) dans la validation du document mis à la disposition de l'ensemble des acteurs de la région.

Liste des graphiques	13
INTRODUCTION GENERALE	15
I. DÉMOGRAPHIE	17
Introduction.....	17
I.1. Effectifs et accroissement	17
I.2. Structure par âge et par sexe	17
I.3. Répartition spatiale	18
I.4. Urbanisation	19
I.5. Migration	19
I.6. Nuptialité.....	20
I.7. Situation matrimoniale.....	20
Conclusion	21
II. URBANISME ET HABITAT	22
II.1. Parc des logements	22
II.2. Statut d'occupation	22
II.3. Equipement des ménages	23
II.4. Autorisation de construire	23
II.5. Réalisations de la SNHLM	24
III. ÉDUCATION	25
Introduction.....	25
II.1. Offre scolaire	25
II.2. Enseignement préscolaire	26
II.3. Enseignement élémentaire	26
II.3.1. Effectifs de l'élémentaire	27
II.3.2. Taux brut de scolarisation	27
II.3.3. Efficacité interne du système	28
II.4. Enseignement moyen secondaire	28
II.4.1. Effectifs de l'enseignement moyen secondaire	29
II.4.2. Taux brut de scolarisation	30
II.4.3. Effectifs de l'enseignement secondaire	30
II.5. Enseignement supérieur	31
II.6. Enseignement technique et formation professionnelle (ETFP)	32
II.7. Alphabétisation	32
Conclusion	32
IV. SANTÉ	34
Introduction.....	34
III.1. Infrastructures.....	34
III.2. Personnel	36
III.2. Etat de santé de la population	37
III.3. Suivi épidémiologique	39
III.3.1. Tuberculose	39
III.3.2. Paludisme	39
Conclusion	40
V. EMPLOI	41
Introduction.....	41
IV.1. Situation de l'emploi	41
IV.1.1. Activité principale	41
IV.1.2. Situation dans l'occupation.....	41
IV.3. Création d'entreprises	42

Conclusion	43
VI. ASSISTANCE.....	44
Introduction.....	44
VI.1. Activités du GNSP (Groupement National des Sapeurs Pompiers)	44
VI.2. Activités de l'AEMO (Action Educative en Milieu Ouvert).....	46
VI.2.1. Situation des enfants pris en charge.....	46
VI.2.2. Situation des dossiers	48
Conclusion	49
VII. ACTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	50
VII.1. Action sociale	50
VII.1.1. Personnes vivant avec le VIH	50
VII.1.2. Personnes en situation d'handicap.....	50
VII.1.3. Daaras	51
VII.1.4. Les personnes âgées sans ressources ni soutien	52
VII.1.5. Contraintes et recommandations.....	52
VII.2. Développement communautaire.....	52
VII.2.1. Allègement des travaux de la femme	52
VII.2.2. Situation des financements	53
VII.2.3. Situation des Organisations de femmes	53
VIII. AGRICULTURE	54
Introduction.....	54
VI.1. Situation pluviométrique	54
VI.2. Cultures irriguées	55
VI.2.3. Cultures industrielles	56
VI.3. Cultures sous pluies	58
VI.4. Problèmes du secteur	59
Conclusion	59
IX. ÉLEVAGE	60
Introduction.....	60
VII.1. Effectifs du cheptel	60
VII.2. Abattages contrôlés	61
VII.3. Production des cuirs et peaux.....	61
VII.4. Mouvement commercial du bétail	62
VII.5. Santé animale.....	63
VII.5.1. Surveillance épidémiologique.....	63
VII.5.2. Assistance vétérinaire	64
Conclusion	64
X. PÊCHE	65
Introduction.....	65
VII.1. Pêche maritime	65
VII.1.1. Mareyage	66
VII.1.2. Transformation	67
VII.1.3. Consommation mensuelle de carburant	68
VII.2. Pêche continentale	68
VII.3. Aquaculture.....	68
Conclusion	68
XI. TOURISME	70
Introduction.....	70
X.1. Evolution annuelle des indicateurs du tourisme	70
X.2. Caractéristique des structures d'hébergements.....	71

X.3. Situation du tourisme en 2009.....	71
Conclusion	72
<i>XII. POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS.....</i>	<i>73</i>
XV.1. Poste.....	73
XV.1.1. Situation des mandats en 2009	73
XV.1.2. Trafics financiers	74
XV.2. Télécommunications.....	74
XV.2.1. Couverture réseau	74
X.2.2. Situation des abonnés au fixe	74
Conclusion	75
<i>XIII. EAUX ET FORÊTS</i>	<i>76</i>
Introduction.....	76
XII.1. Domaine forestière	76
XII.2. Feux de brousse	76
XII.3.Activités de reboisement	77
XII.4. Activités de chasse	79
Conclusion	79
<i>XIV. EAU, ÉNERGIE ET ASSAINISSEMENT</i>	<i>80</i>
Introduction.....	80
XVI.1. Hydraulique urbaine et rurale	80
XVI.1.1. Hydraulique urbaine	80
XVI.2. Energie	82
XVI.3. Assainissement.....	83
Conclusion	84
<i>XV. COMMERCE</i>	<i>85</i>
Introduction.....	85
XVII.1. Environnement du secteur commercial	85
XVII.1.1. Situation des activités commerciales.....	85
XVII.1.2. Activités des services du commerce	85
XVII.2. Situation des prix des produits à la consommation	86
XVII.2.1. Prix des céréales.....	86
XVII.2.2. Prix des produits halieutiques	87
XVII.2.3. Prix des légumes	88
Conclusion	88
<i>XVI. DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL</i>	<i>89</i>
Introduction.....	89
XVIII.1.Situation démographique des collectivités locales	89
XVIII.2.Accès aux Infrastructures sociales	90
XVIII.3. Budgets de 2009 des collectivités locales.....	90
Conclusion	91
<i>XVII. FINANCES PUBLIQUES</i>	<i>92</i>
Introduction.....	92
XVIII.1. Recouvrement des recettes.....	92
XVIII.1.1. Recouvrement des impôts directs	92
XVIII.1.2. Recettes recouvrées par les régies de recettes.....	94
XVIII.2. Finances des collectivités locales.....	94
Conclusion	95
<i>XVIII. HYGIENE</i>	<i>96</i>
Introduction.....	96
XVIII.1. Ressources disponibles	96

XVIII.1.1. Ressources humaines.....	96
XVIII.1.2. Ressources logistiques et matériels.....	96
XVIII.2. Activités menées.....	97
XVIII.2.1. Visites des lieux.....	97
XVIII.2.2. Opérations techniques.....	98
Conclusion	98
<i>XIX. JUSTICE</i>	99
Introduction.....	99
XIX.1. Ecroués.....	99
XIX.2. Détenus	100
XIX.3. Structure des délits	100
Conclusion	101
<i>XX. TRANSPORTS</i>	102
Introduction.....	102
XX.1. Transports terrestres	102
XX.1.1. Situation sur les projets	102
XX.1.2 Parc automobile	102
XX.2. Transport aérien.....	103
Conclusion	104
<i>XXI. CONCLUSION GENERALE</i>	106
<i>XXII. ANNEXES</i>	107

Abréviations, sigles et acronymes

<i>Num. ordre</i>	<i>Sigle</i>	<i>Dénomination</i>
1.	AEMO	Action Educative en Milieu Ouvert
2.	ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
3.	ARD	Agence Régionale de Développement
4.	ASECNA	Agence pour la Sécurité et la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
5.	ASER	Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale
6.	CGER	Centre de Gestion et d'Economie Urbaine
7.	CSS	Compagnie Sucrière Sénégalaise
8.	DPEE	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
9.	DRDR	Division Régionale du Développement Rural
10.	DSRP	Document de Stratégie pour la croissance et de Réduction de la Pauvreté
11.	EDS	Enquête Démographique et de Santé
12.	ESIS	Enquête Sénégalaise sur les Indicateurs Sociaux
13.	ESPS	Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal
14.	GDS	Grands Domaines du Sénégal
15.	GNSP	Groupement National des Sapeurs Pompiers
16.	IA	Inspection d'Académie
17.	IREF	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
18.	IRSV	Inspection Régionale des Services Vétérinaires
19.	ISRA	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
20.	MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
21.	NINEA	Numéro d'Identification Nationales des Entreprises et Associations
22.	OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
23.	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
24.	ONAS	Office National d'Assainissement du Sénégal
25.	PCI	Programme de Comparaison Internationale
26.	PEPAM	Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire
27.	PNT	Programme National de lutte contre la Tuberculose
28.	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
29.	RM	Région Médicale
30.	SAED	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta

		du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé
31.	SDE	Sénégalaise Des Eaux
32.	SENELEC	Société Nationale d'Electricité du Sénégal
33.	SNIS	Système National d'Information Sanitaire
34.	SOCAS	Société de Conserves Alimentaires du Sénégal
35.	SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
36.	SRPM	Service Régional des Pêches Maritimes
37.	SRSD	Service Régional de la Statistique et de la Démographie
38.	DRTT	Division Régionale des Transports Terrestres
39.	TPR	Trésorerie Paierie Régionale
40.	UGB	Université Gaston Berger

Liste des tableaux

INTRODUCTION GENERALE	15
I. DÉMOGRAPHIE	17
Tableau 1 : Evolution de la population de 1976 à 2010 et taux d'accroissement intercensitaire.....	17
Tableau 2 : Répartition de la population par sexe et par groupe d'âges de la région de Saint-Louis en 2010.....	18
Tableau 3 : Effectif de la population par sexe, superficie et densité par département en 2010.....	19
Tableau 4 : Matrice de migration durée de vie de la population résidente en 2002	20
Tableau 5 : âge médian au premier mariage en 1988 et 2002	20
Tableau 6 : Situation matrimoniale par sexe et selon le département en 2002	21
II. URBANISME ET HABITAT	22
Tableau 7 : Effectifs des logements selon le type et par département en 2002.....	22
Tableau 8: Répartition des habitations en 2002 selon le statut d'occupation.....	22
Tableau 9 : Répartition des types de logement selon le statut d'occupation.....	23
Tableau 10: Nombre de ménages équipés selon le type	23
Tableau 11 : Evolution des demandes d'autorisation de construire	23
Tableau 12 : Nombre de logements construits par la SNHLM selon le département	24
III. ÉDUCATION.....	25
Tableau 13: Effectif des établissements par département en 2009.....	26
Tableau 14 : Evolution des effectifs du préscolaire	26
Tableau 15 : Evolution des effectifs du primaire par département.....	27
Tableau 16 : Taux bruts de scolarisation dans l'élémentaire de 2003 à 2009	27
Tableau 17: Evolution des résultats au CFEE de 2005 à 2009	28
Tableau 18 : Evolution annuelle du nombre de redoublants par département	28
Tableau 19 : Evolution des effectifs du moyen secondaire par département de 2003 à 2009	29
Tableau 20 : Taux bruts de scolarisation de l'enseignement moyen de la région de Saint-Louis de 2003 à 2009.....	30
Tableau 21 : Evolution des effectifs du secondaire selon le sexe par département de 2003 à 2009	31
Tableau 22 : Evolution du taux brut de scolarisation du secondaire de 2003 à 2009.....	31
Tableau 23: Effectif ayant le niveau supérieur par sexe et selon le département en 2002.....	31
Tableau 24 : Effectifs des centres de formation professionnelle entre 2006 et 2009	32
Tableau 25 : Situation de l'analphabétisme dans la Région en 2002.....	32
IV. SANTÉ.....	34
Tableau 26 : Répartition des infrastructures sanitaires par département en 2009	34
Tableau 27 : Indicateurs de couverture en infrastructures sanitaires en 2009.....	35
Tableau 28 : Normes de couverture définies selon le niveau international et national.....	35
Tableau 29 Besoins et prévisions en infrastructures de santé d'ici 2013	36
Tableau 30 : Situation du personnel de santé de la région médicale en 2009.....	36
Tableau 31 : Nombre de consultation par groupe d'âge et selon le district	37
Tableau 32 : Mortalité et morbidité selon le district en 2009	37
Tableau 33 : Situation de la santé reproductive en 2009	38
Tableau 34 : Suivi nutritionnel et pondérale entre 2007 et 2009 des districts de la région de Saint-Louis	38
Tableau 35 : Couverture vaccinale en PENTA 3 et Rougeole.....	38
Tableau 36 : Situation de la tuberculose dans la région de Saint-Louis en 2009	39
Tableau 37 : Possession de moustiquaires par les ménages	40
V. EMPLOI.....	41
Tableau 38 : Activité principale lors des 12 derniers mois	41
Tableau 39 : Situation dans l'occupation	42
Tableau 40 : Entreprises déclarée au NINEA entre 2008 et 2009.....	43
VI. ASSISTANCE.....	44
Tableau 41 : Evolution des incendies par type du GNSP de Saint-Louis de 2007 à 2009	45
Tableau 42 : Evolution de l'assistance du GNSP de Saint-Louis de 2007 à 2009.....	45
Tableau 43 : Evolution des opérations du GNSP de Saint-Louis selon le type entre 2006 et 2009.....	45

Tableau 44 : Evolution des activités diverses par type du GNSP de Saint-Louis entre 2008 et 2009	46
Tableau 45 : Répartition des dossiers des enfants ayant commis des délits selon les décisions de justice en 2008 et 2009 et selon le sexe.....	47
Tableau 46 : Répartition des enfants ayant commis des délits selon le type d'Infractions en 2008 et 2009.....	47
Tableau 47 : Effectifs des mineurs selon la nature du placement en 2008 et 2009	48
Tableau 48 : Effectifs des mineurs orientés en 2007, 2008 et 2009.....	48
Tableau 49 : Répartition annuelle des dossiers.....	49
Tableau 50 : Situation des enfants victimes.....	49
VII. ACTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	50
Tableau 51: Effectif des personnes en situation d'handicap selon le type.....	51
Tableau 52 : Effectifs des handicapés membres des associations selon le département	51
Tableau 53 : Effectifs des daaras et des talibés selon le département	52
Tableau 54 : Nombre de moulins à mil affectés aux organisations de femmes par département en 2009	52
Tableau 55 : Situation des financements offerts aux femmes dans la région en 2009.....	53
Tableau 56 : Nombre d'organisations de femmes répertoriées en 2009.....	53
VIII. AGRICULTURE	54
Tableau 57 : Evolution des situations pluviométriques par poste pluviométrique.....	55
Tableau 58 : Evolution des superficies cultivées entre 2007/2008 et 2008/2009 (ha)	55
Tableau 59 : Répartition des productions selon la spéculation et par département en 2008/2009 (t) ...	56
Tableau 60 : Evolution de la production de canne à sucre de 2002 à 2009	57
Tableau 61 : Evolution de la production de tomate industrielle	57
Tableau 62 : Evolution des productions de mil, sorgho, maïs, arachide huilerie et niébé entre 2007/2008 et 2009/2010.....	58
Tableau 63 : Evolution des productions de Beref, pastèque, Manioc, Bissap et Gombo entre 2007/2008 et 2009/2010.....	58
IX. ÉLEVAGE.....	60
Tableau 64 : Effectifs du cheptel par espèce selon le département en 2009	60
Tableau 65 : Evolution des abattages contrôlés par année et par espèce selon les départements.....	61
Tableau 66 : Evolution des entrées de bétail entre 2008 et 2009	62
Tableau 67 : Evolution des sorties de bétail entre 2008 et 2009.....	62
Tableau 68 : Bilan des maladies épidémiologiques animales en 2009	63
Tableau 69 : Bilan des consultations vétérinaires effectuées en 2008 et 2009.....	64
X. PÊCHE.....	65
Tableau 70 : Evolution des Mises à terre 2003 à 2009 (Poids en milliers de Tonnes, Valeur en Millions)66	
Tableau 71 : Evolution du mareyage selon la destination de 2005 à 2009 (en tonne)	67
Tableau 72 : Evolution de la Transformation de 2005 à 2009 (Poids en tonne ; Valeur en millions).....	68
Tableau 73 : Evolution de la consommation de carburant 2003 à 2009 (Unité : consommation en 1000 litres).....	68
XI. TOURISME.....	70
Tableau 74 : Situation des structures d'hébergement de la Région de Saint-Louis	71
Tableau 75 : Evolution mensuelle des arrivées, nuitées et du nombre de chambre vendu en 2009.....	72
Tableau 76 : Evolution des arrivées et des nuitées entre 2005 et 2009	72
XII. POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS.....	73
Tableau 77 : Evolution des mandats selon la destination ou la provenance (en millions de francs)	73
Tableau 78 : Evolution du trafic Financier relatif au CNE entre 2008 et 2009	74
Tableau 79 : Pourcentage de villages officiels couverts par les réseaux téléphoniques selon le département en 2009.....	74
XIII. EAUX ET FORÊTS.....	76
Tableau 80 : Situation forestière par département en 2008 et 2009.....	76
Tableau 81 : Evolution des feux de brousse de 1999 à 2009.....	77
Tableau 82 : Evolution de la Production de plants entre les campagnes de 2007/2008 et 2008/2009 selon la structure et le type de pépinière	78

Tableau 83 : Evolution des plantations (ha) selon le type « Massives » entre 2008 et 2009.....	78
Tableau 84 : Evolution des plantations (ha) selon le type «MED/RNA » entre 2008 et 2009.....	79
Tableau 85 : Nombre de Touristes chasseurs par Amodiattaire en 2007/2008 et 2008/2009.....	79
XIV. EAU, ÉNERGIE ET ASSAINISSEMENT	80
Tableau 86 : Accès à l'eau potable en 2009.....	80
Tableau 87 : Evolution du nombre d'abonnés de la SDE entre 2005 et 2009.....	81
Tableau 88 : Evolution de la consommation 2005 –2009 (unité 1000m3).....	81
Tableau 89 : Facturation par type de consommateur en 2008 et 2009 (Millions Fcfa).....	82
Tableau 90 : Mode d'éclairage des ménages en 2002 et 2006.....	82
Tableau 91 : Evolution du nombre d'abonné de la SENELEC.....	83
Tableau 92 : Evolution des branchements à l'égout dans la commune de Saint-Louis de 2004 à 2009..	83
Tableau 93 : Evolution des branchements à l'égout par quartier de 2004 à 2009	84
Tableau 94 : Evolution de la longueur du réseau de 2006 à 2009 (unité en mètre)	84
XV. COMMERCE	85
Tableau 95 : Situation des secteurs d'activités commerciales	85
Tableau 96 : Situation des marchés.....	85
Tableau 97 : Infractions constatées par type lors des visites de surveillance et de contrôle en 2009	86
Tableau 98 : résultats des visites de surveillance en 2009.....	86
Tableau 99 : Evolution des prix des céréales entre 2006 et 2009.....	86
Tableau 100 : Evolution des prix des variétés de poissons entre 2008 et 2009	87
Tableau 101 : Evolutions annuelle et mensuelle des prix des légumes	88
XVI. DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL	89
Tableau 102 : Situation démographique des collectivités locales de la Région en 2009	89
XVII. FINANCES PUBLIQUES	92
Tableau 103 : Recouvrement de l'impôt sur le revenu par poste comptable en 2009.....	92
Tableau 104 : Recouvrement de la contribution globale unique (CGU) par poste comptable en 2009...93	93
Tableau 105 : Recouvrement des acomptes provisionnels par poste comptable en 2009.....	93
Tableau 106 : Recettes recouvrées par les régies de recettes par poste comptable en 2009.....	94
Tableau 107 : Situation des finances des collectivités locales de la région de Saint-Louis en 2009.....	95
XVIII. HYGIENE	96
Tableau 108 : Personnel de la BRH par catégorie entre 2007 et 2009.....	96
Tableau 109 : Situation des moyens matériels de la BRH de Saint-Louis entre 2008 et 2009	97
XIX. JUSTICE	99
Tableau 110 : Statistiques des écroués dans la région entre 2007 et 2009	99
Tableau 111 : Moyenne annuelle du nombre de détenu selon le sexe et par département.....	100
XX. TRANSPORTS.....	102
Tableau 112 : Evolution des immatriculations selon le type de véhicule	103
Tableau 113 : Evolution du nombre de rotation à l'aéroport de Saint-Louis entre 2006 et 2009.....	104
Tableau 114 : Evolution du trafic entre 2008 et 2009.....	104
XXI. CONCLUSION GENERALE	106
XXII. ANNEXES.....	107

Liste des graphiques

Graphique 1: Pyramide des âges de la Région de Saint-Louis.....	18
Graphique 2 : Evolution des taux d'urbanisation de la région de Saint-Louis de 1976 à 2002	19
Graphique 3 : Evolution des effectifs de l'enseignement moyen de la région de Saint-Louis par sexe de 2003 à 2009.....	29
Graphique 4 : Structure des activités du GNSP de Saint-Louis en 2008 et 2009	44
Graphique 5 : Evolution de la production de riz et des superficies cultivées de riz entre 1993/1994 et 2008/2009	56
Graphique 6 : Évolution de la production de cuirs et peaux 2004-2009 (nombre de peaux et cuirs)	61
Graphique 7 : Evolution de la mortalité et de la morbidité des animaux entre 2006 et 2009	63
Graphique 8 : Evolution des mises à terre en volume et en valeur entre 2003 et 2009.....	65
Graphique 9 : Evolution de la transformation en valeur (millions) et en volume (tonnes) entre 2005 et 2009.....	67
Graphique 10 : Evolution annuelle du taux d'occupation (TO) et de la durée de séjour (DS) à Saint-Louis	70
Graphique 11 : Evolution mensuelle des arrivées en 2009.....	71
Graphique 12 : Evolution du nombre d'abonnés au fixe dans la région de Saint-Louis entre 2006 et 2009	75
Graphique 13 : Evolution mensuelle des prix des céréales en 2009.....	87
Graphique 14 : Evolution mensuel du prix à la production du riz local décortiqué dans la région de Saint-Louis en 2009	87
Graphique 15 : Répartition des budgets des collectivités locales selon le secteur et la nature de la dépense en 2009.....	91
Graphique 16 : répartition des budgets des collectivités locales par collectivité locale et selon le type de dépenses (fonctionnement, investissement)	91
Graphique 17 : Infractions constatées dans les ménages de la région selon les sous brigades entre 2007 et 2009.....	97
Graphique 18 : Infractions constatés dans les ERP de la région selon les sous brigades entre 2007 et 2009.....	98
Graphique 19 : Répartition de la population carcérale du département de Dagana selon la nature de l'infraction en 2009	100
Graphique 20 : Répartition des véhicules immatriculés en 2009 dans la région, selon l'âge	103
Graphique 21 : Variation des rotations entre 2008 et 2009.....	104

Liste des annexes

<i>Annexe 1: Population par collectivité locale de la région de Saint-Louis en 2010</i>	<i>108</i>
<i>Annexe 2 : Répartition des budgets des collectivités locales en 2009.....</i>	<i>109</i>
<i>Annexe 3 : Répartition du personnel de santé en 2009.....</i>	<i>110</i>
<i>Annexe 4 : Type de logement selon le mode d'éclairage et le milieu de résidence en 2002.....</i>	<i>111</i>
<i>Annexe 5 : Evolution annuelle de la production du riz par département entre 2004 et 2008</i>	<i>112</i>
<i>Annexe 6 : Evolution des situations pluviométriques par poste pluviométrique entre 2005 et 2009</i>	<i>113</i>
<i>Annexe 7 : Evolution des principales productions agricoles irriguées et rendements entre 93/94 et 2008/2009</i>	<i>114</i>
<i>Annexe 8 : Evolution des superficies, des productions et des rendements des cultures sous pluies</i>	<i>115</i>
<i>Annexe 9 : Evolution des superficies, des productions et des rendements des cultures sous pluies (Suite)</i>	<i>116</i>
<i>Annexe 10 : Evolution des effectifs du cheptel de la région (en milliers)</i>	<i>117</i>
<i>Annexe 11 : Evolution des abattages contrôlés.....</i>	<i>118</i>
<i>Annexe 12 : Évolution de la production de cuirs et peaux 2004-2009 (nombre de peaux).....</i>	<i>119</i>
<i>Annexe 13 : Bilan des consultations vétérinaires effectuées en 2008 et 2009.....</i>	<i>120</i>
<i>Annexe 14 : Evolution du nombre d'arrivées et de nuitées de 1999 à 2009</i>	<i>121</i>
<i>Annexe 15 : Evolution du nombre d'abonnés au fixe entre 2005 et 2009.....</i>	<i>122</i>
<i>Annexe 16 : Situation forestière par département en 2009.....</i>	<i>122</i>
<i>Annexe 17 : Evolution mensuelle des détenus par groupe d'âge selon le sexe : M.A.C Saint-Louis 2009</i>	<i>123</i>
<i>Annexe 18 : Evolution mensuelle des détenus par groupe d'âge : M.A.C Dagana 2009.....</i>	<i>124</i>
<i>Annexe 19 : Evolution des prix des légumes entre 2006 et 2009</i>	<i>125</i>
<i>Annexe 20 : Tableau détaillé des recettes recouvrées par les régies de recettes en 2009.....</i>	<i>126</i>
<i>Annexe 21 : Statistiques sur les infrastructures sanitaires et scolaires par collectivités locale en 2009.....</i>	<i>127</i>
<i>Annexe 22 : Taux d'accès des collectivités locales en infrastructures scolaires, sanitaires et hydrauliques en 2009.....</i>	<i>128</i>
<i>Annexe 23 : Prix moyens mensuels de biens et services en 2009 dans la commune de Saint-Louis</i>	<i>129</i>
<i>Annexe 24 : Infractions constatées par types lors des visites domiciliaires entre 2007 et 2009.....</i>	<i>131</i>
<i>Annexe 25 : Inspection des ERP et assimilés entre 2007 et 2009.....</i>	<i>131</i>
<i>Annexe 26 : Projets et programme en faveur des Groupes Vulnérables.....</i>	<i>132</i>
<i>Annexe 27 : Récapitulatif des véhicules selon l'âge et le genre</i>	<i>132</i>
<i>Annexe 28 : Evolution des abonnés par secteur.....</i>	<i>132</i>

INTRODUCTION GENERALE

Située dans la partie nord du Sénégal, la région de Saint-Louis s'étend sur une superficie de 19.034 km² pour une population estimée à 901.036 habitants en 2010. La région est subdivisée en trois départements et compte sept (7) arrondissements, dix neuf (19) communes et dix huit (18) communautés rurales. Saint-Louis est une région stratégique du Sénégal du fait de sa situation géographique, son poids économique et ses multiples potentialités. La région abrite la deuxième université du Sénégal, le fleuve Sénégal avec ses affluents, le lac de guiers, le barrage de Diama, l'implantation de deux grosses unités agro industrielles du pays. Elle bénéficie d'une longue tradition dans les secteurs de la pêche et de l'élevage grâce à une vaste zone sylvo pastorale et une population de pêcheurs dont l'expérience et l'expertise dépassent les frontières du Sénégal. De par l'histoire et la culture, la région de Saint-Louis, constitue une zone d'attraction touristique même si les potentialités dans ce domaine restent encore faiblement exploitées. En plus de ses potentialités dont les énumérations listées ci-dessus restent incomplètes, Saint-Louis se caractérise par son dynamisme aussi bien sur le plan politique, économique et socio culturel. L'année 2009, n'a pas été une exception à cette caractéristique de la région nord.

❖ Politique :

Sur le plan politique la région a été marquée, à l'instar du reste du pays, par la tenue des élections locales au mois de mars 2009. Ces élections ont rythmé la vie de la région durant tout le premier trimestre de l'année 2009. Elles ont été caractéristiques à plusieurs niveaux :

- surviennent après le nouveau découpage administratif qui a donné naissance à onze (11) nouvelles communes et neufs (9) communautés rurales dans la région ;
- l'émergence de plusieurs de coalition de partis ;
- le renouvellement de la majorité des élus dans les conseils municipaux et ruraux de la région et le passage entre les mains de l'opposition de deux capitales départementales (Saint-Louis, Podor) sur les trois (3) que compte la région.

❖ Economique :

Au plan économique, la région a enregistré la création de 733 entreprises en 2009 contre 372 en 2008, soit une augmentation en valeur relative de 97%.

Le secteur agricole a enregistré des évolutions contrastées. En effet, il apparaît des hausses de production concernant les cultures irriguées et des baisses au niveau des cultures hivernales dues en partie à une relative décroissance des résultats de la GOANA comparativement à la précédente campagne. Par contre, le bon hivernage enregistré a expliqué le bon comportement du secteur de l'élevage. Le secteur de la pêche a connu un accroissement de 13% de la production en valeur malgré une baisse de la production en volume de 1%.

Le secteur agricole constitue un des plus importants secteurs économiques de la région. A travers différentes structures étatiques d'appui et d'encadrement telles que la SAED, la DRDR, l'ANCAR, la CNCAS et l'ISRA, l'Etat a accompagné les agriculteurs en semences, engrais, produits phytosanitaires, matériels agricoles et crédit. A ces soutiens indispensables de l'Etat sont venus s'ajouter certains partenaires dont la coopération coréenne, Japonaise (avec notamment le projet hydro agricole de Pankh d'un coût global de 1,1milliard de francs cfa) et l'Agence Française de Développement avec le Projet d'Appui aux Communautés Rurales de la Vallée du Fleuve (PACR/VF). Dans le cadre de sa politique de promotion des produits locaux, l'Etat a gelé les importations d'oignons sur une durée de six (6) mois en 2009. Cette mesure a contribué à minorer les méventes que connaissaient les producteurs d'oignons de la vallée. Dans le secteur de l'Elevage, la région a bénéficié de l'insémination artificielle bovine de 4305 vaches sur un quota prévisionnel de 7000 vaches. L'année marque le démarrage des activités de la concession d'électrification rurale dans la région de Saint-Louis. Ce

programme national d'un coût global de 10 milliards de francs CFA permettra à terme d'électrifier 300 villages de la région de Saint-Louis et des infrastructures socio économiques.

Les indicateurs du secteur touristique évoluent timidement malgré la définition de stratégies de relance, les potentialités disponibles ainsi que les efforts consentis par les acteurs locaux concernés en termes de promotion de la destination Saint-Louis. A l'évidence, les résultats obtenus dans les différents secteurs ne sont que l'aboutissement de la mise en œuvre des politiques de l'Etat et de l'appui de ses partenaires à travers des projets et programmes exécutés dans la région.

Social

Les secteurs sociaux occupent une place stratégique dans les politiques nationales de développement. A l'échelle régionale, beaucoup d'actions ont été entreprises en vue de l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et plus particulièrement aux services de santé, d'éducation et d'hydraulique. Ainsi, de 619 écoles élémentaires en 2008, ce nombre est passé à 631 en 2009 tandis que le nombre de postes de santé est passé de 93 à 96 durant la même période. Par ailleurs, les résultats de la conférence régionale d'harmonisation ont montré un financement prévisionnel estimatif d'un peu plus de 12 milliards de francs en 2010, dont 38% pour le secteur de l'éducation, 34% pour la santé et 28% concerne le secteur de l'hydraulique. L'exécution effective de ces financements permettra d'améliorer les indicateurs d'accès et de qualité dans les trois secteurs. En effet, les résultats issus de la conférence régionale donnent les taux d'accès de 10% pour le préscolaire, 87% pour l'élémentaire et 37% pour le moyen. S'agissant du secteur de la santé, la région a un taux d'accès de 52% en poste de santé et des taux de couverture de 28% et de 34% en centres de santé et hôpitaux, respectivement. Le taux d'accès à l'eau potable dans la région se situe à 56% avec de fortes disparités entre la zone rurale (53%) et la zone urbaine qui est couverte à 89%.

L'hivernage de 2008 a été caractérisé par des inondations qui ont eu des effets négatifs sur les conditions de vie des populations. Ainsi, 1250 ménages victimes de ces inondations ont bénéficié d'un soutien de 40 tonnes de mil de la part de la croix rouge en 2009.

❖ Culturel et sportif

La région de Saint-Louis s'est dotée d'un agenda sportif et culturel de dimension internationale. Le festival international de Jazz est une des activités culturelles les plus marquantes de la région. Plusieurs autres événements ont rythmé la vie culturelle et religieuse de la région en 2009. Parmi ces derniers on note le FANAL, le « magal des deux rakas » et la fête du 15 août qui constituent tous des moments de convergence des populations de l'intérieur du pays vers la ville de Saint-Louis.

Sur le plan sportif, le tournoi international de judo constitue un événement marquant de la région et dont la régularité et la participation de plusieurs pays lui confèrent sa notoriété. L'édition de 2009 a été marquée par le sacre du Sénégal qui a remporté les dix (10) médailles sur les onze (11) possibles. L'institut des sports de Saint-Louis a remporté quatre (4) des dix (10) titres du Sénégal. En outre, le Sénégal a remporté un titre de champion d'Afrique de Judo en 2009 grâce à un pensionnaire de l'institut des sports de Saint-Louis. Tous ces résultats montrent la position qu'occupe le Judo Saint-louisien à l'échelle nationale. Il en est de même de la présence de grands clubs de football (CSS, Linguère) et de basketball (SLBC, UGB) au sein de l'élite nationale sportive. La Linguère de Saint-Louis a dominé le premier championnat de football professionnel du Sénégal en 2009 en s'adjudant le titre de champion devant le Casa sport.

Par ailleurs, on note la forte concentration des infrastructures sportives, des clubs et des événements sportifs dans la ville de Saint-Louis.

I. DÉMOGRAPHIE

Introduction

La tendance évolutive de la population du Sénégal et celle de la région de Saint-Louis en particulier depuis la réalisation du premier recensement général de la population et de l'habitat laisse apparaître une forte progression. Cette évolution pourrait être expliquée par un taux de fécondité qui reste encore élevé et des améliorations de la santé des populations dues à l'élargissement de l'accès et au relèvement de la qualité des prestations. Malgré le déficit de mise en œuvre de la lettre de politique de population, certains phénomènes socio démographiques peuvent contribuer au ralentissement de l'évolution de la population. En effet, l'augmentation de l'âge médian au premier mariage qui est passé de 27,4 à 28,3 ans pour les hommes et de 19,6 à 21 ans entre 1988 et 2002 conjugué à l'inscription massive des filles à l'école observée ces dernières années qui elle-même est accompagnée par des campagnes soutenues de maintien des filles à l'école, pourraient contribuer au ralentissement de la croissance démographique.

I.1. Effectifs et accroissement

Le Sénégal a fêté cette année son cinquantième anniversaire en tant qu'Etat souverain. Au cours de ces 50 années d'indépendance, le pays a réalisé trois recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH) dont le premier date de 1976, le second de 1988 et le troisième a été organisé en 2002. Ce qui fait en moyenne un recensement tous les 13 ans, dépassant ainsi la norme de 3 ans. Les résultats des trois recensements laissent apparaître des taux d'accroissement intercensitaire de 2,0% entre 1976 et 1988 et 3,4% entre 1988 et 2002. En effet, de 344.432 habitants en 1976 la population de la région de Saint-Louis est passée à 435.010 habitants en 1988 et s'est établit à 695.489 en 2002. Par ailleurs, de 51,7% en 1976, la proportion des femmes est passée à 51,3% en 2002, d'où une baisse de la part des femmes dans la population totale de la région entre le premier et le dernier RGPH.

La population de la région de Saint-Louis est estimée à 901.036 habitants en 2010, dont 441.515 hommes et 459.521 femmes. L'organisation du quatrième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 4) dont le processus va démarrer cette année, permettra d'actualiser les données sur la population et les indicateurs sociaux démographiques qui sont indispensables dans toute prise de décision.

Tableau 1 : Evolution de la population de 1976 à 2010 et taux d'accroissement intercensitaire

		Année			
		1976	1988	2002	2010
Population	Homme	166 210	211 772	338 536	441.515
	Femme	178 222	223 238	356 953	459.521
	Total	344 432	435 010	695 489	901.036
Taux d'accroissement (%)			2,0%	3,4%	

Source : ANSD

I.2. Structure par âge et par sexe

Le tableau qui suit donne la structure de répartition de la population de la région par groupe d'âge. Ainsi, il apparaît que 31,2% de la population ont moins de 9 ans et les moins de 20 ans représentent plus de 55% de la population. Ces chiffres montrent l'ampleur des efforts à consentir pour assurer l'accès aux jeunes à un enseignement de qualité.

Le tableau révèle aussi que les personnes du troisième âge, concernées par ailleurs par le plan SESAME qui consacre la gratuité des soins à cette catégorie, représentent 5,4% de la population.

DÉMOGRAPHIE

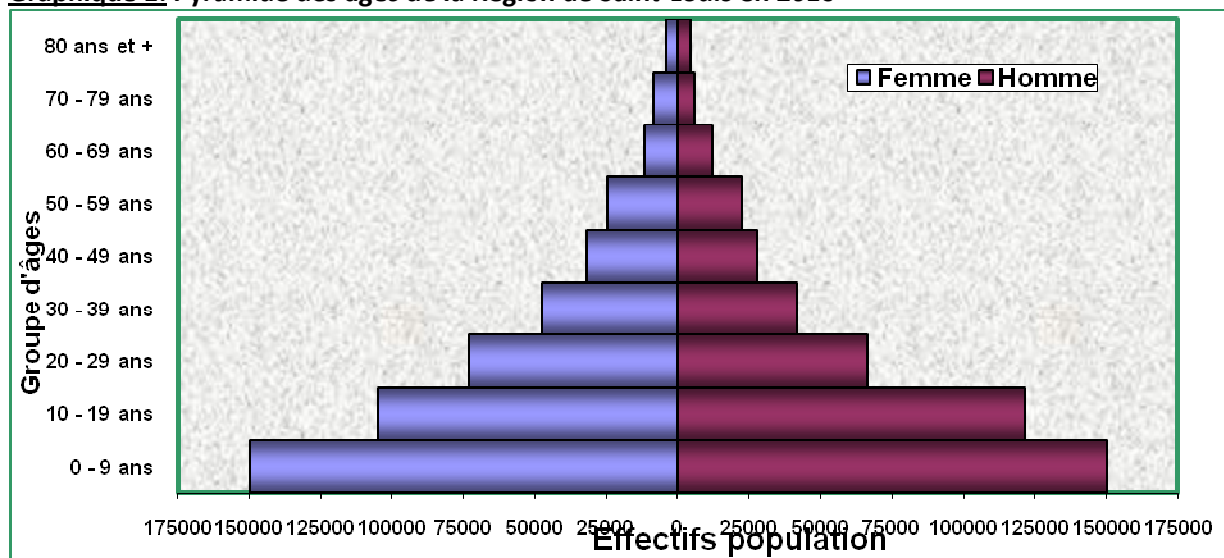
Tableau 2 : Répartition de la population par sexe et par groupe d'âges de la région de Saint-Louis en 2010

Sexe	Femme	Homme	Total	Femme (%)	Homme (%)	Total (%)
Groupe d'âge (ans)						
0 - 9 ans	135 099	146 583	281 682	29,4	33,2	31,2
10 - 19 ans	111 204	118 326	229 530	24,2	26,8	25,5
20 - 29 ans	77 200	64 903	142 102	16,8	14,7	15,8
30 - 39 ans	50 088	40 619	90 707	10,9	9,2	10,1
40 - 49 ans	33 545	27 374	60 919	7,3	6,2	6,8
50 - 59 ans	26 193	21 634	47 827	5,7	4,9	5,3
60 - 69 ans	12 407	11 921	24 328	2,7	2,7	2,7
70 - 79 ans	9 190	5 740	14 930	2,0	1,3	1,7
80 ans et +	4 595	4 415	9 010	1,0	1,0	1,0
<i>Total</i>	<i>459 521</i>	<i>441 515</i>	<i>901 036</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>

Source : ANSD

Le graphique ci-dessous montre une base très large et qui se rétrécit rapidement. Ceci traduit la prédominance des jeunes au sein de la population totale de la région. En sus de la pression sur les infrastructures sociales que cela entraîne, il se pose un problème de formation et d'emploi de cette jeunesse.

Graphique 1: Pyramide des âges de la Région de Saint-Louis en 2010



Source : ANSD

I.3. Répartition spatiale

Avec 19.034 km², la région de Saint-Louis représente près de 10% du territoire national et a une densité de 47hbt/km². Cependant les populations sont inégalement réparties dans la région. En effet, le département de Saint-Louis avec une population estimée à 271.912 habitants en 2010 pour une superficie de 879 km² apparaît le plus densément peuplé. La densité du département de Dagana correspond à la moyenne régionale tandis que le département de Podor étendue sur une superficie de 12.947 km² a la plus faible densité avec 28 hbt/km². Par ailleurs, la population du département de Podor est concentrée sur la partie nord notamment le long de la route nationale numéro 2 et dans le walo. La partie du diéri est très faiblement occupée.

Tableau 3 : Effectif de la population par sexe, superficie et densité par département en 2010

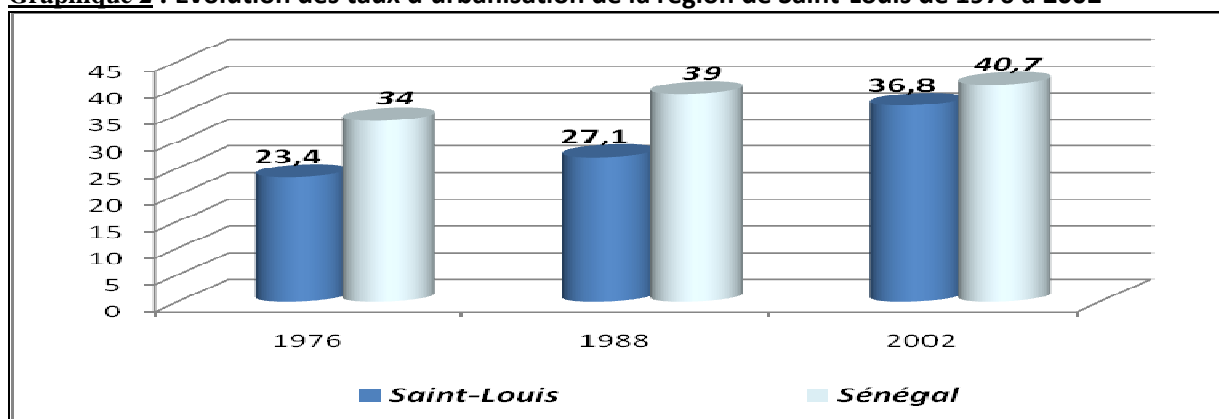
NOM LOCALITE	Effectif 2002			Effectif 2010			Superficie (km ²)	Densité 2010 (hbts/km ²)
	HOMME	FEMME	TOTAL	HOMME	FEMME	TOTAL		
REG. SAINT-LOUIS	335 758	358 475	694 233	441 515	459 521	901 036	19 034	47
DEP. DAGANA	96 115	96 529	192 644	121 615	118 697	240 312	5 208	47
DEP. PODOR	135 725	152 231	287 956	185 707	203 105	388 812	12 947	28
DEP. SAINT-LOUIS	103 918	109 715	213 633	134 193	137 719	271 912	879	311

Source : RGPH III, estimations ANSD, SRSD_SL

I.4. Urbanisation

Le graphique ci-dessous laisse apparaître un taux d’urbanisation en constante évolution depuis 1976. En effet, de 23,4% en 1976 il est passé à 27,1% en 1988 avant de s’établir à 36,8% en 2002. Il faut noter cependant que les indicateurs de 1976 et de 1988 concernent l’ancienne région de Saint-Louis, qui est scindée en deux régions (Saint-Louis et Matam) depuis la réforme administrative de 2002. Par ailleurs, le taux d’urbanisation de la région de Saint-Louis est inférieur à la moyenne nationale pour toute la période 1976 -2002. Toutefois, cette moyenne nationale est largement tirée vers le haut par le taux d’urbanisation de la région de Dakar qui est proche de 100%. Ainsi, les résultats du dernier recensement montrent que Saint-Louis est la quatrième région la plus urbanisée derrière les régions de Dakar, Thiès et Ziguinchor.

Graphique 2 : Evolution des taux d’urbanisation de la région de Saint-Louis de 1976 à 2002



Source : RGPH (1976, 1988, 2002)

I.5. Migration

Les statistiques sur les migrations aussi bien internes qu’internationales font parties des types de statistiques les plus difficiles à disposer et les moins consensuelles tant du point de vue des définitions des termes que de la méthodologie de collecte de ces données. Parmi les sources disponibles, on distingue les données issues d’enquêtes (ESAM), de recensements, d’estimation du ministère chargé des sénégalais de l’extérieur et d’organisations internationales telles que l’OIM.

❖ Migrations internes

Au vu du tableau qui suit, il apparaît que la région de Saint-Louis a un solde migratoire net négatif de 34.370 par rapport au reste du pays. Ce solde négatif est dû principalement à la position de la région par rapport à la région de Dakar. En effet, la région de Saint-Louis affiche un solde migratoire net par rapport à la région de Dakar de -49.486. Ainsi, excepté la capitale du Sénégal, la région de Saint-Louis a un solde migratoire net positif par rapport aux autres régions de 15.116.

Tableau 4 : Matrice de migration durée de vie de la population résidente en 2002

Région	Région de naissance	Région de résidence	Solde migratoire
Dakar	15 676	65 162	- 49 486
Diourbel	14 412	4 428	9 984
Fatick	8 626	2 782	5 844
Kaolack	8 610	4 342	4 268
Kolda	5 560	3 328	2 232
Louga	9 926	5 984	3 942
Matam	4 570	6 676	- 2 106
Tamba	1 809	3 122	- 1 313
Thiès	5 742	14 249	- 8 507
Ziguinchor	3 560	2 788	772
Total	78 491	112 861	- 34 370

Sources : RGPH III

❖ Migrations internationales

La région de Saint-Louis comptait 10.517 immigrants internationaux en 2002. S'agissant des émigrés, l'enquête sénégalaise auprès des ménages réalisée en 2002 a montré que 18,4% des émigrés sénégalais ont Saint-Louis comme région de résidence d'origine. Par ailleurs, la lettre de politique sectorielle des sénégalais de l'extérieur mentionne que les statistiques officielles disponibles sur la période 2003 – 2004 font état de 648.600 émigrants sénégalais dont 410.000 sont comptabilisés en Afrique et 190.000 en Europe.

Le phénomène d'immigrations clandestines massives observé à partir de 2006 avait poussé les autorités sénégalaises et celles des pays d'accueils tels que l'Espagne, l'Italie et la France à signer des accords de partenariat afin de réguler les migrations de travail. C'est dans ce cadre que 503 jeunes sénégalais sont partis en Espagne en 2007 pour travailler dans les activités de pêche, dans le secteur agricole, la grande distribution et le nettoyage. Pour l'année 2008, le Sénégal avait reçu 2.700 contrats de travail mis à disposition par l'Espagne dont les 2.000 concernaient le secteur de la pêche artisanale tandis que les 700 contrats étaient des contrats agricoles saisonniers. La région de Saint-Louis qui faisait partie des points de départ des clandestins et qui concentrent une part importante de la main d'œuvre agricole ainsi que des pêcheurs faisait aussi partie des points de sélection des bénéficiaires de ces contrats de travail.

I.6. Nuptialité

Les résultats des deux derniers recensements généraux de la population et de l'habitat montrent que dans la région de Saint-Louis, les hommes et les femmes se marient de plus en plus tard. En effet, l'âge médian au premier mariage est passé de 27,4 en 1988 à 28,3 en 2002 chez les hommes et de 19,6 à 21 chez les femmes. Il ressort de ce tableau aussi que par rapport au niveau national, les hommes et les femmes se marient plus tôt.

Tableau 5 : âge médian au premier mariage en 1988 et 2002

	RGPH 88		RGPH 02 (10 - 54 ans)	
	homme	femme	homme	femme
Saint-Louis	27,4	19,6	28,3	21
Sénégal	28,3	20,1	28,9	21,3

Sources : RGPH 2 ; RGPH 3

I.7. Situation matrimoniale

L'analyse du tableau qui suit montre que 52% des hommes sont des célibataires et 35% sont monogames. La proportion des polygames est de 13% dont 10% vivent avec deux épouses. Chez les

DÉMOGRAPHIE

femmes, il apparaît 33% de célibataires et 60% de mariées dont 34% monogames. Le tableau révèle aussi que 5% des femmes sont des veuves et 2% sont divorcées.

Tableau 6 : Situation matrimoniale par sexe et selon le département en 2002

Sexe	Situation matrimoniale	Département			Total	%
		Dagana	Podor	Saint-Louis		
Masculin	Monogame	21341	30364	22733	74438	35%
	Polygame à 2	6199	8767	5618	20584	10%
	Polygame à 3	1702	1683	1588	4973	2%
	Polygame à 4 et+	453	437	435	1325	1%
	Célibataire	31587	38921	39883	110391	52%
	Veuf / Veuve	144	311	191	646	0%
	Divorcé	249	274	407	930	0%
	Autre	11	121	41	173	0%
	Total	61686	80878	70896	213460	100%
Féminin	Monogame	20778	34890	23304	78972	34%
	Polygame à 2	9039	15171	11499	35709	15%
	Polygame à 3	6645	9593	5154	21392	9%
	Polygame à 4 et+	1386	1460	1032	3878	2%
	Célibataire	19720	25406	30446	75572	33%
	Veuf / Veuve	2811	5906	2576	11293	5%
	Divorcé	1166	2161	1678	5005	2%
	Autre	69	280	107	456	0%
	Total	61614	94867	75796	232277	100%

Source : RGPH III,

Conclusion

Dans le court terme, il est impératif de mettre en pratique la déclaration de la politique de population à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action qui va engager les membres des COREPOHR. En effet, pour améliorer la santé maternelle et infantile et réduire à terme les dépenses sociales, il est nécessaire de rendre fonctionnelle et dynamique ces comités régionaux qui ne servent jusqu'ici qu'à organiser la journée mondiale de la population.

Même si la forte progression de l'effectif de la population peut être à moyen terme un facteur important dans la croissance économique du pays, à court terme, elle engendre beaucoup de dépenses dans les secteurs sociaux en particulier tels que la santé, l'éducation, la formation et l'accès aux services de logement. Ainsi, afin d'éviter les problèmes de taux de chômage élevé et de sous-emploi massifs, il importe de créer les conditions d'une économie dynamique à forte capacité d'absorption de main d'œuvre.

Sur le plan de la migration des populations, vu l'importance du nombre d'émigrés sénégalais dont une part importante vient de la région de Saint-Louis, et leur contribution si précieuse à l'économie nationale, il devient de plus en plus urgent pour le Sénégal de se doter d'une politique d'immigration cohérente tenant compte des réalités socio-culturelles du pays ainsi que des dynamiques internationales actuelles.

II. URBANISME ET HABITAT

Introduction

Depuis quelques années on assiste à des investissements dans les bâtiments et travaux publics qui tirent la croissance vers le haut. Cependant, ces investissements se sont plus concentrés dans les centres urbains et en particulier dans la capitale du Sénégal. Les données sur ces investissements sont rarement disponibles surtout dans les régions périphériques. En outre la typologie et les caractéristiques des logements sont obtenues à partir de grandes enquêtes nationales. Dans ce chapitre les résultats du dernier recensement général sur l'habitat seront exploités. Les données seront complétées par celles de la division régionale de l'urbanisme et de la SNHLM qui est dans la région depuis 1960.

II.1. Parc des logements

Le dernier recensement fait état d'un effectif de 80.271 logements dans la région de Saint-Louis dont 54.053 maisons basses, soit 67,3% du total. Le tableau laisse apparaître que la case constitue le deuxième type de logement le plus fréquent dans la région avec 25,6% des maisons. En outre, plus de la moitié des cases répertoriées dans la région se trouve dans le département de Podor. Les maisons basses constituent le type de logement le plus fréquent dans les trois départements de la région.

Tableau 7 : Effectifs des logements selon le type et par département en 2002

Département	Type logement						Total
	Case	Baraque	Maison basse	Maison à étage	Appartement	Autre	
Dagana	6253	279	15890	221	9	288	22940
Podor	12608	248	19105	264	23	1986	34234
Saint-Louis	1674	606	19058	1635	45	79	23097
Total	20535	1133	54053	2120	77	2353	80271
	25,6%	1,4%	67,3%	2,6%	0,1%	2,9%	100,0%

Source : RGPH III,

II.2. Statut d'occupation

Il apparaît dans le tableau qui suit que 73,9% des ménages sont propriétaires de leur logement, 9,3% sont copropriétaires et 9,0% vivent en location. Les ménages logés par leur famille constituent 5,6% et la proportion de ceux logés par leur employeur est de 1,4%. Le tableau ci-dessous montre aussi une faible importance de la location dans le département de Podor. En effet, sur les 7.206 ménages locataires, seuls 603 se trouvent dans ce département, soit 7,9%.

Tableau 8: Répartition des habitations en 2002 selon le statut d'occupation

Département	Propriétaire	Copropriétaire	Locataire	Loge' employeur	Loge' famille	Autre	Total
Dagana	17001	1517	2554	372	1338	158	22940
Podor	28034	3576	603	260	1561	200	34234
Saint-Louis	14282	2350	4049	495	1619	302	23097
Total	59317	7443	7206	1127	4518	660	80271
%	73,9%	9,3%	9,0%	1,4%	5,6%	0,8%	100,0%

Source : RGPH III

Tableau 9 : Répartition des types de logement selon le statut d'occupation

	Propriétaire	Copropriétaire	Locataire	Loge' employeur	Loge' famille	Autre	Total	
Case	18411	1155	107	46	754	62	20535	26%
Baraque	726	87	194	11	75	40	1133	1%
Maison basse	37372	5782	6157	900	3391	451	54053	67%
Maison à étage	970	183	645	130	156	36	2120	3%
Appartement	27	5	21	18	3	3	77	0%
Autre	1811	231	82	22	139	68	2353	3%
Total	59317	7443	7206	1127	4518	660	80271	100%
%	74%	9%	9%	1%	6%	1%	100%	

Source : RGPH III

II.3. Equipement des ménages

Le dernier recensement a montré que 71.3% des ménages étaient équipés de radio et 27,7% d'un téléviseur. Aussi, 8.913 ménages disposaient de réfrigérateur ou congélateur, soit 11% du nombre total de ménages. S'agissant du téléphone, 7,7% des ménages étaient abonnés au fixe.

Tableau 10: Nombre de ménages équipés selon le type

	Effectif	%
Radio	57 264	71,3
Vidéo	3 746	4,7
Téléviseur	22 213	27,7
Réfrigérateur/Congélateur	8 913	11,1
Réchaud/Cuisinière	3 223	4,0
Climatiseur	828	1,0
Téléphone	6 163	7,7
Foyer amélioré	817	1,0
Total	80 271	

Source : RGPH III

II.4. Autorisation de construire

Les constructions nouvelles ou les modifications doivent faire l'objet d'autorisations délivrées par les services compétents.

Le nombre de demandes d'autorisations de construire est de 94 en 2009 contre 84 en 2008. Sur les 94 demandes, 88 concernent de nouvelles constructions et 6 sont des élévations ou modifications.

Tableau 11 : Evolution des demandes d'autorisation de construire

Désignation		2007	2008	2009
Constructions nouvelles	Habitat	85	64	65
	Autres	12	11	23
	TOTAL	97	75	88
Sur Elévations modification	Habitat	4	7	1
	Autres	1	2	5
	TOTAL	5	9	6
Total	Habitat	89	71	66
	Autres	13	13	28
	TOTAL	102	84	94

Source : Division régionale de l'urbanisme

Eu égard au rythme de construction effective, le nombre d'autorisation de construire apparaît faible. Certaines contraintes qui entravent à l'accroissement du nombre d'autorisation de construire apparaissent :

- ❖ déficit d'information et de communication des populations ;

URBANISME ET HABITAT

- ❖ déficit de parcelles aménagées ;
- ❖ longueur du circuit pour l'obtention de l'autorisation de construire ;
- ❖ demandes souvent mal montées ;
- ❖ adresse des demandeurs souvent incomplètes ;
- ❖ faible niveau de délégation de signature des autorités (très souvent absentes) habiliter à délivrer l'autorisation de construire ;

Par rapport à ces contraintes des recommandations sont formulées :

- ❖ mener des campagnes d'information et de sensibilisation sur l'autorisation de construire ;
- ❖ accroître le nombre de zones aménagées ;
- ❖ raccourcir les délais de traitement des dossiers d'autorisation de construire ;
- ❖ améliorer la qualité des dossiers de demande d'autorisation de construire ;
- ❖ mettre en œuvre la directive de la consultation simultanée (faire des copies à tous les intervenants dans le circuit d'attribution de l'autorisation de construire) ;

La systématisation de l'autorisation de construire devrait contribuer à améliorer la qualité des constructions et à accroître la sécurité des logements.

II.5. Réalisations de la SNHLM

La SNHLM a construit 545 logements dans la région de Saint-Louis. Ces réalisations ont lieu dans les communes de Saint-Louis, Richard-Toll, Dagana et Podor. Cependant 82,6% des logements ont été construits dans la commune de Saint-Louis. Les 20 logements construits par la SN HLM dans la commune de Podor datent du début de notre indépendance. Les dernières réalisations de la SNHLM dans la région ont concerné les communes de Saint-Louis, Richard-Toll et Dagana durant la période 2005 – 2007.

Tableau 12 : Nombre de logements construits par la SNHLM selon le département

Localité	Année	Nombre	Pourcentage
Commune de Saint-Louis	1960 - 1965	117	21,5%
	1974 - 1975	144	26,4%
	2005 - 2007	189	34,7%
TOTAL Département Saint-Louis		450	82,6%
Commune de Richard Toll	2005 - 2007	25	4,6%
Commune de Dagana	2006 - 2007	50	9,2%
TOTAL Département Dagana		75	13,8%
Commune de Podor	1960 - 1961	20	3,7%
TOTAL Département Podor		20	3,7%
Région		545	100,0%

Source : Antenne régionale de la SNHLM

Conclusion

Depuis quelques années, on assiste à un développement de l'immobilier au Sénégal et dans les grands centres urbains et leurs périphéries en particulier. Cependant, vu le faible nombre d'autorisations de construire enregistré au cours des trois dernières années dans les services de l'urbanisme, il apparaît nécessaire de tenir des séances d'informations et de communications à l'endroit des populations afin que ces dernières soient en règles et relever le niveau de sécurité des logements.

III. ÉDUCATION

Introduction

L'éducation constitue un des plus importants secteurs dans le processus de notre développement économique, politique et social. C'est ainsi que le secteur suscite un intérêt particulier de la part de l'ensemble des composantes de la société nationale et des partenaires privés, bilatéraux et multilatéraux du Sénégal. Cet intérêt s'est traduit par des initiatives internationales, des engagements des pouvoirs publics en faveur de l'éducation et la responsabilisation des pouvoirs locaux à travers le transfert d'une partie des compétences aux collectivités locales.

Au plan mondial, la liste des initiatives prises en faveur du secteur de l'éducation est longue mais certaines d'entre elles telles que les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), la déclaration mondiale pour l'éducation ou l'Education Pour Tous (EPT) du fait de leur influence aussi bien temporelle que spatiale, constituent des objectifs prioritaires.

Au niveau national beaucoup d'actions sont entreprises depuis des décennies pour élargir l'accès à l'éducation, améliorer la qualité des apprentissages ainsi que la gestion du secteur. Ces actions s'inscrivent depuis quelques années dans un cadre formalisé dont le Programme Décennal de l'Education et de la Formation constitue le bréviaire. Ce programme est opérationnalisé au niveau déconcentré à travers les plans régionaux, départementaux et locaux de développement de l'éducation et implique l'association des acteurs de la décentralisation et de la déconcentration.

Au niveau de la région de Saint-Louis, l'année 2009 a été marquée par l'élaboration du plan régional de développement de l'éducation, l'organisation de la conférence régionale d'harmonisation dont le secteur a fait partie des trois retenus pour cette première édition. Au cours de l'année 2009, il s'est tenu un comité régional de développement sur la rentrée 2009/2010 au cours duquel le ministre en charge du secteur a annoncé la construction de 268 salles de classes dans la région. Cette rentrée a été marquée par ailleurs, par le démarrage tardif des cours dans certains établissements, dû principalement aux inondations.

L'Etat, premier bailleur du secteur de l'éducation est soutenu dans la région de Saint-Louis par certains partenaires parmi lesquels on peut citer la coopération luxembourgeoise, la fondation Paul Gérin Lajoie, l'ONG Plan Sénégal, le Partenariat, l'USAID/EDB, Counterpart et les partenaires de la coopération décentralisée.

II.1. Offre scolaire

Dans le document du Programme Décennal de Développement de l'Education et de la Formation il a été fait part de la construction de 2.000 salles de classes et la rénovation de 300 salles de classes par an. Du fait de la faiblesse de son taux brut de scolarisation et de la vétusté de certaines de ses écoles, la région de Saint-Louis faisait partie des régions prioritaires aussi bien pour la construction de nouvelles salles de classe que pour les réhabilitations. L'objectif fixé à travers ces programmations était d'atteindre un taux brut de scolarisation au primaire de 100%. Le tableau qui suit montre que l'offre s'est considérablement accrue entre 2003 et 2009 et pour tous les ordres d'enseignements considérés. Ainsi, le nombre d'établissements préscolaires est passé de 34 en 2003 à 97 en 2009 et le nombre d'écoles élémentaires de 449 à 631 et enfin le nombre de moyen secondaire passe de 37 à 82 sur la même période. Ces efforts consentis dans l'accroissement de l'offre n'ont pas permis d'atteindre les résultats fixés depuis 2000 même si le taux brut de scolarisation s'est nettement amélioré ces dernières années.

Par ailleurs les résultats issus de la conférence régionale d'harmonisation montrent l'existence dans la région de Saint-Louis de 3.159 salles de classes pour l'élémentaire dont 20% d'abris provisoires. Ces résultats révèlent en outre que parmi les quatre collectivités locales qui accusent des retards dans la couverture en infrastructures scolaires de base trois se trouvent dans le département de Podor (Médina Ndiatbé, Doumga Lao et Boké Dialloubé) et une dans le département de Dagana (Gnith). Le

ÉDUCATION

document de la conférence régionale d'harmonisation de Saint-Louis montre enfin que près de 2,77 milliards de francs cfa sont prévus en 2010 pour améliorer l'accès à l'éducation dans la région.

Tableau 13: Effectif des établissements par département en 2009

Département	Moyen et secondaire		Petite enfance		Primaire		Total général	
	2003	2009	2003	2009	2003	2009	2003	2009
Dagana	10	18	8	15	208	202	226	235
Podor	9	31	3	19	194	264	206	314
St Louis	18	33	23	63	47	165	88	261
Région de Saint-Louis	37	82	34	97	449	631	520	810

Source : IA Saint-Louis

II.2. Enseignement préscolaire

L'enseignement préscolaire constitue le premier palier du système scolaire formel. Il avait longtemps été caractérisé par un profond déséquilibre d'une part entre les zones urbaines et les zones rurales et d'autre part entre les catégories aisées et les pauvres. Mais depuis quelques années avec l'objectif de l'Etat de faire passer le taux de préscolarisation de 2,7% en 2000 à 30% en 2010 et la création de la case des tous petits suivi de son implantation large aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale, l'accès au préscolaire s'est sensiblement amélioré.

Le tableau ci-dessous atteste des résultats obtenus à la suite des efforts déployés ces dernières années. En effet, l'effectif du préscolaire est passé de 2.536 enfants en 2003 à 7.370 enfants en 2009 soit une hausse de 191% sur la période ou une hausse annuelle de 62%. Le tableau montre aussi que les filles sont plus nombreuses que les garçons au préscolaire dans tous les départements de la région. Malgré ces efforts consentis le taux brut de préscolarisation reste à 7,3% en 2009, qui se trouve ainsi en deçà de l'objectif cible du PDEF qui est de 30% pour 2010.

Tableau 14 : Evolution des effectifs du préscolaire

Département	Sexe	Préscolaire										var 2009/ 2003 (%)	Taux de crois. An (%)
		PS[1]		MS[2]		GS[3]		CT	Total				
		2002/ 2003	2008/ 2009	2002/ 2003	2008/ 2009	2002/ 2003	2008/ 2009		2008/ 2009	2002/ 2003	2008/ 2009		
Dagana	Garçons	54	162	74	190	71	165	30	199	547	175%	58%	
	Filles	63	196	81	253	85	203	56	229	708	209%	67%	
	Total	117	358	155	443	156	368	86	428	1255	193%	63%	
Podor	Garçons	30	210	29	198	31	209		90	617	586%	213%	
	Filles	34	261	43	256	31	254		108	771	614%	229%	
	Total	64	471	72	454	62	463		198	1388	601%	222%	
Saint-Louis	Garçons	270	767	325	729	283	661		878	2157	146%	51%	
	Filles	293	829	354	873	385	868		1032	2570	149%	51%	
	Total	563	1596	679	1602	668	1529		1910	4727	147%	51%	
Région de Saint-Louis	Garçons	354	1139	428	1117	385	1035	30	1167	3321	185%	61%	
	Filles	390	1286	478	1382	501	1325	56	1369	4049	196%	64%	
	Total	744	2425	906	2499	886	2360	86	2536	7370	191%	62%	

Source : IA Saint-Louis

II.3. Enseignement élémentaire

L'élémentaire est un maillon essentiel du système scolaire national. En effet, la plus large couverture sur le plan de l'offre et l'objectif d'un taux brut de scolarisation égal à 100% fixé dans le PDEF et dans le DSRP 2 concernent le niveau primaire.

II.3.1. Effectifs de l'élémentaire

Les effectifs des élèves dans l'élémentaire ont connu des accroissements importants ces dernières années. Ainsi, le nombre d'élèves de l'élémentaire est passé de 100.922 en 2004 à 119.411 en 2009. Comparativement à l'année 2008, le nombre d'écoliers a enregistré un accroissement annuel de 4,9% en 2009. Malgré leur supériorité numérique au niveau de l'élémentaire, les filles ont enregistré une plus forte croissance de leur nombre entre 2008 et 2009 avec notamment 5,3% de hausse contre 4,4% pour les garçons. Cette tendance tend à creuser l'écart entre le nombre de filles et le nombre de garçons au niveau de l'élémentaire. L'analyse selon les départements montre que celui de Podor a enregistré la plus forte croissance de ses effectifs en 2009 avec une hausse annuelle de 5,6% dont 6,1% pour les garçons et 5,2% pour les filles. Le département de Dagana a connu une plus faible évolution de ses effectifs avec 3,6% de hausse entre 2008 et 2009. Cette faiblesse est à mettre en relation avec la timide croissance du nombre de garçon qui est de 1,7%.

Les prévisions de la population scolarisable à l'horizon 2015 donnent un nombre égal à 167.152. Ainsi, pour atteindre un taux brut de scolarisation de 100% en 2015 dans la région de Saint-Louis, il est nécessaire que les effectifs de l'élémentaire croissent à un taux moyen annuel de 5,8% entre 2009 et 2015.

Tableau 15 : Evolution des effectifs du primaire par département

Département	Année	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009	var 09/08 (%)
	Sexe							
Dagana	Filles	14525	14926	15375	16214	16060	16936	5,5
	Garçons	15749	16255	15951	16599	16181	16464	1,7
	Total	30274	31181	31326	32813	32241	33400	3,6
Podor	Filles	20892	22219	23164	24173	24543	25825	5,2
	Garçons	15011	16130	16547	16939	17089	18124	6,1
	Total	35903	38349	39711	41112	41632	43949	5,6
Saint-Louis	Filles	16795	17778	18955	19644	19692	20731	5,3
	Garçons	17950	19016	19894	20353	20300	21331	5,1
	Total	34745	36794	38849	39997	39992	42062	5,2
Total Région	Filles	52212	54923	57494	60031	60295	63492	5,3
	Garçons	48710	51401	52392	53891	53570	55919	4,4
	Total	100922	106324	109886	113922	113865	119411	4,9

Source : IA Saint-Louis

II.3.2. Taux brut de scolarisation

Le taux brut de scolarisation de la région est passé de 75,7% en 2003 à 91,9% en 2009, soit un bond de 16,2 points en 6 ans. Le tableau qui suit montre que le rythme de progression du TBS fille a été beaucoup plus soutenu que celui des garçons. En effet, au moment où le TBS fille gagne plus de 20 points entre 2003 et 2009, celui des garçons n'a progressé que de 11 points.

Tableau 16 : Taux bruts de scolarisation dans l'élémentaire de 2003 à 2009

Année Sexe	2002/ 2003	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009
Filles	78,7	83,8	86,0	88,8	92,5	93,7	100,4
Garçons	72,8	75,5	78,2	78,7	80,4	79,8	83,8
Total	75,7	79,6	82,0	83,7	86,3	86,6	91,9

Source : IA Saint-Louis (population scolarisée), ANSD (population scolarisable)

ÉDUCATION

Le taux de réussite au CFEE dans la région a été de 65,9% en 2009, soit plus de 5 points au dessus de la moyenne nationale. Cependant, on note une baisse de 2,8 points du taux de réussite de la région entre 2008 et 2009. Le tableau ci après, montre une évolution en dent de scie du taux de réussite au CFEE de la région au cours des cinq dernières années.

Tableau 17: Evolution des résultats au CFEE de 2005 à 2009

Année	Présents			Admis			Taux admis		
	Garçon	Fille	Total Région	Garçon	Fille	Total Région	Garçon	Fille	Total Région
2005	6282	6447	12729	3631	3300	6931	57,8%	51,2%	54,5%
2006	6491	6877	13368	4827	4735	9562	74,4%	68,9%	71,6%
2007									75,0%
2008	6621	7379	14000	4736	4887	9623	71,5%	66,2%	68,7%
2009	7628	6699	14327	4775	4672	9447	62,6%	69,7%	65,9%
Nat 2008	94288	94435	188723	68411	64438	132849	72,6%	68,2%	70,4%
Nat 2009	97860	94895	192755	56326	60911	117237	57,6%	64,2%	60,8%

Source : DPREE

II.3.3. Efficacité interne du système

Le nombre de redoublants enregistrés en 2009 est de 7.503 dans la région de Saint-Louis, soit une hausse de 3% par rapport à la précédente année. Le tableau ci après montre que 52% des redoublants sont des filles. Cette situation est à mettre en relation avec celle du département de Podor où 60% des redoublants sont des filles. Dans les deux autres départements de la région les nombres de redoublants garçons sont supérieurs à ceux des filles. Le tableau fait apparaître un accroissement de 18% du nombre de redoublants entre 2008 et 2009 dans le département de Podor.

Tableau 18 : Evolution annuelle du nombre de redoublants par département

Département		2002/ 2003	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009	Acc
Dagana	Filles	2180	2425	2048	1914	1711	1482	1346	-9%
	Garçons	2445	2688	2134	2068	1825	1605	1400	-13%
	Total	4625	5113	4182	3982	3536	3087	2746	-11%
Podor	Filles	1843	1873	1252	1425	1499	1202	1446	20%
	Garçons	1523	1487	916	1012	1014	835	951	14%
	Total	3366	3360	2168	2437	2513	2037	2397	18%
Saint-Louis	Filles	2470	1996	2034	1573	1375	1042	1122	8%
	Garçons	2687	2138	2097	1771	1316	1119	1240	11%
	Total	5157	4134	4131	3344	2691	2161	2362	9%
Total Région	Filles	6493	5932	5334	4912	4214	3726	3914	5%
	Garçons	6655	6699	5147	4851	4526	3559	3591	1%
	Total	13148	10734	10481	9763	8740	7285	7505	3%

Source : IA Saint-Louis

II.4. Enseignement moyen secondaire

Depuis quelques années, on assiste à une accélération du rythme de création d'écoles du moyen secondaire. Ainsi, le tableau sur les statistiques d'infrastructures montre que le nombre d'écoles du moyen secondaire de la région de Saint-Louis est passé de 37 en 2003 à 82 en 2009. Cette accélération du rythme de création d'écoles de ce sous secteur est à la faveur de la mise en pratique du concept de collèges de proximité. Le tableau montre en outre que ces créations ont été plus soutenues dans le département de Podor où le nombre d'écoles du moyen secondaire a presque quadruplé entre 2003 et 2009 en passant de 9 à 31.

ÉDUCATION

II.4.1. Effectifs de l'enseignement moyen secondaire

L'effectif du moyen dans la région a presque doublé entre 2004 et 2009, passant ainsi de 16.066 à 31.460. Le rapport de masculinité aussi a connu une évolution régulière à la hausse passant de 0,76 en 2004 à 0,94 en 2009. Si cette tendance se poursuit la parité entre garçons et filles au niveau du moyen pourrait être atteint dans deux ans.

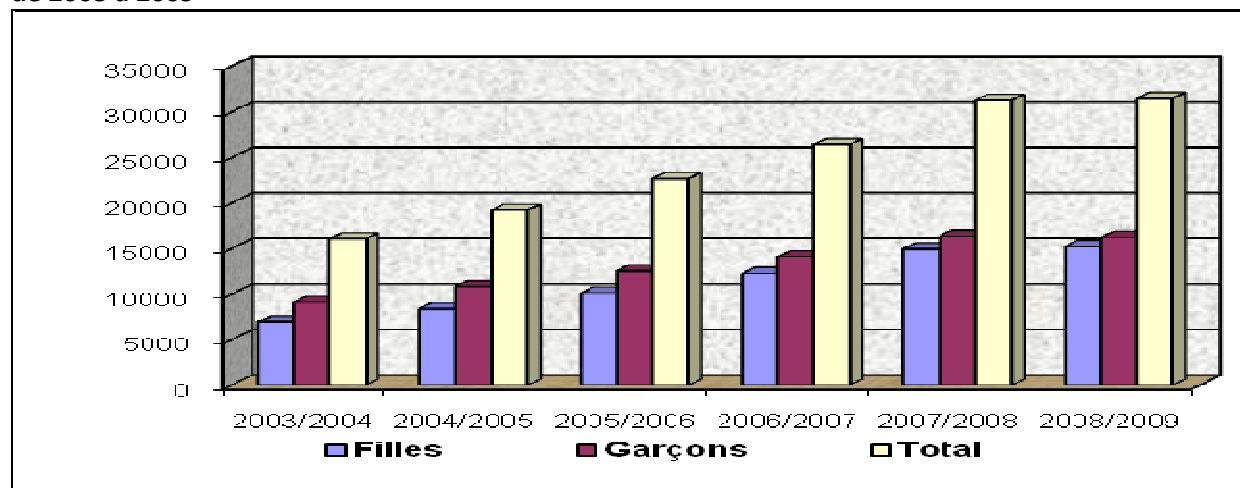
Comparativement à l'année 2008, le nombre d'élèves du moyen secondaire, s'est accru de 0,6% en 2009. Ce résultat est consécutif à la hausse des effectifs du moyen de 7,0% entre 2008 et 2009 dans le département de Podor. Dans les départements de Dagana et de Saint-Louis, on enregistre des baisses d'effectifs respectives de 6,4% et 0,4% entre les deux dernières années.

Tableau 19 : Evolution des effectifs du moyen secondaire par département de 2003 à 2009

Unité adm.	Année Sexe	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009	var 2009/2008(%)
Dep. Dagana	Filles	1542	1863	2571	2654	3151	3007	-4,6%
	Garçons	2608	3030	3805	3764	4226	3901	-7,7%
	Total	4150	4893	6376	6418	7377	6908	-6,4%
Dep. Podor	Filles	1456	2150	2747	4003	5241	5594	6,7%
	Garçons	1728	2407	2988	3670	4793	5139	7,2%
	Total	3184	4557	5735	7673	10034	10733	7,0%
Dep. Saint-Louis	Filles	3936	4387	4803	5626	6551	6623	1,1%
	Garçons	4796	5391	5787	6679	7323	7196	-1,7%
	Total	8732	9778	10590	12305	13874	13819	-0,4%
Région Saint-Louis	Filles	6934	8400	10121	12283	14943	15224	1,9%
	Garçons	9132	10828	12580	14113	16342	16236	-0,6%
	Total	16066	19228	22701	26396	31285	31460	0,6%

Source : IA Saint-Louis

Graphique 3 : Evolution des effectifs de l'enseignement moyen de la région de Saint-Louis par sexe de 2003 à 2009



Source : IA Saint-Louis

II.4.2. taux brut de scolarisation

Le taux brut de scolarisation au moyen secondaire, se situe à 37,2% en 2009 contre 38,4% en 2008, soit une baisse annuelle de 1,2 point. Cette baisse s'explique par la faible croissance des effectifs du moyen entre 2008 et 2009. Ainsi, le TBS du moyen de la région est encore loin de l'objectif fixé dans le PDEF qui est de 50% en 2010. Malgré les efforts consentis jusque là, force est de reconnaître que beaucoup reste à faire pour atteindre la valeur cible du PDEF dans le court terme. Les prévisions de la population scolarisable pour le moyen en 2014 donnent 84.468. Ainsi, pour atteindre la cible des 50% en 2015 il faudra scolariser 42.234, ce qui va nécessiter un taux d'accroissement moyen annuel de 5,0% des effectifs des collèves de la région entre 2009 et 2015.

Tableau 20 : Taux bruts de scolarisation de l'enseignement moyen de la région de Saint-Louis de 2003 à 2009

		2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009
Taux brut de scolarisation du moyen	Garçon	25,3	28,7	32,1	34,9	39,3	37,8
	Fille	19,6	23,4	27,5	32,1	37,4	36,6
	Total	22,5	26,1	29,9	33,5	38,4	37,2

Source : IA Saint-Louis (population scolarisée), ANSD (population scolarisable)

La région a obtenu un taux de réussite au BFEM égal à 35,5% en 2009, ce qui est légèrement au dessus de la moyenne nationale. On note aussi que le taux de réussite des garçons qui est de 40,4% est supérieur à celui des filles qui est de 30,4%.

Tableau : Résultats du BFEM en 2009

	Présents			Admis			Taux admis		
	Garçon	Fille	Total Région	Garçon	Fille	Total Région	Garçon	Fille	Total Région
Région de St-Louis	4894	4608	9502	1975	1400	3375	40,40%	30,40%	35,50%
Nat 2009	73485	65414	138899	28790	20372	49162	39,20%	31,10%	35,40%

Source : DPREE

II.4.3. Effectifs de l'enseignement secondaire

Le tableau qui suit montre que les effectifs du secondaire dans la région de Saint-Louis ont plus que doublé en cinq ans, passant ainsi de 4.440 en 2004 à 9.395 en 2009. Entre 2008 et 2009, le nombre d'élèves dans le secondaire s'est accru de 25,3%. Le rythme d'accroissement de ces effectifs est plus ou moins élevé selon le département et selon le sexe. En effet, le nombre de garçon s'est accru de 33,4% en un an contre 13,3% pour les filles. En ce qui concerne les départements, celui de Podor a enregistré la plus forte progression annuelle de ses effectifs avec 55,7%, suivi du département de Saint-Louis avec 26% de hausse et enfin le département de Dagana qui avec 7,7%, enregistre la plus faible augmentation de ses effectifs.

Par ailleurs, le rapport de masculinité est de 1,7 en 2009 contre 1,5 en 2008. En effet, après avoir connu des baisses au cours des quatre précédentes années, ce ratio s'est sensiblement accru entre 2008 et 2009 à la faveur de la tendance observée dans le département de Saint-Louis qui a enregistré une hausse de 42,2% des effectifs des garçons et seulement 4,5% pour les effectifs des filles.

Tableau 21 : Evolution des effectifs du secondaire selon le sexe par département de 2003 à 2009

Unité adm.	Année Sexe	2003/ 2004	2004/ 2005	2005/ 2006	2006/ 2007	2007/ 2008	2008/ 2009	var 2009/2008(%)
Dep. Dagana	Filles	159	141	330	343	677	710	4,9%
	Garçons	371	319	717	687	1229	1342	9,2%
	Total	530	460	1047	1030	1906	2052	7,7%
Dep. Podor	Filles	171	196	231	281	386	669	73,3%
	Garçons	360	373	406	453	602	869	44,4%
	Total	531	569	637	734	988	1538	55,7%
Dep. Saint- Louis	Filles	1386	1456	1435	1657	1977	2066	4,5%
	Garçons	1993	2059	1940	2252	2629	3739	42,2%
	Total	3379	3515	3375	3909	4606	5805	26,0%
Région Saint-Louis	Filles	1716	1793	1996	2281	3040	3445	13,3%
	Garçons	2724	2751	3063	3392	4460	5950	33,4%
	Total	4440	4544	5059	5673	7500	9395	25,3%

Source : IA Saint-Louis

Le taux brut de scolarisation du secondaire s'est établi à 17,0% en 2009, soit un bon annuel de 3 points. Par rapport à 2003, le TBS a augmenté de près de 10 points. Le tableau ci après montre un écart de 8 points entre le TBS garçon qui est de 20,8% et le TBS fille qui est égal à 12,8%. L'objectif cible du PDEF était un TBS égal à 15% en 2010 pour l'enseignement secondaire et technique. Ainsi, avec 17,0% en 2009, la région a dépassé l'objectif du PDEF.

Tableau 22 : Evolution du taux brut de scolarisation du secondaire de 2003 à 2009

	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
Garçon	11,0	12,2	11,6	12,3	13,0	16,3	20,8
Fille	4,3	6,8	7,0	7,7	8,7	11,6	12,8
Total	7,4	9,4	9,2	9,9	10,9	14,0	17,0

Source : IA Saint-Louis (population scolarisée), ANSD (population scolarisable)

II.5. Enseignement supérieur

Les résultats du dernier recensement général de la population et de l'habitat montrent que sur une population totale de 695.498, la région de Saint-Louis comptait 6.908 personnes qui ont le niveau supérieur. Ainsi, près de 1% de la population totale de la région ont le niveau supérieur, ce qui est inférieur à la norme fixé par l'UNESCO qui est de 2%.

L'analyse selon le genre, révèle que près de ¾ des personnes qui ont le niveau supérieur sont des hommes au niveau de la région.

Tableau 23: Effectif ayant le niveau supérieur par sexe et selon le département en 2002

Sexe	Dagana	Podor	Saint-Louis	Région
Hommes	1093	1040	3017	5150
	78,6%	79,8%	71,6%	74,6%
Femmes	298	263	1197	1758
	21,4%	20,2%	28,4%	25,4%
Total	1391	1303	4214	6908

Source : RGPH 2002

II.6. Enseignement technique et formation professionnelle (ETFP)

Tableau 24 : Effectifs des centres de formation professionnelle entre 2006 et 2009*Source : IA Saint-Louis*

II.7. Alphabétisation

La lutte contre l'analphabétisme fait partie des préoccupations majeures des pouvoirs publics. Cependant, il apparaît un manque de visibilité dans les stratégies menées pour l'atteinte de cet objectif. Cette assertion est illustrée par le déficit de statistiques régulières, à jour et désagrégées sur le secteur de l'alphabétisation.

Le RGPH III montre que le nombre d'analphabètes est de 223.808 en 2002 sur un total de 572.309, soit un taux d'analphabétisme de 39,1%.

L'objectif du PDEF était d'atteindre un nombre d'alphabétisés de 200.000 en 2010. La prise en compte de la part de la population de la région de Saint-Louis par rapport à la population du Sénégal qui est de 7% nous permet d'estimer le nombre de personnes à alphabétiser à 14.000 en 2010. Ainsi, l'alphabétisation de 14.000 personnes par an à partir de 2002, permettra d'alphabétiser les 223.808 personnes en 16 ans autrement d'absorber le gap à l'horizon 2018.

La réalisation du prochain RGPH permettra de mesurer les efforts fournis dans ce domaine durant la décennie écoulée.

Tableau 25 : Situation de l'analphabétisme dans la Région en 2002

Sexe		Département			Total Région
		Dagana	Podor	Saint-Louis	
Masculin	Analphabète	22179	53650	13752	89581
	Total	79751	108167	88702	276620
	%	27,8%	49,6%	15,5%	32,4%
Féminin	Analphabète	35041	77433	21753	134227
	Total	79654	122872	93163	295689
	%	44,0%	63,0%	23,3%	45,4%
Pop Total	Analphabète	57220	131083	35505	223808
	Total	159405	231039	181865	572309
	%	35,9%	56,7%	19,5%	39,1%

*Source : RGPH 2002/ANSD***Conclusion**

L'importance de l'enseignement dans la réduction de la pauvreté n'est plus à démontrer. Des théories l'ont démontré et des études empiriques l'ont confirmé. Au Sénégal, la dernière enquête de suivi de la pauvreté la montre.

Au vu des indicateurs de l'enseignement exposés tout au long de ce chapitre, il apparaît que la région de Saint-Louis accuse un retard par rapport aux objectifs fixés dans le PDEF dans la majorité des sous secteurs de l'éducation. Ainsi, beaucoup d'efforts seront nécessaires durant les prochaines années pour améliorer l'accès à tous les ordres d'enseignements. L'amélioration de la qualité des apprentissages devrait se traduire par le relèvement des taux de réussite aux examens nationaux qui sont jusqu'ici faibles.

L'analyse selon le genre montre une progression de l'écart entre les effectifs des garçons et des filles à l'avantage des dernières et une baisse du rapport de masculinité au niveau du moyen secondaire. Certaines initiatives telles que le programme SCOFI ont participé à l'inversion de la tendance au niveau de l'élémentaire tandis qu'au niveau du moyen la politique des collèges de proximité a joué un rôle sur la tendance observée. Mais il est nécessaire de promouvoir la scolarisation des garçons dans la région vu l'écart important entre le TBS garçon et le TBS fille en mettant un accent particulier dans le département de Podor.

ÉDUCATION

Cependant au niveau du secondaire des efforts restent à fournir pour améliorer le rapport de masculinité à la faveur des filles.

Le sous secteur de l'alphabétisation mérite d'être mieux organisé avec une structuration transparente devant conduire à l'atteinte des objectifs.

IV. SANTÉ

Introduction

L'importance stratégique du secteur de la santé publique justifie l'attention particulière que lui accordent les organisations internationales et les pouvoirs publics. Au niveau mondial, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) traduisent les préoccupations majeures de la communauté internationale et son engagement clairement défini en faveur de la santé. Sur le plan national, pour atteindre les OMD, l'Etat a défini des stratégies illustrées dans les deux premières générations du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP I et II). En plus de ces documents, le Sénégal s'est doté de plans nationaux de développement sanitaire (PNDS) dont le premier a couvert la période 1998 -2007 tandis que le deuxième porte sur la période 2009 -2018. Les objectifs du PNDS de deuxième génération sont au nombre de quatre : (1) réduire le fardeau de la morbidité et de la mortalité maternelle et infanto juvéniles ; (2) accroître les performances du secteur en matière de prévention et de lutte contre la maladie ; (3) renforcer durablement le système de santé ; (4) améliorer la gouvernance du secteur de la santé. En sus de ce plan global, le Sénégal a élaboré et mis en œuvre des programmes plus affinés axés sur la lutte de certaines maladies telles que le paludisme, la tuberculose ou le SIDA.

Le secteur de la santé bénéficie d'un soutien consistant de certains partenaires techniques et financiers de l'Etat qui interviennent dans la région de Saint-Louis. La première conférence régionale d'harmonisation a permis les différentes interventions de ces partenaires dont les plus importants sont le programme lux développement, le 6^{ème} programme de l'UNFPA et les organisations non gouvernementales telles que Espoir pour la santé, Medicos del Mundo, Terre des Hommes, Plan Sénégal, Counterpart et les partenaires de la coopération décentralisée. Les résultats de la conférence d'harmonisation ont montré que le secteur de la santé va bénéficier d'un investissement global de plus de 4 milliards de Fcfa de la part de ces partenaires, dont près de 3 milliards consacrés à l'accès. Parmi les investissements importants sur l'accès, on note la construction du centre de santé de Pété d'une valeur de 1,3 milliards de francs CFA par le programme lux développement et la construction d'un centre de santé à Galoya d'un coût global de 1 milliard de franc Cfa par l'Association 2400 Mafique (Coopération Française). La réalisation de ces deux infrastructures et l'équipement du centre de santé de Cas Cas portera le nombre de centres de santé du département de Podor à quatre.

III.1. Infrastructures

Tableau 26 : Répartition des infrastructures sanitaires par département en 2009

Département	hôpital	maternité	case de santé	poste de santé	centre de santé
Dagana	0	29	34	26	2
Saint-Louis	1	10	33	19	1
Podor	1	29	68	51	2
REGION	2	68	135	96	5

Source : RM –Saint-Louis

La région de Saint-Louis compte 2 hôpitaux, 5 centres de santé, 96 postes de santé, 68 maternités et 135 cases de santé. Avec 51 postes de santé sur les 96 que compte la région, le département de Podor a le ratio population/poste de santé le plus faible. Les résultats de la conférence régionale d'harmonisation ont montré un taux d'accès de 100% en zone urbaine de la région de Saint-Louis. Ce taux s'établit à 52% en ce qui concerne la zone rurale. Ces résultats ont révélé aussi que 7 communautés rurales de la région ont des taux d'accès à un poste de santé faible, dont 4 se trouvent dans le département de Podor et trois dans le département de Dagana.

Tableau 27 : Indicateurs de couverture en infrastructures sanitaires en 2009

Département	Hôpital (H)	Centre de Santé (CS)	Postes de santé (PS)	pop.10	pop./H	pop./CS	pop./PS
Dagana	0	2	26	240 312		120 156	9 243
Podor	1	2	51	388 812	388 812	194 406	7 624
Saint-Louis	1	1	19	271 912	271 912	271 912	14 311
Région	2	5	96	901 036	450 518	180 207	9 386

Source : RM –Saint-Louis

Deux hôpitaux implantés dans les départements de Saint-Louis et de Podor couvrent les 901.036 habitants de la région, soit en moyenne un hôpital pour 450.518 personnes. Ainsi, le ratio de couverture en hôpital représente près du triple de la norme OMS. S'agissant de la couverture en centre de santé, la norme de l'OMS est de 50.000 et celle de l'Etat du Sénégal est de 128.205. Le niveau actuel de cet indicateur dans la région est de 180.207. Avec 123.101 habitants pour un centre de santé, seul le département de Dagana a un ratio répondant aux normes définies par le ministère de la santé.

Concernant la couverture en poste de santé, la moyenne régionale se trouve à 9.386 habitants pour un poste. Au regard de la norme OMS qui est de 10.000 il apparaît une couverture satisfaisante. Cependant selon les normes définies par les autorités sanitaires qui sont de 8.547 habitants pour un poste de santé en zone urbaine et 4.274 habitants en zone rurale, la construction de nouveaux postes de santé s'avère nécessaire.

L'analyse de l'accès aux structures de santé donne des résultats différents selon l'approche choisie. En effet, selon l'approche distance qui a été retenue dans le cadre de la conférence régionale d'harmonisation le département de Podor a le taux de couverture le plus faible suivi du département de Dagana. La couverture selon l'approche ratio population sur infrastructure montre que le département de Podor est le plus couvert et le département de Saint-Louis a les ratios les plus élevés de la région. Ces résultats s'expliquent d'une part par l'étendu du département de Podor et sa faible densité et d'autre part par la faible superficie du département de Saint-Louis (879km²) et sa forte densité par rapport au reste de la région.

Tableau 28 : Normes de couverture définies selon le niveau international et national

Localité	Normes OMS			Normes nationales		
	pop./H	pop./CS	pop./PS	pop./CS	pop./PS (urb)	pop./PS (rur)
Région	150 000	50 000	10 000	128 205	8 547	4 274

Source : Journal officiel du 22 août 2009/OMS

Le tableau ci-dessous résume les besoins en hôpital, centres de santé et postes de santé et les prévisions de construction par l'Etat. Ainsi, on note des besoins supplémentaires pour la région de Saint-Louis de 99 postes de santé, 5 centres de santé et un hôpital. Mais l'Etat prévoit de construire d'ici 2013, 5 centres de santé dont un par district sanitaire et 28 postes de santé dont plus de la moitié dans le département de Podor.

Tableau 29 Besoins et prévisions en infrastructures de santé d'ici 2013

District médical	besoins			prévisions		
	Hôpital (H)	Centre de Santé (CS)	Postes de santé (PS)	Hôpital (H)	Centre de Santé (CS)	Postes de santé (PS)
Dagana		1	6		1	0
Podor		1	24		1	10
Pété		1	17		1	8
Rd-Toll		1	15		1	6
St-Louis		1	37		1	4
Région	1	5	99	0	5	28

Source : Journal officiel du 22 août 2009

III.2. Personnel 1

La disponibilité des infrastructures est une condition nécessaire à l'accès mais elle doit être accompagnée par le recrutement d'un personnel qualifié. La région de Saint-Louis fait partie de celles qui abritent les centres de formation sanitaire, et l'ouverture prochaine d'une unité de formation et de recherche en santé à l'université Gaston Berger viendra compléter la chaîne de formation du personnel médical.

Le tableau qui suit fait l'état du personnel médical des districts de la région et les normes de l'Etat du Sénégal fixées dans le décret n°2009-521 du 4 juin 2009 relatif à la carte sanitaire. D'après ce décret chaque poste de santé doit disposer d'un infirmier, d'un assistant infirmier et d'une sage femme. S'agissant des centres de santé primaire et secondaire, les normes sont de 1 médecin, 1 technicien supérieur de santé, 7 infirmiers d'Etat, 3 sages femmes d'Etat etc. les équipes cadre de district et de région doivent être composées de 2 médecins, d'un assistant social, d'une sage femme, d'un technicien supérieur de santé etc. Suivant ces normes et par rapport à la situation actuelle du personnel des districts, il apparaît un déficit de 6 médecins, 88 sages femme et 126 infirmiers ou assistants infirmiers.

Tableau 30 : Situation du personnel de santé de la région médicale en 2009

Effectif	Dep Saint-Louis		Richard-Toll		Dagana		Dep Dagana		Podor		Pete		Dep Podor		REGION	
	Ef	Norm	Eff	Norm.	Ef	Norm	Ef	Norm.	Ef	Norm	Ef	Norm	Ef	Norm	Ef	Norm
médecin	3	3	2	3	1	3	3	6	2	3	1	3	3	6	9	15
pharmaciens	0		0	1	0		0	1	0		0		0	0	0	1
médecins spécialistes	1		1		1		2	0	0		0		0	0	3	0
chirurgiens dentistes	1		1	1	1		2	1	0		0		0	0	3	1
sages femmes	16	23	5	21	1	15	6	36	5	30	2	28	7	58	29	117
infirmiers ou assistants infirmiers ou assimilés	17	45	18	40	9	29	27	69	34	59	26	57	60	116	104	230
Techniciens supérieurs en odontologie	1	1	0	1	0	1	0	2	1	1	0	1	1	2	2	5
Techniciens supérieurs de santé	0	4	1	5	0	4	1	3	1	4	0	4	1	8	2	15
TOTAL	39	76	28	72	13	52	41	118	43	97	29	93	72	190	152	384

Source : RM –Saint-Louis

1 Le personnel cité dans cette partie ne concerne pas les hôpitaux de la région

III.2. Etat de santé de la population

+ Activités de consultation

Tableau 31 : Nombre de consultation par groupe d'âge et selon le district

CONSULTATIONS	St LOUIS	Richard-Toll	Dagana	Podor	Pete	Région	%
Total consultants (Nouv.cas) 0-11mois	4254	3136	2853	4 171	3818	19743	7,1%
Total consultants (Nouv.cas) 12-59mois	9015	6404	6361	8 169	7580	41101	14,8%
Total consultants (Nouv.cas) 5-59ans	35552	50567	28528	34710	47103	182673	66%
Total consultants (Nouv.cas) 60ans&+	1973	2441	1 780	3 762	3060	13869	5,0%
Total consultants (Nouv.cas) âge non déterminé	202	17358	261	540	1946	20595	7,4%
Total Consultants	50996	79906	39783	51352	63507	277981	100,0%
Total Consultations 0-11mois	4687	3146	2951	4 223	5318	20325	6,3%
Total Consultations 12-59mois	9935	6407	6416	8 268	11150	42176	13,0%
Total Consultations 5-59ans	65861	50567	29199	34317	46878	226822	69,8%
Total Consultations 60ans&+	2273	2443	1857	3999	4195	14767	4,5%
Total consultations âge non déterminé	444	17358	255	595	2338	20990	6,5%
Total consultations	83200	79921	40678	51402	69879	325080	100,0%
	63,2%	0,0%	2,2%	0,1%	10,0%	16,9%	

Source : RM –Saint-Louis

+ Mortalité et morbidité dans les districts

Tableau 32 : Mortalité et morbidité selon le district en 2009

AFFECTIONS	Saint Louis		Richard-Toll		Dagana		Podor		Pété		TOTAL Région			
	CAS	Dc	CAS	Dc	CAS	Dc	CAS	Dc	CAS	Dc	CAS	Dc	% Cas	% Dc
Anémies	3 147	-	289	5	338		151	2			3 925	7	1,5%	7,8%
Accidents V. Cérébral		-	76	5	20	10	9	2		-	105	17	0,0%	18,9%
IRA basses	9 235	1	1		2 257		8 965		12 408	1	32 866	2	12,4%	2,2%
Toux / Rhume	2 937	-	5 045		1 404		3 163		4 540		17 089		6,5%	0,0%
Hypertension artérielle	5 046	-	2 929		660		2 929		2 971		14 535		5,5%	0,0%
Diarrhées	3 298	-	2 726		805		3 015		4 138		13 982		5,3%	0,0%
Plaies	4 818	-	2 375		791		2 365		3 058		13 407		5,1%	0,0%
Autres causes	33 815	-	35 415	5	33 403	24	30 684	32	35 325	3	168 642	64	63,7%	71,1%
Total consultants	62 296	1	48 856	15	39 678	34	51 281	36	62 440	4	264 551	90	100,0%	100,0%

Source : RM –Saint-Louis

✚ Santé de la reproduction

Tableau 33 : Situation de la santé reproductive en 2009

	Taux d'utilisation PF		Couverture contraceptive		Taux d'utilisation CPN		Taux de couverture en CPN		Taux d'achèvement en CPN		Couverture en accouchements structures		Proportion accouchement par du personnel qualifié	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
St-Louis	13,2%	12,1%	11,5%		90,3%		18,9%		25,5%		80,9%	76,0%	78,0%	57,1%
Rd-Toll	7,5%	10,3%	6,6%		78,8%		12,5%		21,5%		60,0%	48,1%	34,6%	31,9%
Dagana	11,7%	42,5%	9,9%		86,1%		6,2%		13,4%		61,7%	49,5%	54,4%	34,4%
Podor	4,7%	3,6%	3,4%		82,3%		6,4%		14,1%		51,0%	44,8%	41,0%	27,7%
Pété	2,1%	24,7%	1,8%		43,0%		6,0%		13,0%		34,5%	40,7%	54,0%	29,2%
Région	7,8%	15,6%	6,7%		76,1%		11,1%		19,7%		59,1%	67,2%	57,0%	51,0%
Cible			8,0%		80,0%				40,0%		80,0%		40,0%	

Source : RM –Saint-Louis

✚ Santé infanto juvénile

La lutte contre la malnutrition des enfants constitue une priorité pour l'Etat et ses partenaires. Le programme de renforcement nutritionnel (PRN) exécuté en collaboration avec les collectivités locales et appuyé par des agences d'exécution, est la structure mise en place par l'Etat pour améliorer la nutrition des enfants.

Tableau 34 : Suivi nutritionnel et pondérale entre 2007 et 2009 des districts de la région de Saint-Louis

Groupe âge	Vert		Jaune		Rouge		récupérés		Diarrhées	
	2007	2009	2007	2009	2007	2009	2007	2009	2007	2009
Enfants 0 - 11 mois	90834	81536	11803	14781	1609	2203				
Enfants 12 - 23 mois	26620	24735	5890	7803	668	1698				
Enfants 2- 4 ans	11935	17410	2434	5471	4257	1129				
Enfants (Age non déterminé)	993	804	138	656	664	132				
Total enfants	130382	124485	20265	28711	7198	5162				
Enfant 0 - 36 mois							2016	33085	5843	9215
var		-5%		42%		-28%		1541%		58%

Source : RM –Saint-Louis et SNIS 2007

Tableau 35 : Couverture vaccinale en PENTA 3 et Rougeole

Districts	PENTA 3		ROUGEOLE	
	2008	2009	2008	2009
St- Louis	98%	113%	88%	81%
Rd-Toll	86%	88%	76%	81%
Dagana	112%	110%	81%	86%
Podor	90%	86%	76%	66%
Pété	90%	80%	81%	70%
Région	95%	96%	80%	76%

Source : RM –Saint-Louis

III.3. Suivi épidémiologique

III.3.1. Tuberculose

En 2009, 550 cas de tuberculose ont été enregistrés dans les cinq districts de la région de Saint-Louis. Le tableau qui suit montre que sur les 550 cas, 334 concernent le district de Saint-Louis, soit 60% du total régional.

Tableau 36 : Situation de la tuberculose dans la région de Saint-Louis en 2009

ACTIVITES	St LOUIS	Richard-Toll	Dagana	Podor	Pete	Total Région 09	Total Région 07
Nbre de Centres de traitement	6	1	1	2	1	11	
Nbre de Nouveaux cas (Frottis positif)	239	63	24	40	22	388	259
Nbre de Rechutes (Frottis positif)	19	6	0	6	0	31	55
Nbre d' Echecs (Frottis positif)	3	4	0	1	2	10	
Nbre de Reprises de traitement (Frottis positif)	7	0	1	1	0	9	
Total retraitement (Frottis positif)	29	73	0	8	2	112	
Nbre Total de frottis négatifs	36	8	1	6	2	53	332
Nbre de Cas nouveaux de Tuberculose Extra pulmonaire	26	10	2	0	0	38	
Autres cas précédemment traités	4	6	0	7	0	17	
Nbre total des cas de tuberculose	334	97	28	67	24	550	256

Source : RM –Saint-Louis

III.3.2. Paludisme

Le paludisme fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités sanitaires. Ainsi, un plan stratégique quinquennal 2006 -2010 a été élaboré et mis en œuvre et deux enquêtes nationales sur le paludisme ont été réalisées en 2006 et 2008-2009. Ce plan avait comme objectif principal la réduction de la mortalité et de la morbidité dues au paludisme de 50% en 2010. Pour atteindre cet objectif global, les objectifs spécifiques suivants ont été fixés :

- ❖ amener à 80 % le taux de couverture et d'utilisation de la MII d'ici 2010 ;
- ❖ couvrir 80 % des habitations dans les zones ciblées en PID et en une gestion appropriée ;
- ❖ traiter 80 % des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire conformément aux directives nationales ;
- ❖ amener à 80% le taux de couverture en TPI conformément aux directives nationales ;
- ❖ améliorer la gestion du programme à tous les niveaux.

Les résultats des enquêtes nationales sur le paludisme au Sénégal ont montré que le pourcentage de ménages disposant de moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) est passé de 30% en 2006 à 57% en 2009, soit une progression de 27 points en trois ans.

S'agissant de la pulvérisation intra domiciliaire, les enquêtes montrent que le pourcentage des ménages de la région dont les murs intérieurs des logements ont été pulvérisés au cours des 12 mois précédent est passé de 3,3% en 2006 à 21,3% en 2009.

Tableau 37 : Possession de moustiquaires par les ménages

	Pourcentage de ménages disposant d'au moins une moustiquaire imprégnée ou non			Pourcentage de ménages disposant d'au moins une moustiquaire imprégnée d'insecticide		
	EDS IV 2005	ENPS 2006	ENPS 2008 - 2009	EDS IV 2005	ENPS 2006	ENPS 2008 - 2009
Saint-Louis	67%	79%	73%	31%	30%	57,0%
Sénégal	38%	57%	67,5%	20%	36%	60,4%

Sources : ENPS (2006, 2008/2009)

La prévalence du paludisme chez les enfants de 6 – 59 mois a été mesurée par la présence du parasite *Plasmodium* dans le sang à partir d'examen microscopiques effectués au laboratoire. Les résultats de l'enquête ont montré un taux de prévalence nul pour la région de Saint-Louis, soit la plus faible prévalence de toutes les régions. La moyenne nationale est de 5,7% en 2008. Cependant en 2009, 127 cas de paludisme chez les femmes enceintes, 596 cas d'accès palustre graves et 1.106 de cas d'accès palustre simple ont été enregistrés dans les districts de la région de Saint-Louis. Ainsi en moyenne 5 cas de paludisme sont enregistrés chaque jour dans les districts de Saint-Louis. Deux décès pour cause de paludisme ont été recensés en 2009. Même si beaucoup d'efforts dans la prévention et le traitement du paludisme ont été fournis ces dernières années, il est nécessaire de les poursuivre pour réduire la morbidité palustre dans la région.

Conclusion

V. EMPLOI

Introduction

La problématique de l'emploi de manière générale et celle des jeunes en particulier occupe une place de choix dans les principales préoccupations des ménages de la région de Saint-Louis. L'emploi des jeunes suscite aussi l'attention des autorités. En effet, plus de la moitié de la population est composée de jeunes. L'Etat a mis en place depuis quelques années des instruments de promotion de l'emploi axés sur la catégorie jeune. Ainsi, le fonds national d'insertion des jeunes (FNIJ), l'agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANEJ), le fonds national de promotion des jeunes (FNPJ) et plus récemment l'office pour l'emploi des jeunes de la banlieue (OFEJBAN) ont été mis en place par l'Etat.

Certaines de ces initiatives sont décentralisées au niveau régional à travers les inspections régionales de la jeunesse des sports et des loisirs.

Dans la région de Saint-Louis, l'enquête de suivi de la pauvreté a montré que le secteur de l'agriculture et de l'élevage concentre 44% des emplois. Le commerce est le second secteur avec 20,7% puis vient le secteur de la pêche avec 5,5% et les administrations publiques avec 4,7%.

IV.1. Situation de l'emploi

IV.1.1. Activité principale

Les résultats du dernier recensement général de la population et de l'habitat montrent que 35,6% de la population est occupée, 25,5% sont des femmes au foyer et 20,2% est constituée d'élèves et d'étudiants. Par ailleurs la proportion de chômeur représente 5,1%.

Tableau 38 : Activité principale lors des 12 derniers mois

Département	Occupé	Chômeur	Elève, étudiant	Femme au foyer	Retraité	Vieillesse	Accident/maladie	Mendiant	Autre	Total
Dagana	62 600	6 090	35 624	37 491	1 101	3 614	461	362	12 062	159 405
Podor	72 274	13 287	35 839	69 384	686	9 052	830	1 139	28 548	231 039
Saint-Louis	68 619	9 665	44 270	39 344	2 802	4 227	442	209	12 287	181 865
Total	203 493	29 042	115 733	146 219	4 589	16 893	1 733	1 710	52 897	572 309
%	35,6%	5,1%	20,2%	25,5%	0,8%	3,0%	0,3%	0,3%	9,2%	100%

Source : RGPH 2002

IV.1.2. Situation dans l'occupation

Parmi la population masculine occupée, 53% sont des travailleurs indépendants, 18% d'aides familiales et 15% sont des salariés. Il apparaît aussi dans le tableau qui suit que 6% de cette population est constitué d'apprentis et seul 2% sont des employeurs.

Chez les femmes occupées, 60% de la population est constituée de travailleuses indépendantes, 18% d'aides familiales et 12% de salariées. Seule 1% des femmes sont employeuses.

Ces statistiques montrent d'une part une faible proportion de l'emploi salarial et d'autre part un nombre d'entrepreneur faible.

Tableau 39 : Situation dans l'occupation

Situation dans l'occupation	Dagana		Podor		Saint-Louis		Total		%	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Employeur	567	60	522	56	1 552	178	2 641	294	2%	1%
Indépendant	21 716	10 276	34 504	8 233	25 035	12 177	81 255	30 686	53%	60%
Salarié	9 514	1 312	4 246	662	9 645	4 137	23 405	6 111	15%	12%
Stagiaire	155	89	206	75	229	214	590	378	0%	1%
Aide familiale	9 731	3 290	14 686	3 623	3 816	2 089	28 233	9 002	18%	18%
Apprenti	3 491	325	1 051	37	4 967	650	9 509	1 012	6%	2%
Autre	664	206	701	726	1 004	361	2 369	1 293	2%	3%
Nd	841	363	2 242	704	1 565	1 000	4 648	2 067	3%	4%
Total	46 679	15 921	58 158	14 116	47 813	20 806	152 650	50 843	100%	100%

Source : RGP 2002

IV.3.Création d'entreprises

Le nombre d'entreprises déclarées au NINEA est passé de 372 en 2008 à 733 en 2009, soit une progression annuelle de 97%. La structure des types d'entreprises créées montre que les entreprises individuelles et les groupements d'intérêts économiques prédominent. En effet, le nombre d'entreprises individuelles déclarées au NINEA en 2009 s'est établi à 526, soit 72% du nombre total d'entreprises tandis que les groupements d'intérêts économiques (GIE) représentent 22%. Entre 2008 et 2009, le nombre d'entreprises individuelles est passé de 223 à 526, soit une hausse de 136% et le nombre de GIE passe de 107 à 167, soit une progression de 53% en une année. Ces résultats sont à mettre en relation avec l'installation d'une antenne APIX depuis 2008 dans la région de Saint-Louis. La dynamique de progression du nombre d'entreprises immatriculées devrait se poursuivre avec le démarrage effectif de la décentralisation de l'immatriculation du NINEA depuis janvier 2010.

Tableau 40 : Entreprises déclarée au NINEA entre 2008 et 2009

Régime juridique	Saint-Louis		Dagana		Podor		Total Région	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
ENTREPRISE INDIVIDUELLE	191	344	20	157	12	25	223	526
GROUPEMENT D'INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES	65	77	34	69	8	18	107	164
ORGANISME MUTUALISTE-MUTUELLE	0	1						1
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	22	21	3	3	2	0	27	24
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE		1						1
SOCIÉTÉ UNIPERSONNELLE À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	6	8					6	8
ASSOCIATION DE DROIT COMMUN NON COMMERCIALE	1						1	
ETS PUBLIC A CARACTERE ADMINISTRATIF	1						1	
ETS PUBLIC PROFESSIONNEL	1						1	
SA - SOCIÉTÉ ANONYME	1		2				3	
SOCIÉTÉ ANONYME UNIPERSONNELLE	1						1	
ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE				1				1
SUCCESSALE				1				1
ASSOCIATION DE DROIT COMMUN NON COMMERCIALE				1				1
SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE				1				1
AUTRES FORMES JURIDIQUES	1						1	
NON DETERMINEE	0	5			1	0	1	5
TOTAL	290	457	59	233	23	43	372	733
variation relative		58%		295%		87%		97%
variation absolue		167		174		20		361

Source : SRSD Saint-Louis

Conclusion

Malgré l'importance de l'emploi dans la politique économique et sociale, le secteur reste caractérisé par l'absence d'un système d'information national régulièrement mis à jour. Par ailleurs, il importe de mettre en œuvre dans la région une politique de promotion d'activités à haute intensité de main d'œuvre afin de réduire le chômage des jeunes et le sous emploi d'une part, et de renforcer le secteur moderne d'autre part.

VI. ASSISTANCE

Introduction

Les dangers sont quotidiens et multiformes. Selon le type de dangers, des structures sont mises en place par l'Etat pour prévenir, venir en aide ou secourir les personnes qui sont exposées à ces situations. L'Etat est par moment et par endroit appuyé par des organisations non gouvernementales ou des organisations internationales pour mieux faire face à certaines de ces situations de dangers souvent de grande ampleur notamment les inondations, les feux de brousse ou épidémies etc. le groupement national des sapeurs pompiers joue un rôle essentiel dans la gestion de pareilles situations. Ainsi, la région a élaboré à l'image du reste du pays son plan de contingence sur la gestion des risques et catastrophes. Dans ce document, le GNSP occupe une place centrale.

Ce chapitre regroupe d'une part les activités du Groupement National des Sapeurs Pompiers (GNSP) et d'autre part les activités du service régional de l'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO).

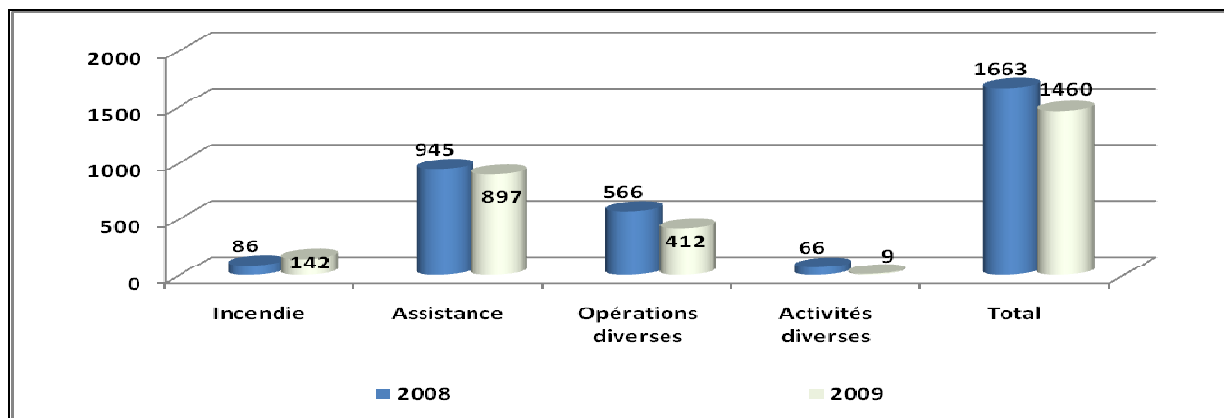
VI.1. Activités du GNSP (Groupement National des Sapeurs Pompiers)

Dans la région de Saint-Louis, le groupement national des sapeurs pompiers est composé de la 51^{ème} compagnie de Saint-Louis, du centre de secours de Richard-Toll et du centre de secours de Podor. Les statistiques ci-dessous concernent les différents sous composants du GNSP qui se trouvent dans la région de Saint-Louis.

Les activités du groupement national des sapeurs pompiers ont baissé entre 2008 et 2009. Le nombre total de sorties est passé de 1.663 en 2008 à 1.460 en 2009, correspondant à un repli annuel de 12%. Le nombre moyen de sorties par jour des sapeurs pompiers est passé de 4,6 en 2008 à 4,0 en 2009. Ainsi, le nombre moyen de sorties connaît un recul de 0,6 point en un an.

Les activités d'assistance ont constitué 61% du nombre total de sorties, suivi des opérations diverses avec 28% et des incendies qui représentent 10%. Seuls les incendies ont connu une hausse entre 2008 et 2009.

Graphique 4 : Structure des activités du GNSP de Saint-Louis en 2008 et 2009



Source: GNSP

Incendies

Le nombre d'incendies ayant fait l'objet d'intervention du GNSP est passé de 86 en 2008 à 142 en 2009, soit un accroissement annuel de 65%. Cette hausse est enregistrée malgré la baisse des incendies au niveau des habitations et des établissements recevant du public.

Tableau 41 : Evolution des incendies par type du GNSP de Saint-Louis de 2007 à 2009

type d'incendie	Année	2007	2008	2009
	Habitation		12	68
Etablissements Recevant du Public		0	8	4
Autres risques		40	10	96
Total		52	86	142

Source : GNSP

Assistance

Les sorties pour causes d'assistance sont passées de 945 en 2008 à 897 en 2009, soit une baisse annuelle de 5%. Cette baisse est consécutive aux sorties relatives à l'assistance des personnes en dangers et des malades qui ont enregistré des baisses respectives de 9% et 19%. Cependant les accidents ont progressé de 10% entre 2008 et 2009. En effet, le tableau ci-dessous montre que le nombre d'accidents connaît des hausses successives sur les trois dernières années.

Tableau 42 : Evolution de l'assistance du GNSP de Saint-Louis de 2007 à 2009

Type d'assistance	Année	2007	2008	2009	var 08/09
	Accidents		129	315	345
Asphyxies		0	0	22	
Maladies		193	437	354	-19%
Personne en danger		123	193	176	-9%
Total		445	945	897	-5%

Source : GNSP

Opérations diverses

Le GNSP de Saint-Louis a enregistré 104 corps sans vie en 2009 lors de ses opérations. Ainsi, en 2009 en moyenne 10 corps sans vie sont enregistrés par le GNSP tous les 35 jours. Le nombre de corps sans vie connaît ainsi une baisse de 11% en 2009 comparée à l'année 2008. Les autres types d'opérations tels que les alertes motivées, les fausses alertes et les services de représentation enregistrent également des baisses de leur fréquence en 2009 par rapport à 2008. Seules les opérations relatives à l'assainissement se sont accrues de 30% en 2009.

Tableau 43 : Evolution des opérations du GNSP de Saint-Louis selon le type entre 2006 et 2009

Type opérations	Année	2006	2007	2008	2009	var 08/09
	Corps Sans vie		28	72	117	104
Ravitaillement en eau		-	-	-	2	
Assainissement		4	43	119	155	30%
Alertes motivées		60	125	160	96	-40%
Fausse alertes		3	11	11	4	-64%
Service de Représentation		16	77	159	51	-68%
Total		111	328	566	412	-27%

Source : GNSP

Activités diverses

En plus des activités citées précédemment, le GNSP intervient lors de certains évènements qui rassemblent beaucoup de personnes tels que les évènements religieux ou culturels. Ces catégories d'activités ont fait l'objet de 41 sorties en 2009 contre 66 en 2008. Les inondations et la fête des deux Rakaas ont fait l'objet de plus de sorties parmi tous les évènements qui se sont déroulés dans la région.

Tableau 44 : Evolution des activités diverses par type du GNSP de Saint-Louis entre 2008 et 2009

type activités	Année	2005	2007	2008	2009
	Evénements religieux		4	5	23
Visites de Prévention		-	2	11	4
Fête du 15 Août		1	2	-	1
Régates		1	2	-	1
Fête des 2 Rakaas		17	11	18	14
Inondation		0	20	14	16
Total		23	42	66	41

Source : GNSP

VI.2. Activités de l'AEMO (Action Educative en Milieu Ouvert)

La problématique de la protection de l'enfant et de ses droits fondamentaux trouve toute sa pertinence dans notre société dont le processus de modernisation est en marche mais qui conserve encore certaines pratiques qui entravent à la dignité de l'enfant. Ainsi, certaines pratiques telles que le travail des enfants, les viols et les violences faites aux enfants, la mendicité des enfants sont toujours présentes dans notre société. En effet, l'enquête nationale sur le travail des enfants réalisée en 2005 par l'agence nationale de la statistique et de la démographie a montré que 96.460 enfants âgés de 5 à 17 ans étaient économiquement actifs dans la région de Saint-Louis, dont 80,3% évoluaient dans le secteur primaire (agriculture, élevage, forêt et pêche), 6% dans les branches manufacturées, 2,4% dans le bâtiments et travaux publics, 6,4% dans le commerce, restaurant et hôtel, 0,5% dans le secteur des transports et communication et 2,1% dans les services domestiques. L'enquête a aussi révélé que dans la région de Saint-Louis 42.520 enfants étaient astreints à une activité dommageable et 34.633 enfants astreints à une activité dangereuse.

Pour faire respecter les droits des enfants, l'Etat a mis en place des structures telle que l'AEMO qui constitue une des structures clefs de protection de l'enfant. Plusieurs aspects de cette protection sont pris en charges dans le cadre des activités de l'AEMO marquées en 2009 par l'effectivité de l'approche multisectorielle consistant dans l'implication d'autres services régionaux tels que la jeunesse, l'action sociale et le développement communautaire.

VI.2.1. Situation des enfants pris en charge

❖ Répartition des effectifs selon les décisions de justice

En 2009, 100 décisions de justices ont été rendues contre 63 en 2008. Cet accroissement est à mettre en relation avec la hausse du nombre de détention qui est passé de 22 à 48 entre 2008 et 2009 et la hausse du nombre d'enfants remis aux parents sous liberté surveillée qui est passé de 19 à 30.

L'analyse selon le sexe montre que les garçons se sont beaucoup plus signalés dans le registre du passage à l'acte que les filles. Selon les techniciens de l'AEMO, la pression éducative exercée sur les filles par les parents et les exigences que leur impose la société pourraient justifier le fait que cette cible soit moins portée vers des comportements délinquants.

Tableau 45 : Répartition des dossiers des enfants ayant commis des délits selon les décisions de justice en 2008 et 2009 et selon le sexe

Désignations	Garçons		Filles		Total	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Remis aux parents sous Liberté surveillé	19	28	0	2	19	30
Remis aux parents sans liberté surveillé	16	17	0	3	16	20
Détention	22	45	1	3	22	48
Placement	6	1	0	1	6	2
Total	63	91	1	9	63	100

Source : Service Régional AEMO

❖ Répartition des mineurs selon la nature des infractions

Le nombre d'enfants ayant commis des délits est passé de 56 en 2008 à 73 en 2009, soit une augmentation de 17 cas en une année. Cet accroissement est lié à la hausse du nombre de cas de coups et blessures volontaires qui est passé de 6 à 18 entre 2008 et 2009, du nombre de cas de vol qui est passé de 34 à 44 et du nombre de cas de coups mortels.

Par ailleurs, il est enregistré un cas de meurtre en 2009. Ce meurtre s'est produit dans le cadre d'un jeu de babyfoot. Ainsi, le renforcement de la réglementation des salles de jeux de playstations et de babyfoot afin de minimiser les situations de risques et de vulnérabilité, est recommandé par le service de l'AEMO.

Sur les 73 délits répertoriés en 2009, 68 sont commis par des garçons et 5 par des filles, ce qui confirme la prédominance de la délinquance masculine.

Tableau 46 : Répartition des enfants ayant commis des délits selon le type d'infractions en 2008 et 2009

Désignations	Garçons		Filles		Total		var 09/08
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	
Coups et Blessures Volontaires	5	16	1	2	6	18	12
Vol	39	41		3	39	44	5
Dégradation des liens							
Meurtre / Crime	2	1			2	1	1
Viol		1				1	1
Coup Mortel	3	9			3	9	6
Tentative de viol							
Détention et Usage de drogue							
Atteinte à la Pudeur	6				6		6
Total	55	68	1	5	56	73	17

Source : Service Régional AEMO

❖ Répartition des effectifs selon la nature du placement

Les activités de prévention ont été renforcées avec la collaboration des services techniques de l'Action Sociale, de l'inspection régionale de la jeunesse et des sports et du mouvement associatif. Ce partenariat a permis l'organisation d'une journée sportive en faveur des enfants talibés qui a regroupé 200 enfants talibés et mobilisé les 03 collectifs de maitres d'écoles coraniques que compte la commune de Saint Louis. Ainsi, la prévention large a atteint 411 enfants contre 260 en 2008.

Les enfants en conflit avec la loi ont été concernés par le placement dans les institutions spécialisées pour favoriser des changements positifs de comportement dans un cadre approprié au regard de leur profil. Le tableau ci-dessous montre une hausse du nombre d'enfants dans cette situation.

ASSISTANCE

Les enfants pour qui les parents ont sollicité des demandes d'assistance éducative ont été réinsérés pour certains dans les écoles, pour d'autres dans les ateliers d'apprentissages socioprofessionnels.

Tableau 47 : Effectifs des mineurs selon la nature du placement en 2008 et 2009

Type de placement	Sexe		Garçons		Filles		Total	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Délinquance	54	88	0	5	54	93		
Assistance éducative	31	9	0	3	31	12		
Prévention large	97	398	78	13	175	411		
Total	182	495	78	21	260	516		

Source : Service Régional AEMO

❖ Effectifs des mineurs orientés

Le tableau qui suit laisse apparaître un accroissement important du nombre de mineurs orientés au cours des trois dernières années. En effet, de 170 en 2007, ce nombre est passé à 247 en 2008 puis à 678 en 2009.

L'importance du nombre d'enfants bénéficiant d'une assistance et d'un placement scolaire s'explique par les nombreux cas de déperditions scolaires. Certains parents confrontés à des difficultés d'accès aux revenus ont de réelles contraintes pour faire face aux frais d'écolage. La collaboration entre l'AEMO, les établissements scolaires et les centres de formation professionnelle a permis aux enfants qui souhaitent continuer leurs études de bénéficier d'une réinsertion scolaire. Les enfants et jeunes désireux de suivre un apprentissage professionnel ont été placés dans les centres de formation sinon dans les ateliers de quartier auprès de maîtres artisans pour l'apprentissage d'un métier.

Tableau 48 : Effectifs des mineurs orientés en 2007, 2008 et 2009

Orientation	2007			2008			2009		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Assistance et placement scolaire	76	34	110	116	54	170	235	353	588
Jeunes en placement professionnel externe	0	0	0	9	0	9	4	1	5
Jeunes en assistance médico- sociale	0	0	0	9	0	9	2	1	3
Jeunes en situation de postcure/ réinsertion	9	1	10	10	0	10	0	0	0
Jeunes-en détention	0	0	0	35	1	36	43	1	44
Autres	33	17	50	0	13	13	13	25	38
Total	118	52	170	179	68	247	297	381	678

Source : Service Régional AEMO

VI.2.2. Situation des dossiers

Le tableau ci après montre que le nombre de dossiers est en constante baisse de 2007 à 2009. En 2009, ce nombre s'est établi à 100 dont 35 concernent la médiation familiale et sociale et 34 dossiers de protection ou d'assistance éducative. Les médiations familiales et les dossiers d'assistance éducative constituent un énorme volet. Les médiations familiales renseignent sur les nombreux problèmes qu'il y a au niveau des ménages secoués par des crises qui virent souvent au divorce. Cette crise qui frappe les couples ne manque pas d'avoir des répercussions sur l'éducation des enfants.

Il n'a été enregistré qu'un seul dossier d'enquête de personnalité pour demande de liberté conditionnelle en 2009 contre 25 en 2008.

ASSISTANCE

Tableau 49 : Répartition annuelle des dossiers

Types de dossiers	2007	2008	2009
Dossiers d'adoption	0	0	1
Dossiers d'enquête de garde d'enfants	57	25	16
Dossiers de médiation familiale et sociale	65	67	35
Dossiers de protection/ d'assistance éducative	47	29	34
Dossiers d'enquête de personnalité	23	4	13
Dossiers d'enquête de personnalité pour demande de liberté conditionnelle		25	1
Total	192	150	100

Source : Service Régional AEMO

Le nombre d'enfants victimes en 2009 s'est établi à 27 dont 18 filles et 9 garçons. Parmi les 18 filles répertoriées 11 sont victimes de viol et 5 de maltraitance alors que chez les garçons se sont les cas de maltraitance qui prédominent avec notamment 7 cas sur un total de 9.

Tableau 50 : Situation des enfants victimes

Nature de la maltraitance	Garçon	Filles	Total
Viol	-	11	11
Maltraitance	07	05	12
Fugue	01	01	01
Vagabondage	01	-	01
Agression verbale	-	02	02
TOTAL	09	18	27

Source : Service Régional AEMO

Conclusion

Dans les activités aussi bien du GNSP que de l'AEMO, il est important que la prévention occupe une place importante. En 2009, l'augmentation du nombre d'accidents devrait amener à davantage de campagne d'information et de sensibilisation auprès des populations cibles afin de limiter les accidents souvent mortels. S'agissant de la protection de l'enfant et de ses droits fondamentaux, la prise de conscience de la société est importante pour minimiser les risques de vulnérabilité et réduire les cas de violences et de viols faits aux enfants.

VII. ACTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Introduction

Certes la pauvreté constitue un fléau qui touche une partie importante de la population, mais elle affecte plus les groupes vulnérables. Fort de ce constat, l'Etat a consacré un des quatre axes de ses documents de stratégie de réduction de la pauvreté à la protection sociale et prévention et gestion des risques et catastrophes. La protection sociale des groupes vulnérables constitue une des quatre principales composantes de cet axe. Dans la catégorie des groupes vulnérables on note les personnes en situation d'handicaps, les enfants et les femmes en situation difficiles, les personnes âgées, les personnes déplacées et rapatriées. L'Etat à travers ses structures déconcentrées, ses projets et programmes et ses partenaires met en œuvre des actions visant à améliorer les conditions de vie de ces groupes vulnérables.

Dans ce chapitre, il s'agira de faire la situation sur les groupes vulnérables durant l'année 2009 ainsi que des activités relatives au développement communautaire.

VII.1. Action sociale

La coordination et la mise en œuvre de la politique de l'action sociale dans la région sont assurées par le service régional de l'action sociale (SRAS). Il est appuyé en cela par trois services départementaux, cinq centres de promotion et de réinsertion sociale (CPRS) et des centres sociaux privés. En direction de différentes cibles de l'action sociale, le SRAS a mené les types d'activités suivantes dans la région durant l'année 2009 :

- prophylaxie sociale ;
- promotion et réinsertion sociale ;
- encadrement et formation ;
- solidarité ;
- prévention et gestion de conflits sociaux.

Seules quelques actions envers certaines cibles seront abordées dans le document, le lecteur pourra se référer au rapport complet du SRAS pour plus de détails.

VII.1.1. Personnes vivant avec le VIH

Dans le cadre des activités de promotion et de réinsertion sociale, le programme d'appui à la réduction de la pauvreté (PRP) a accordé un financement pour un montant de 5 millions aux personnes vivants avec le VIH en 2009, dont 2 millions en faveur de l'organisation ESPOIR (organisation des femmes vivants avec le VIH) et 3 millions pour Patience. Ainsi, les lignes de crédits accordés à ces deux structures par le PRP n'ont pas évolué entre 2008 et 2009.

VII.1.2. Personnes en situation d'handicap

Le nombre de personnes en situation d'handicap s'est établi à 12.353 personnes en 2002, soit 1,8% de la population totale. Il ressort du dernier RGPH que 0,8% de la population de la Région sont infirmes dont 0,5% concerne les membres supérieurs et 0,3% les membres inférieurs. Les personnes atteintes de cécité constituent 0,3% et celles atteintes de déficience mentale étaient au nombre de 1.612 soit 0,2% de l'effectif total de la population. Le tableau ci-dessous montre aussi que 2,1% de la population de Podor vivent avec un handicap ; ce taux est de 1,7% dans le département de Dagana et 1,3% dans celui de Saint-Louis.

Tableau 51: Effectif des personnes en situation d'handicap selon le type

Type handicap	Dagana	Podor	Saint-Louis	Total	%
Infirmes membre supérieur	582	774	391	1747	0,3%
Déficience mentale	403	739	470	1612	0,2%
Albinisme	18	32	15	65	0,0%
Léprosie	12	59	13	84	0,0%
Infirmes membre inférieur	970	1507	784	3261	0,5%
Mutité	269	512	238	1019	0,1%
Surdité	318	738	273	1329	0,2%
Cécité	410	1201	339	1950	0,3%
Autre handicap	752	1389	618	2759	0,4%
Personne avec handicap	3348	6161	2844	12353	1,8%
Population total	193388	288479	213631	695498	
% pers. Avec handicap	1,7%	2,1%	1,3%	1,8%	

Source : RGPH 2002

S'agissant des activités en faveur des personnes en situation de handicap, on distingue d'une part celles liées à l'insertion économique à travers le financement des activités génératrices de revenus et d'autre part des appuis sociaux.

S'agissant du volet économique, on note la poursuite de la mise en œuvre du programme RBC (Réadaptation à Base communautaire) dans les trois départements de la région. Le PRP a mis en place des lignes de crédit à raison de 5 millions par département. Le Partenariat aussi s'est distingué à travers différents types d'appui en faveur des personnes et groupes de personnes en situation de handicap de la région de Saint-Louis.

Les handicapés ont aussi bénéficié d'un appui en matériel de la part de l'Etat et des partenaires. Ainsi, le service régional de l'action sociale a reçu 30 fauteuils roulant pour les trois départements, le Partenariat a livré 49 appareils dont 6 fauteuils, l'ONG dénommée OBI (Operating Blessing International) a fait un don de 30 fauteuils roulant. L'ONG « En avant roule » a offert à l'hôpital régional de Saint-Louis un lot de matériels (fauteuils roulants, béquilles et autres consommables médicaux) pour les personnes handicapées.

Toutes ces actions attestent de l'attention accordée à cette composante de la population par l'Etat et ses différents partenaires.

Le tableau ci-dessous donne les statistiques sur les personnes handicapées membres des associations. Il apparaît à la lecture de ce tableau que 42% de ces personnes se trouvent dans le département de Dagana, 34% dans le département de Podor et 24% dans le département de Saint-Louis.

Tableau 52 : Effectifs des handicapés membres des associations selon le département

Circonscriptions	effectifs	%
Dagana	1 393	42%
Podor	1 104	34%
Saint-Louis	800	24%
Région de Saint-Louis	3 293	100%

Source : SRAS

VII.1.3. Daaras

Le nombre de daaras recensés dans la région en 2009 est de 601, dont 54% dans le département de Saint-Louis, 27% dans le département de Podor et 18% dans le département de Dagana. Il est toutefois difficile d'avoir une situation exhaustive sur les statistiques des daaras.

Tableau 53 : Effectifs des daaras et des talibés selon le département

Département	Nombre de daaras		Effectifs talibés	% daaras
	2008	2009	2009	2009
Dagana	-	111		18%
Podor	164	164	13470	27%
Saint-Louis	360	326	9000	54%
Région de Saint-Louis	524	601	22470	100%

Source : SRAS

VII.1.4. Les personnes âgées sans ressources ni soutien

Le nombre de personnes du troisième âge de la région de Saint-Louis est estimé à 48.268 en 2010, soit 5,4% de la population totale. Une partie de cette catégorie de la population sans ressource ni soutien rentre parmi les cibles du SRAS. Durant l'année 2009, la direction de l'action sociale a accordé une subvention de 350.000 Fcfa à neuf personnes du troisième âge dans le cadre du projet d'appui à la promotion des aînés.

Les services déconcentrés de l'action sociale travaillent en collaboration avec d'autres services de l'Etat tels que les services en charge du développement communautaire, de l'AEMO, du comité régional de lutte contre le SIDA sur certaines cibles notamment les femmes, les enfants en situation de vulnérabilité et les PVVIH etc.

VII.1.5. Contraintes et recommandations

Les contraintes ci-dessous sont identifiées par le SRAS de Saint-Louis :

- inexistence de véhicule pour le service ;
- insuffisance de personnel ;
- absence de fonds de secours rapide ;
- insuffisance des CPRS (Un CPRS pour tout le département de Dagana et de Podor) ;
- inexistence d'une convention avec les hôpitaux de Ndoum et de Saint-Louis ;
- non Mobilisation de ressources propres pour renforcer et accompagner les efforts de l'Etat en matière de fonds de dotation ;
- faiblesse des fonds de dotation et
- inexistence d'un fonds de promotion et d'insertion sociale des couches vulnérables.

Ainsi, il est nécessaire de :

- doter le SRAS d'un véhicule ;
- renforcer les ressources humaines du service ;
- renforcer les fonds de dotation ;
- mettre en place un fonds de secours rapide et un fonds de promotion et d'insertion sociales des couches vulnérables ;

VII.2. Développement communautaire

VII.2.1. Allègement des travaux de la femme

En 2009, le ministère chargé de la femme a mis à la disposition chaque collectivité locale de la région un moulin à mil. Un autre lot de moulin à mil a été remis à certaines autorités de la région. Tous ces moulins ont été affectés aux organisations de femmes de la région.

Tableau 54 : Nombre de moulins à mil affectés aux organisations de femmes par département en 2009

	Dagana	Podor	Saint-Louis	Région
Nombre de Moulins à mil	18	20	32	70

Source : SRDC

VII.2.2. Situation des financements

Le montant des financements accordés aux femmes par le programme d'appui à la réduction de la pauvreté s'élève à 25 millions dont 15 millions dans le département de Saint-Louis et 5 millions dans chacun des deux autres départements de la région. Cette somme a permis de financer 394 microprojets, soit une moyenne de 63.452 Fcfa par microprojet.

Tableau 55 : Situation des financements offerts aux femmes dans la région en 2009

Département	Montant alloués (fcfa)	Nombre de projets	Moyenne par projet (fcfa)
Saint Louis	15 000 000	206	72.816
Dagana	5 000 000	86	58.140
Podor	5 000 000	102	49.020
TOTAL	25 000 000	394	63.452

Source : SRDC

Vii.2.3. Situation des Organisations de femmes

Le nombre d'organisations de femmes recensées par les services du développement communautaire s'établit à 2.631 en 2009, contre 1.109 en 2008. Il apparaît dans le tableau ci après que 41% de ces organisations se trouvent dans le département de Podor. Par ailleurs, les données issues de l'enquête village montrent que près de 87% des villages officiels de la région ont des groupements de promotion féminine.

Tableau 56 : Nombre d'organisations de femmes répertoriées en 2009

Localité	Dagana	Saint Louis	Podor	Total
Nombre d'OF	923	625	1083	2631
%	35%	23,75%	41,16%	

Source : SRDC

Conclusion

Le Sénégal est entrain d'élaborer son document de politique économique et sociale de troisième génération qui va couvrir la période 2011 – 2015. Les actions en faveur de l'axe protection sociale et promotion des groupes vulnérables devraient être intensifiées pour un plus grand impact sur les indicateurs de pauvreté. Aussi, l'amélioration des indicateurs des objectifs du millénaire pour le développement est liée à un relèvement significatif de la condition de la femme. A cet effet, malgré les progrès récents réalisés dans ce domaine, il importe d'accélérer les efforts consentis jusque-là à travers de meilleures offres de formations pour les femmes, le relèvement du niveau de financement pour les activités économiques des femmes accompagné d'une réduction des taux d'intérêt.

VIII. AGRICULTURE

Introduction

L'agriculture est un secteur essentiel dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. En effet, elle constitue une source importante de revenus pour une bonne partie de la population du Sénégal et en particulier du monde rural. L'agriculture est marquée par une série de politique souvent conditionnée par une conjoncture nationale ou internationale. En effet, dès le début de son accession à la souveraineté internationale, le Sénégal a poursuivi la culture de l'arachide à la faveur d'un contexte international favorable et d'une longue expérience capitalisée. Cependant, les difficultés économiques du Sénégal qui ont conduit à la mise en œuvre de politiques d'ajustement structurel pendant plus de deux décennies se sont traduites par un désengagement de l'Etat vis-à-vis du secteur agricole.

La décennie 2000 – 2010 est marquée par l'alternance politique et l'élaboration ainsi que la mise en œuvre de deux documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP I et II). L'agriculture a occupé une place importante dans ces documents de politique économique et sociale. Ainsi la politique nationale a été axé sur la diversification des cultures, l'intensification, l'accroissement des rendements, la promotion des cultures irriguées et d'un entrepreneuriat agricole rural. La crise alimentaire de 2008 a motivé l'élaboration et la mise en œuvre par l'Etat de la « Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance » GOANA.

A la faveur de ses énormes potentialités agricoles, la région de Saint-Louis occupe une place importante dans les politiques nationales de développement du secteur. En effet, l'étude Ecoloc a montré que le secteur agricole représente 50% de la production du secteur primaire et 11,4% de l'économie régionale. Par ailleurs, l'enquête de suivi de la pauvreté réalisée en 2005-2006 a montré que 44% de la population active de la région évolue dans le secteur « agriculture, élevage, forêt ». Ce taux est de 65,6% dans le département de Podor et 50% dans le département de Dagana. L'implantation de grosses unités agro industrielle telles que la CSS, la SOCAS ou les GDS, ne fait que renforcer la vocation agricole de la région.

L'année 2009 a été marquée par un fort engouement pour le secteur agricole coïncidant avec la deuxième année de la GOANA. Cependant elle a été moins bonne au vu des résultats enregistrés comparés à l'année 2008.

Ce chapitre fera le point sur les résultats enregistrés par spéculation. Par ailleurs il convient de noter que les statistiques agricoles de la région de Saint-Louis sont sous estimées car ne prenant pas en compte les cultures de décrue qui sont plus importantes que les cultures pluviales selon les résultats de l'Ecoloc.

VI.1. Situation pluviométrique

La pluviométrie a été meilleure en 2009 comparée à l'année 2008. En effet, la moyenne pluviométrique au niveau des différents postes de la région est de 313,9mm en 2009 contre 260,3mm en 2008, soit une hausse annuelle de 21%. Les plus importantes précipitations ont été enregistrées dans les localités de Mbane et d'Aéré Lao avec des niveaux respectifs de 422,2 mm et 408,4 mm. Cependant le nombre de jours de pluies a baissé entre 2008 et 2009, passant en moyenne de 22,7 jours à 19,8 jours.

Tableau 57 : Evolution des situations pluviométriques par poste pluviométrique

Postes pluviométriques	2004/05		2005/06		2006/07		2007/2008		2008/09		Moyenne des 5 dernières		2009/10		Ecart entre H de 2009/10 et moyenne 5 dernières années	
	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J
Saint-Louis	130,5	18	278,2	30	311,5	26	310,7	21	247	37	255,58	26	341,4	28	85,82	2
Rao	158,5	14	222,8	24	162,8	18	303	22	301,5	26	229,72	21	273,7	21	43,98	0
Dagana	118	9	268,9	20	249,4	17	208,1	8	298	23	228,48	15	383,36	15	154,88	0
Ross-Béthio	184,5	11	199,8	16	213	14	216,8	16	250,5	23	212,92	16	308,1	18	95,18	2
Richard-Toll	220,5	12	372	20	333,4	14	196,3	11	243,1	23	273,06	16	229,3	19	-43,76	3
Mbane	207,3	12	440,9	21	235,5	17	242	14	368,4	26	298,82	18	422,2	17	123,38	-1
Galoya	248,8	18	544,1	33	352,1	22	145,1	15	274,4	18	312,9	21	373,07	22	60,17	1
Fanaye	160,4	14	282,2	20	223,9	22	219,7	16	202,9	18	217,82	18	179,7	18	-38,12	0
Ndioum	175,1	19	396	24	255,1	18	239,7	15	225,5	18	258,28	19	219,5	19	-38,78	0
Aéré-Lao	262,5	21	548	27	223	17	204,5	17	237,8	14	295,16	19	408,4	21	113,24	2
Podor	145,5	15	327,3	22	302,5	24	192,3	17	213,9	24	236,3	20	314	20	77,7	0

Source : DRDR Saint-Louis

VI.2. Cultures irriguées

La région de Saint-Louis est traversée par le fleuve Sénégal et ses affluents et défluent. L'Etat a créé la Société d'Aménagement et d'Exploitation de la Vallée et du Delta pour mettre en valeur le potentiel de terres irrigables qui se trouve dans les régions traversées par le fleuve Sénégal. A cet effet, la société œuvre depuis quatre décennies pour le développement de l'agriculture irriguée dans les régions nord du pays. Ainsi, depuis sa mise en place une partie importante des superficies ont été aménagées et on a assisté aussi à la diversification des filières, à l'intensification des cultures et à l'amélioration des rendements.

❖ Evolution des superficies cultivées

Les superficies cultivées durant la campagne agricole 2008/2009 se sont établies à 69.085 ha, soit une hausse annuelle de 37,7%. Le riz apparaît la spéculature la plus importante. En effet, les superficies consacrées à la culture du riz ont représenté 80% des superficies cultivées et ont connu un accroissement de 54,7% entre les campagnes 2007/2008 et 2008/2009.

Tableau 58 : Evolution des superficies cultivées entre 2007/2008 et 2008/2009 (ha)

	Dagana	Podor	Total	Dagana	Podor	Total	Taux acc.	%
	2007/2008			2008/2009				
Riz	25 826	10 013	35 839	43 859	11 596	55 455	54,7%	80%
Maïs	120	835	955	345	951	1 296	35,8%	2%
Sorgho	4	39	43	0	52	52	22,4%	0%
Tomate	1 942	1 321	3 264	1 681	827	2 508	-23,2%	4%
Oignon	1 009	2 969	3 977	556	2 560	3 116	-21,6%	5%
Gombo	238	640	878	189	1 018	1 206	37,4%	2%
Arachide	608	57	665	720	116	836	25,8%	1%
Patate douce	1 629	5	1 634	1 405	5	1 411	-13,7%	2%
Pastèque	325	6	331	418	1	420	26,9%	1%
Autres	1 437	1 140	2 577	1 675	1 110	2 785	8,1%	4%
Total	33 137	17 023	50 161	50 848	18 237	69 085	37,7%	100%
% par dpt	66%	34%	100%	74%	26%	100%		

Source : SAED

❖ Evolution des productions

La production du riz durant la campagne 2008/2009 s'est établit à 342.729 tonnes, soit la spéculation la plus importante cultivée dans la région. Avec un taux d'accroissement annuel de 51% entre les campagnes 2007/2008 et 2008/2009, la production de riz a ainsi enregistré la plus forte progression. Hormis le riz, l'oignon et la tomate sont les spéculations qui dominent dans la région avec des productions respectives de 84.741 tonnes et 76.614 tonnes. Comparée à la campagne agricole 2007/2008, les productions d'oignon et de tomate se sont accrues de 12% et 11%, respectivement. Par ailleurs ces spéculations font parties des plus importantes sources de revenus des populations des départements de Dagana et de Podor. La production de maïs a enregistré une hausse de 36% entre 2007/2008 et 2008/2009, soit la plus forte hausse en valeur relative après le riz.

Tableau 59 : Répartition des productions selon la spéculation et par département en 2008/2009 (t)

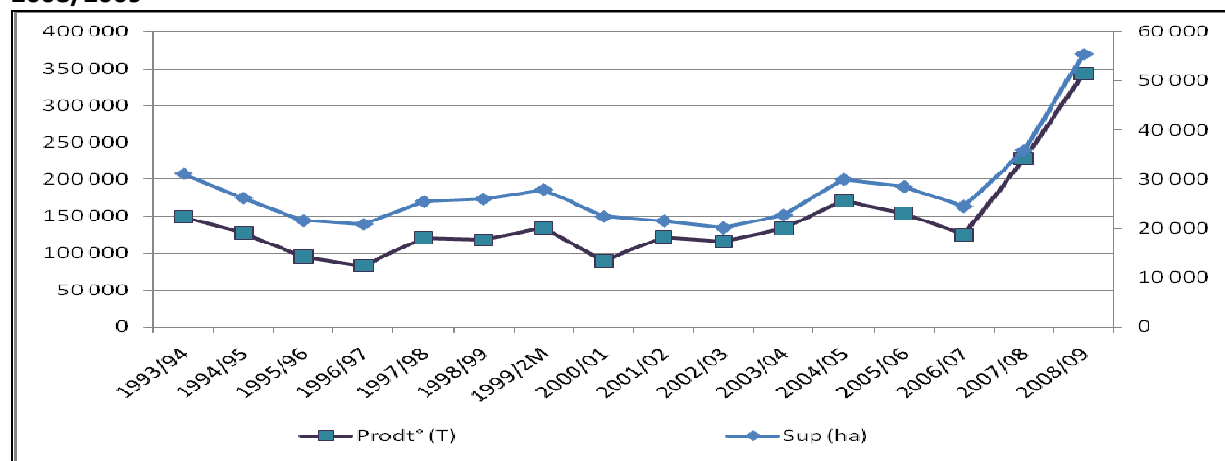
		Riz	Maïs	Sorgho	Tomate	Oignon	Arachide
Dagana	2007/08	165 258	420		40 208	24 881	1 467
	2008/09	269 625	1 208		50 493	15 664	1 173
	taux crois	63%	188%		26%	-37%	-20%
Podor	2007/08	62 313	2 921	96	28 406	50 448	89
	2008/09	73 104	3 329	130	25 921	69 076	163
	taux crois	17%	14%	35%	-9%	37%	82%
Total	2007/08	227 571	3 341	96	68 614	75 329	1 557
	2008/09	342 729	4 538	130	76 414	84 741	1 336
	taux crois	51%	36%	35%	11%	12%	-14%

Source : SAED

Analyse de l'évolution de la production du riz

L'évolution des deux courbes montre une relation étroite entre la production de riz et les superficies cultivées. L'analyse des courbes révèle aussi une tendance irrégulière de la production du riz sur la période observée. Cependant durant les deux dernières campagnes agricoles observées, la production du riz dans la région de Saint-Louis a enregistré de fort taux de progression.

Graphique 5 : Evolution de la production de riz et des superficies cultivées de riz entre 1993/1994 et 2008/2009



Source : SAED

VI.2.3. Cultures industrielles

La culture de la canne à sucre et de la tomate industrielle occupe une place prépondérante dans l'économie régionale. Les productions de ces spéculations sont transformées par les deux grosses unités agro industrielles notamment la SOCAS et la CSS qui sont implantées dans le département de Dagana depuis des décennies.

❖ canne à sucre

Tableau 60 : Evolution de la production de canne à sucre de 2002 à 2009

CAMPAGNE	Surface Aménagées (HA)	Surface sous canne (Ha)	Surface Récoltée (Ha)	Tonnage Réalisé	var an (%)
2003/2004	8 428,99	7 624,29	7 414,50	829 604	1,2
2004/2005	8 426,19	7 290,62	7 090,87	828 533	-0,1
2005/2006	8 426,45	7 517,75	7 398,81	922 882	11,4
2006/2007	8 426,45	8 110,71	7 839,50	921 145	-0,2
2007/2008	8 907,69	8 641,81	8 121,03	1 007 924	9,4
2008/2009					

Source : CSS

❖ Tomate

La quantité de tomates fraîches collectée s'est établit à 63.540 tonnes en 2010, soit une hausse annuelle de 0,5%. Entre 2005 et 2008, cette quantité a connu une évolution à la baisse passant de 76.585 tonnes en 2005 à 50.208 tonnes en 2008. Mais depuis trois ans, la quantité de tomates fraîches collectée reprend une tendance haussière. Par ailleurs, la SOCAS estime qu'environ 10.000 tonnes à 15.000 tonnes sont vendues chaque année sur le marché parallèle.

Tableau 61 : Evolution de la production de tomate industrielle

Années	Quantités collectées de tomates fraîches (T)	Quantités produites de double concentré (T)
2005	76 585	12 760
2006	71 768	11 960
2007	52 210	8 700
2008	50 208	8 368
2009	63 222	10 537
2010	63 540	10 590
Var (2009/2010)	0,5%	0,5%

Sources : SOCAS

VI.3. Cultures sous pluies

Tableau 62 : Evolution des productions de mil, sorgho, maïs, arachide huilerie et niébé entre 2007/2008 et 2009/2010

Années			2007/08	2008/09	2009/10	tau Acc.
Mil	Sup	(Ha)	1323	1875	3993	113%
	Prod	(T)	370,7	563	434	-23%
	Rdt	(t/ha)	0,28	0,30	0,11	-64%
Sorgho	Sup	(Ha)	124	652	4298	559%
	Prod	(T)	50	1437	391	-73%
	Rdt	(t/ha)	0,4	2,2	0,09	-96%
Maïs	Sup	(Ha)		594	424	-29%
	Prod	(T)		1443	42	-25%
	Rdt	(t/ha)		2,4	0,100	5%
Arachide huilerie	Sup	(Ha)	6697	6530	6922	6%
	Prod	(T)	2064,1	2047,3	2426	18%
	Rdt	(t/ha)	0,31	0,31	0,35	12%
Niébé	Sup	(Ha)	10422	7117	6332	-11%
	Prod	(T)	910,2	1628	1241	-24%
	Rdt	(t/ha)	0,09	0,23	0,20	-14%

Source : DRDR

Les cultures sous pluies sont importantes même si les cultures irriguées prédominent. Le tableau qui précède montre une baisse globale des cultures sous pluies entre les campagnes agricoles 2008/2009 et 2009/2010. En effet, la production de mil a enregistré une baisse de 23% malgré la hausse des superficies cultivées de 113%. La production de sorgho s'est établit à 391 tonnes en 2009/2010 contre 1.437 tonnes lors de la précédente campagne, soit une baisse de 73%. La production de maïs est passée de 1.413 tonnes à 42 tonnes entre 2008/2009 et 2009/2010, soit le plus fort repli. Sur la même période, le niébé a enregistré un recul de sa production de 24%. L'arachide huilerie a connu un accroissement de 18% de sa production.

Le tableau qui suit montre les mêmes tendances observées précédemment pour les autres cultures sous pluies de la région.

Tableau 63 : Evolution des productions de Beref, pastèque, Manioc, Bissap et Gombo entre 2007/2008 et 2009/2010

Années			2007/08	2008/09	2009/10	tau Acc.
Beref	Sup	(Ha)	4602	3870	1850	-52%
	Prod	(T)	202,1	2220	2220	0%
	Rdt	(t/ha)	0,04	0,6	1,2	109%
Pastèque	Sup	(Ha)		961	1019	6%
	Prod	(T)		19220	7811	-59%
	Rdt	(t/ha)		20,0	7,7	-62%
Manioc	Sup	(Ha)	91	737	145	-80%
	Prod	(T)	1092	11048	664	-94%
	Rdt	(t/ha)	12,0	15,0	4,6	-69%
Bissap	Sup	(Ha)	686	506	167	-67%
	Prod	(T)	147	152	50	-67%
	Rdt	(t/ha)	0,21	0,30	0,30	0%
Gombo	Sup	(Ha)		30	318	960%
	Prod	(T)		240	1891	688%
	Rdt	(t/ha)		8	6	-26%

Source : DRDR

VI.4. Problèmes du secteur

La campagne agricole 2009-2010 est caractérisée par certaines contraintes qui ont constitué des entraves de taille à son bon déroulement. Il s'agit essentiellement :

- ✓ du quota de semences d'arachide jugé insuffisant par les producteurs;
- ✓ de l'absence de semences de mil et de sorgho;
- ✓ des ruptures observées dans la distribution de l'urée destinée à la riziculture;
- ✓ de la non implication des DRDR et des SDDR dans la mise en place de l'engrais pour l'irriguée;
- ✓ du manque de matériel agricole;
- ✓ du retard observé dans le démarrage du programme manioc et l'absence de l'engrais destiné à ce programme;
- ✓ de l'inexistence de véhicules fonctionnels au niveau des SDDR;
- ✓ de l'absence de point de vente pour la commercialisation de l'arachide;
- ✓ de l'insuffisance des moyens mis en place pour l'enquête agricole;

Conclusion

La campagne agricole 2009/2010 qui correspond à l'an 2 de la GOANA a été moins bonne que celle qui l'a précédée malgré la bonne pluviométrie enregistrée. Ces contre performances sont à mettre en partie en relation avec les contraintes listées par les services techniques. Il est nécessaire de prendre des mesures correctives afin de maximiser les productions.

IX. ÉLEVAGE

Introduction

Le Sénégal s'est doté d'un Plan National de Développement de l'Élevage (PNDE) dont l'application permettra d'améliorer l'environnement de la production à travers le renforcement de la sécurité alimentaire et de la protection zoo sanitaire du bétail et l'appui aux filières d'exportations. Ce plan devrait permettre également de moderniser et d'intensifier la production avec la poursuite de la création des fermes privées modernes grâce au fonds d'appui à la stabulation (FONSTAB), l'insémination artificielle et la mise en place de centres d'Impulsion pour la Modernisation de l'Élevage (CIMELs). A travers la mise en œuvre de ce plan, l'Etat vise à atteindre les résultats suivant à l'horizon 2012 :

- ❖ Création d'une population de 100.000 vaches métissées ;
- ❖ Introduction de 35.000 vaches pures ;
- ❖ Production additionnelle de 100 millions de litres de lait, 13.500 tonnes de viande et 120.000 pièces de cuir.

La région de Saint-Louis occupe une place importante dans cette politique nationale de développement de l'élevage. En effet, la région abrite une grande partie de la zone sylvopastorale, où se pratique essentiellement l'élevage pastoral qui constitue un des trois systèmes d'élevage pratiqués au Sénégal. Selon la nouvelle initiative sectorielle pour le développement de l'élevage (NSIDEL), le système pastoral concerne 32% des bovins et 35% des petits ruminants (ovins et caprins). Dans le cadre de cette politique, un centre d'impulsion pour la modernisation de l'élevage (CIMEL) a été créé à Saint-Louis.

L'année 2009 a été marquée par une bonne pluviométrie tant du point de vue de la précocité, de la régularité que de l'abondance des précipitations. A cet effet, la région n'a pas connu un véritable problème de soudure pour le bétail. En outre le ministère de l'élevage a concédé au département de Podor dix (10) tonnes d'aliments de bétail et le premier ministre a procédé au lancement du programme spécial d'insémination artificielle de la campagne (2009/2010) dans la région. Dans le cadre de ce programme, 4.305 vaches ont été inséminées dans la région en 2009.

Dans ce chapitre, la situation sur l'effectif du cheptel, les productions de viande et des produits dérivés, le mouvement du bétail et la santé animale seront tour à tour abordés.

VII.1. Effectifs du cheptel

Le nombre de tête de bovins est estimé à 301.301 dans la région en 2009 dont 212.262 dans le département de Podor soit 70% du total régional. Le tableau ci après montre que 84% des ovins, 70% des caprins et 88% des équins se trouvent dans le département de Podor. Ces chiffres, montrent la place du plus vaste département de la région dans le développement du secteur de l'élevage.

Tableau 64 : Effectifs du cheptel par espèce selon le département en 2009

département	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins	Camelin	Volailles
Saint-Louis	12 239	11 902	23 475	302	3 659	432	241 148
Dagana	76 800	41 225	70 076	1 210	15 221	583	835 098
Podor	212 262	283 625	219 478	10 605	20 835	462	581 283
Total	301 301	336 752	313 029	12 117	39 715	1 477	1 657 529

Source : IDSV de Saint-Louis

VII.2. Abattages contrôlés

Le tonnage global de viande contrôlée, toutes espèces confondues est de l'ordre de 1.707,565 tonnes, soit un accroissement de 7% par rapport à l'année précédente. La contribution des 9.766 bovins abattus dont 47% sont des vaches de réforme, s'est établit à 71,5%. Les effectifs des dromadaires abattus sont passés de 20 en 2008 à 66 en 2009 et leur tonnage s'est accru de 184%. Cette hausse est à mettre en relation avec la transhumance massive de dromadaires de la République Islamique de Mauritanie au Sénégal. Par ailleurs le tableau qui suit fait apparaître des baisses des poids moyens des espèces abattus entre les deux dernières années. Ainsi, le poids moyen d'un bovin abattu est passé de 132kg en 2008 à 125 kg en 2009, soit une baisse relative de 5%. Celui des ovins a connu un recul de 7% et celui des caprin s'est contracté de 3%.

Tableau 65 : Evolution des abattages contrôlés par année et par espèce selon les départements

Année	Département	Bovins		Ovins		Caprins		Camelins		Bovins	Ovins	Caprins
		Nbre	Poids (T)	Nbre	Poids (T)	Nbre	Poids (T)	Nbre	Poids (T)			
2008	Saint-Louis	4008	563	5700	86	4012	49	10	3	140	15	12
	Dagana	3386	463	3607	73	3178	49	4	1	137	20	15
	Podor	1700	177	2193	29	11647	102	6	2	104	13	9
	Total	9094	1203	11500	188	18837	199	20	6	132	16	11
2009	Saint-Louis	4398	603	6772	105	4517	46	42	9	137	16	10
	Dagana	3594	456	6456	104	6002	79	19	5	127	16	13
	Podor	1774	162	2636	33	11733	104	5	2	91	12	9
	Total	9766	1221	15864	242	22252	228	66	16	125	15	10
Var		7%	2%	38%	29%	18%	15%	230%	184%	-5%	-7%	-3%

Source : IRSV Saint-Louis

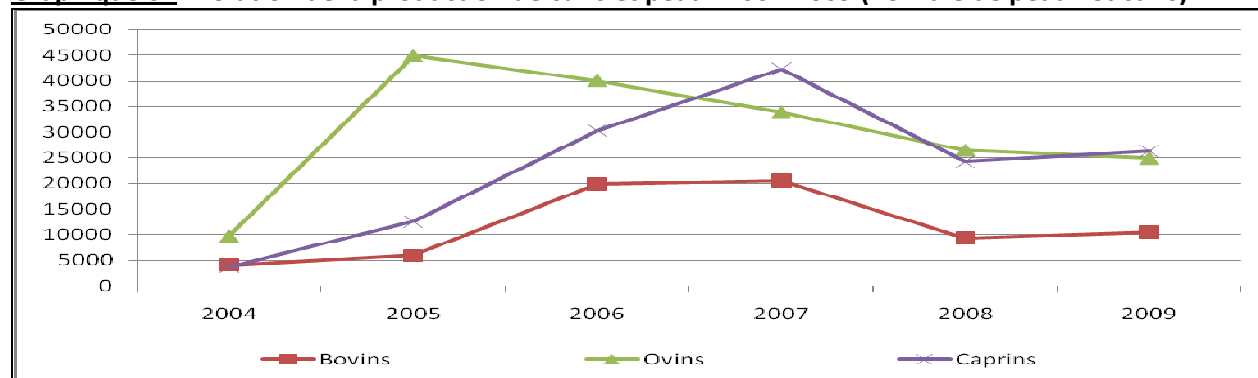
VII.3. Production des cuirs et peaux

Parmi les objectifs de la politique nationale de développement de l'élevage figure la production de 120.000 pièces de cuirs en 2012.

La production de cuirs et peaux suivant les années a une tendance irrégulière. La courbe ci-dessous montre une évolution à la hausse de cette production pour les espèces bovines et caprines entre 2004 et 2007 puis une décroissance en 2008. La courbe laisse apparaître une hausse de la production de peaux de bovins et de caprins en 2009 comparativement à 2008. S'agissant de l'espèce ovine, la seule hausse de la production est enregistrée entre 2004 et 2005. Depuis cette dernière année la tendance est à une baisse régulière.

Le taux de croissance de la production de cuirs et peaux de bovins est de 13% entre 2008 et 2009 et celui des caprins est de 8%. La production de peaux d'ovins a enregistré une baisse annuelle de 6%. Cette baisse est consécutive à celle enregistrée dans le département de Podor qui s'est établit à 22% entre 2008 et 2009.

Graphique 6 : Évolution de la production de cuirs et peaux 2004-2009 (nombre de peaux et cuirs)



Source : IRSV Saint-Louis

VII.4. Mouvement commercial du bétail

La région partage sa frontière nord avec celle de la République Islamique de Mauritanie (RIM) et au Sud avec la région de Louga. Les régions de Louga et de Saint-Louis ont en commun aussi une partie de la zone sylvopastorale. Ainsi, chaque année des mouvements de bétail sont enregistrés entre la région et ses voisins du Nord et du Sud.

En 2009, le nombre d'entrées de bovins en provenance de la RIM et de la région de Louga est de 32.256 contre 23.323 en 2008, soit une hausse relative de 38%. La même tendance a été observée concernant les équins (+135%) et les asins (67%). Par contre les nombres d'entrées d'ovins, de caprins et de camelins ont connu des baisses respectives de 17%, 34% et 87% entre 2008 et 2009. Les entrées d'ovins en provenance de la RIM sont particulièrement importantes durant la période de la tabaski. En effet, 42.565 moutons sont entrés dans la région en provenance de la RIM pendant cette période.

Tableau 66 : Evolution des entrées de bétail entre 2008 et 2009

Origine	Année Destination	Bovins		Ovins		Caprins		Equins		Asins		Volailles		Camelins	
		08	09	08	09	08	09	08	09	08	09	08	09	08	09
Louga	Dép. Saint-Louis	8041	9510	43014	41420	9597	8131		43		4				
RIM	Dép. Dagana	3774	3802	10951	16751	2777	6465	22	125	3	1			710	99
RIM	Dép. Podor	11508	18944	83588	56525	10792	603	52	6					39	
TOTAL		23323	32256	137553	114696	23166	15199	74	174	3	5	0		749	99
Var 2009/2008 (%)		38%		-17%		-34%		135%		67%				-87%	

Source : IRSV Saint-Louis

Les plus importantes sorties de bétails sont enregistrées dans le département de Podor. En effet, sur les 27.047 de bovins sortis de la région, 18.624 concernent le département de Podor, soit 69%. Ce taux est de 64% pour les caprins et 85% pour les ovins. Comparé à 2008, le nombre de bovins sortis s'est accru de 30% en 2009 et le nombre d'équins de 8%. S'agissant des autres espèces, le nombre de sorties a baissé. Ainsi, le nombre de sorties d'ovins a reculé de 9%, celui des caprins de 26% et les camelins et les volailles de 47% et 12%, respectivement.

Les sorties nettes de bétail sont négatives pour les bovins et les équins et positives pour les autres espèces. La différence entre les sorties et les entrées de bovins est de -5.209 en 2009. Ainsi, il y'a eu plus d'entrées de bovins que de sortie. Par contre, les sorties nettes d'ovins et de caprins sont de 55.839 et 22.661 respectivement. La position de Saint-Louis comme région de transit des petits ruminants surtout pendant la période de la tabaski, où beaucoup de moutons en provenance de la RIM alimentent l'intérieur du pays.

Tableau 67 : Evolution des sorties de bétail entre 2008 et 2009

Année Origine	Bovins		Ovins		Caprins		Equins		Asins		Volailles		Camelins		Porcins	
	08	09	08	09	08	09	08	09	08	09	08	09	08	09	08	09
Dép. Saint-Louis	215	257	5808	4722	3770	2665	17	27	6							
Dép. Dagana	5678	8166	12787	20259	7402	9665	46	21	7	1			2409	1258		70
Dép. Podor	14966	18624	167806	145554	34655	21751	38	61	337	175	1199	1050	22	26		
Total	20859	27047	186401	170535	45827	34081	101	109	350	176	1199	1050	2431	1284	0	70
Var 2009/2008 (%)	30%		-9%		-26%		8%		-50%		-12%		-47%			
Sorties - Entrées	-2 464	-5 209	48848	55 839	22 661	18 882	27	-65	347	171	1 199	1 050	1 682	1 185		

Source : IRSV Saint-Louis

VII.5. Santé animale

La sécurité sanitaire des espèces animales fait partie des axes majeures de la stratégie de développement de l'élevage. Dans la nouvelle initiative sectorielle pour le développement de l'élevage (NISDEL) quatre objectifs spécifiques ont été fixés pour le programme de renforcement et de la protection zoo-sanitaire :

- ❖ le renforcement du système national de surveillance épidémiologique,
- ❖ une meilleure couverture du cheptel contre les maladies prioritaires,
- ❖ le renforcement du dispositif et des actions de prophylaxie,
- ❖ la mise en place des plans d'intervention d'urgence et prophylaxie défensive.

La région compte 8 docteurs vétérinaires, 4 ingénieurs des travaux d'élevage et 27 agents techniques d'élevage. Ce personnel technique assure entre autre, la surveillance épidémiologique et l'assistance vétérinaire.

VII.5.1. Surveillance épidémiologique

En 2009, le nombre de foyers de Goume et d'entérotaxémies ont sensiblement augmenté comparativement à l'année 2008 tandis que ceux de la fièvre aphteuse et de la clavelée enregistrent d'importantes baisses. Bien que la fièvre aphteuse ait enregistré une baisse du nombre de foyers, la maladie reste la plus fréquente chez les animaux avec 3.235 cas de morbidité et 103 cas de mortalité. Comparés à l'année 2008, les nombres de cas de pasteurellose ovine et de clavelée ont baissé de façon significative en 2009.

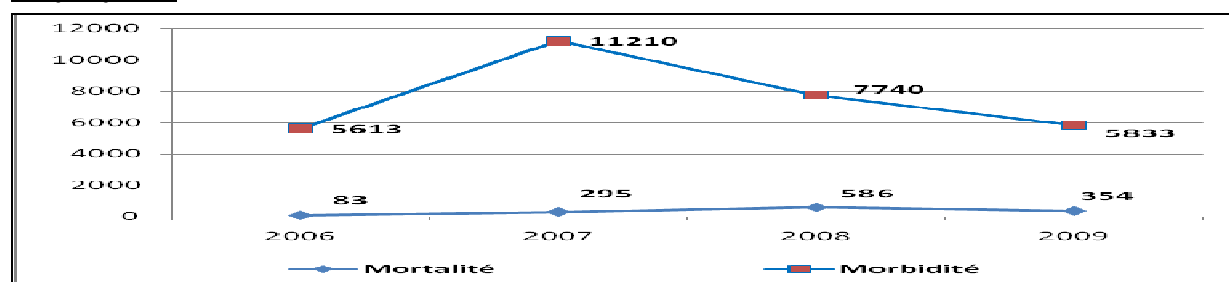
Tableau 68 : Bilan des maladies épidémiologiques animales en 2009

Affection	Nombre de foyers			Mortalité			Morbidité		
	2008	2009	var. abs	2008	2009	var. abs	2008	2009	var. abs
Pasteurellose ovine	14	13	-1	132	55	-77	2120	477	-1643
Pasteurellose bovine	4	2	-2	28	5	-23	91	12	-79
Charbon Sympto	10	1	-9	35	1	-34			0
Fièvre aphteuse	35	10	-25	21	103	82	1431	3235	1804
Botulisme	4	5	1	4	21	17	7	49	42
Clavelée	33	8	-25	98	59	-39	2669	244	-2425
Schistosomose bovine		2	2		32	32		138	138
Entérotaxémies	8	18	10	49	35	-14	309	932	623
Goume		35	35		0	0		500	500
PPR	7	4	-3	219	43	-176	1113	236	-877
Variole aviaire		1	1		0	0		5	5
DNCB		1	1		0	0		1	1
FVR		1	1		0	0		4	4

Source : IRSV Saint-Louis

L'analyse de l'évolution de la mortalité et de la morbidité des animaux entre 2006 et 2009, montre des tendances irrégulières. Après une importante hausse entre 2006 et 2007, le nombre de cas de morbidité connaît des baisses en 2008 et en 2009. S'agissant de la mortalité, on assiste à une tendance inverse. En effet, le nombre de cas de morbidité a connu des hausses successives entre 2006 et 2008 avant d'enregistrer une baisse en 2009.

Graphique 7 : Evolution de la mortalité et de la morbidité des animaux entre 2006 et 2009



Source : IRSV Saint-Louis

VII.5.2. Assistance vétérinaire

Le nombre total de consultations vétérinaires effectués est passé de 34.052 en 2008 à 29.042 en 2009, soit une baisse annuelle de 14,7%. Le nombre de cas traités représente 99,8% du total des consultations. Le tableau ci après laisse apparaître que les ovins constituent les animaux les plus suivis avec 17.510 cas, soit 60% du nombre total des consultations. Ils sont suivis des bovins avec 13,6%.

Sur le plan des affections, les maladies parasitaires représentent plus de 66% du nombre de cas. Le parasitisme gastro intestinale constitue 1/3 des affections en 2009. Les affections respiratoires sont les plus importantes après les maladies parasitaires.

Les statistiques sur les consultations restent incomplètes. En effet, le tableau détaillé sur les consultations (voir annexe) ne tient compte que des affections les plus représentatives et régulières et il n'intègre pas les réalisations des vétérinaires privés installés dans la région qui sont au nombre de six (6) sur un total de huit (8).

Tableau 69 : Bilan des consultations vétérinaires effectuées en 2008 et 2009

Affections	Nombre de consultations		Total traité		Bovin		Ovin		Caprin		Equin		autres	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Bronchites et affection respiratoire	11 326	3 956	11 276	3 948	66	82	6 499	2 874	4 643	953	67	24	-	
parasitisme Gastro intestinale	9 453	9 940	9 362	9 940	1 369	1 659	5 353	5 931	1 378	1 005	912	1 176	150	97
Hémoparasitose	3 333	5 027	3 333	5 027	1 182	1 297	2 053	2 866	31	835	64	28	3	1
Distomatose	2 544	795	2 537	795	396	242	2 140	544	1	9			-	
Avitaminose et carences	2 061	1 024	1 841	1 012	537	245	1 101	648	56	50	121	70	-	
Autres affections	5 335	8 300	5 022	8 256	1 114	425	980	4 647	247	382	2 593	2 614	3	170
Total	34 052	29 042	33 371	28 978	4 664	3 950	18 126	17 510	6 356	3 234	3 757	3 912	156	268

Source : IRSV Saint-Louis

Conclusion

Le développement du secteur de l'élevage accompagné d'un processus de modernisation dynamique permettrait au Sénégal de réduire son déficit commercial. Il permettrait également la réduction de la pauvreté à travers l'accroissement des revenus de près de 350.000 familles qui vivent du secteur de l'élevage et à travers aussi des externalités positives dans les secteurs de l'industrie laitière et de l'artisanat. La réalisation du premier recensement de l'élevage en 2011, la démultiplication des fermes privées modernes (FPM) et des centres d'impulsion et de modernisation de l'élevage (CIMELs), le renforcement de la surveillance épidémiologique, l'accroissement en ressources humaines, matérielles et logistiques des services vétérinaires constituent les actions pouvant conduire à un développement plus rapide et plus soutenu du secteur de l'élevage dans les prochaines années.

X. PÊCHE

Introduction

La pêche occupe une place prépondérante dans les stratégies nationales de développement économique et sociale. En effet, dans le DSRP 2 il apparaît que le secteur de la pêche contribue à hauteur de 12% du PIB du secteur primaire, 2,5% au PIB total et assure une activité rémunératrice à plus de 17% de la population active. Ces contributions à l'économie nationale justifient la place attribuée au secteur de la pêche dans les DSRP 1 et 2, puis dans la stratégie de croissance accélérée dont la grappe « Produits de la mer et aquaculture » constitue un des cinq piliers. Ces deux documents stratégiques sont complétés par la lettre de politique sectorielle des pêches et de l'aquaculture qui couvre la période 2008 -2010. Dans le cadre de sa politique de développement du secteur, l'Etat s'est fixé cinq objectifs stratégiques :

Assurer la gestion durable et la restauration des ressources halieutiques ;

- ❖ satisfaire la demande nationale en produits de pêche ;
- ❖ valoriser les ressources halieutiques et moderniser la pêche artisanale ;
- ❖ promouvoir la professionnalisation et la qualification accrue des acteurs du secteur de la pêche et de la transformation ;
- ❖ améliorer le système de financement des activités de la pêche et de l'aquaculture ;
- ❖ renforcer la coopération régionale et sous régionale des pêches ;

La région de Saint-Louis joue un rôle essentiel dans cette politique de développement du secteur. En effet, elle est ouverte sur la mer, dispose d'une importante communauté de pêcheurs, traversée par le fleuve Sénégal tout le long de sa frontière nord et regorge d'importantes potentialités aquacoles. Par ailleurs, il apparaît dans la situation économique et sociale du Sénégal de 2007, que la région de Saint-Louis contribue à hauteur de 13% du total national des débarquements, soit la plus forte contribution après la région de Thiès.

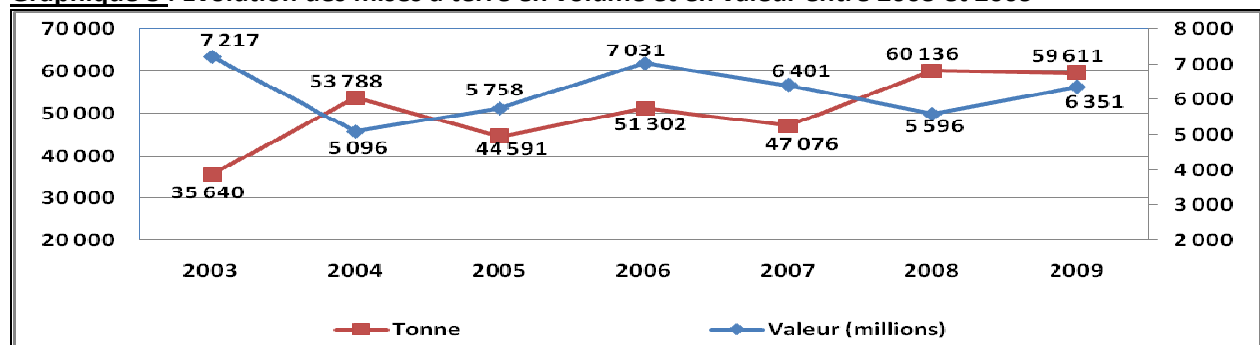
L'étude Ecoloc, réalisée en 1995, a montré que le secteur primaire constitue 22,6% du produit local brut (PLB) de la région de Saint-Louis et la pêche assure près de 38% du PLB du secteur primaire. La pêche contribue aussi à hauteur de 15,17% du PLB de la commune de Saint-Louis. Ainsi, le secteur de la pêche constitue un des principaux secteurs du programme économique urbain de la commune de Saint-Louis.

Malgré cette importance du secteur aussi bien dans l'économie nationale, régionale que communale, la pêche est confrontée à certaines difficultés qui ont comme conséquences des conflits récurrents entre les pêcheurs sénégalais et des gardes côtes des pays voisins tels que la République Islamique de Mauritanie ou la Guinée Bissau. Ainsi, en 2009, 520 pêcheurs saint-louisien ont été attrapés puis libérés par les autorités Bissau Guinéennes. Malgré ces difficultés, les milliers de pêcheurs de la région se sont partagés plus de 6 milliards en 2009.

Dans ce chapitre nous allons faire le point sur la situation du secteur en 2009, comparativement aux précédentes années.

VII.1. Pêche maritime

Graphique 8 : Evolution des mises à terre en volume et en valeur entre 2003 et 2009



Source : SRPM Saint-Louis

Le graphique ci-dessus montre une évolution en volume et en valeur des mises à terre dans la région de Saint-Louis entre 2003 et 2009. L'observation de ces deux indicateurs montre qu'ils n'ont évolué dans le même sens que deux années sur les six observées.

En 2009 les mises à terre se sont établit à 59.611 tonnes, soit une baisse annuelle de 1%. Ainsi, les débarquements ont enregistré un léger recul après une forte augmentation en 2008. Cette tendance traduit le caractère irrégulier du rythme de progression de la production halieutique observée au cours des six dernières années. Ce niveau se trouve largement en deçà de l'objectif fixé dans le DSRP 2 qui était d'atteindre un rythme de croissance de 10,6% sur la période 2006 – 2010. En effet, les mesures prises dans le cadre du DSRP 2 sont faiblement mises en œuvre dans la région de Saint-Louis, qui est la deuxième région de pêche après celle de Thiès.

Malgré la baisse de la production de 1% en volume, les revenus des pêcheurs se sont accrus de 13% entre 2008 et 2009, en passant de 5.596 millions à 6.351 millions.

La baisse des débarquements est consécutive à celle des poissons qui ont accusé une baisse annuelle en volume de 10% alors que les tonnages en crustacés et mollusques se sont accrus de 38% et 324%, respectivement. La valeur des poissons s'est accrue de 13% entre 2008 et 2009, celle de crustacés de 34% et celle des mollusques de 126%, soit la plus forte hausse.

Tableau 70 : Evolution des Mises à terre 2003 à 2009 (Poids en milliers de Tonnes, Valeur en Millions)

Désignation	Poisson		Crustacés		Mollusque		Total	
	Tonne	Valeur	Tonne	Valeur	Tonne	Valeur	Tonne	Valeur
2003	35 584	7 060	30	143	26	14	35 640	7 217
2004	53 695	4 980	43	92	49	24	53 788	5 096
2005	44 500	5 619	76	125	37	15	44 591	5 758
2006	51 218	6 823	41	179	43	30	51 302	7 031
2007	46 978	6 248	49	99	49	54	47 076	6 401
2008	66 022	5 340	27	52	87	114	60 136	5 596
2009	59 204	6 024	38	70	369	257	59 611	6 351
Var 09/08 (%)	-10%	13%	39%	34%	324%	126%	-1%	13%

Source : SRPM Saint-Louis

VII.1.1 Mareyage

La région de Saint-Louis est la deuxième région de pêche du Sénégal en termes de débarquements. Ainsi, elle alimente plusieurs autres régions du Sénégal et certains pays limitrophes tels que la Mauritanie, le Mali et la Gambie. En 2009, le tonnage global du mareyage s'est établi à 43.208 tonnes dont 70% ont alimenté les marchés des régions de Matam (24%), Dakar (23%) et Diourbel (23%). Les régions de Matam et de Diourbel ne sont pas ouverts sur la mer alors que Dakar se caractérise par une forte demande dû à son poids démographique important et la concentration du tissu économique national dans la capitale.

En 2009, les exportations vers le Mali en provenance de la région de Saint-Louis se sont accrues de 384% comparativement à l'année 2008. Celles en direction de la Gambie ont fortement chuté entre 2008 et 2009 avec une baisse de 97%.

Tableau 71 : Evolution du mareyage selon la destination de 2005 à 2009 (en tonne)

Désignations	2005	2006	2007	2008	2009	Var (%)
Dakar	6 243	6771	10 062	9137	9739	7%
Diourbel	5 721	6679	5 525	8686	9912	14%
Kaolack	1 180	2806	1 449	3791	2228	-41%
Fatick	55	-	17	339	53	-84%
Louga	3 543	2572	1 482	2872	1736	-40%
Tambacounda	974	575	333	1638	643	-61%
Matam	-	7466	6 943	9917	10507	6%
Thiès	5 432	2814	2 387	2712	3922	45%
Ziguinchor	435	253	2 500	740	224	-70%
Kolda	189	286	134	940	187	-80%
Mali	-	119	57	817	3957	384%
Gambie	-	63	32	3826	101	-97%
RIM				31		-100%
TOTAL	23 772	30982	30 921	45446	43208	-5%

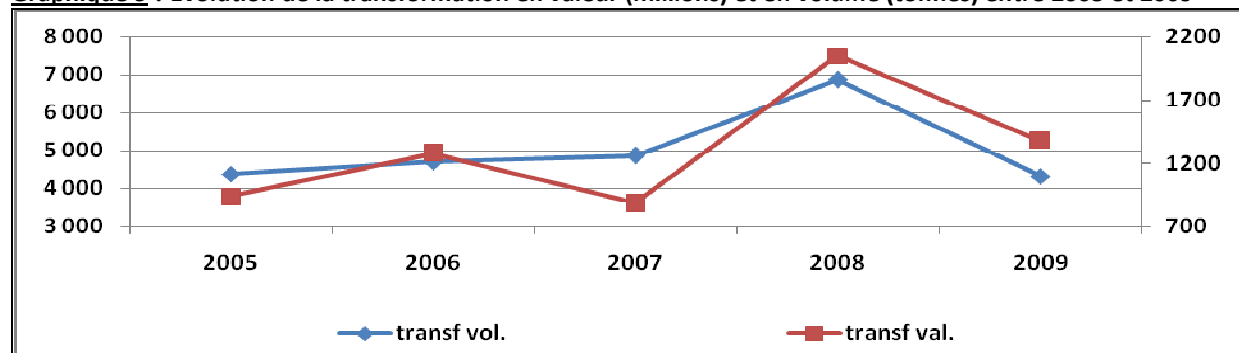
Source : SRPM Saint-Louis

VII.1.2 Transformation

La transformation est un sous secteur important dans la politique de développement de la pêche, surtout à travers l'objectif 3 de la lettre de politique sectorielle des pêches et de l'aquaculture notamment la valorisation optimale des ressources halieutiques.

Le graphique ci-dessous montre que la valeur des produits halieutiques transformés évolue dans le même sens que la quantité transformée sur la période 2005 – 2009. Le graphique montre aussi que le rythme d'évolution de ces deux indicateurs est irrégulier sur la période observée. En outre, le graphique laisse apparaître que la plus forte baisse aussi bien en volume qu'en valeur est enregistrée en 2009.

Graphique 9 : Evolution de la transformation en valeur (millions) et en volume (tonnes) entre 2005 et 2009



Source : SRPM Saint-Louis

La quantité de produits halieutiques transformés a connu une baisse annuelle relative de 37% en 2009. Cette baisse est de 33% en valeur. Parmi les outputs obtenus seule la variété « Yet » a enregistré une hausse en valeur en 2009. Toutes les autres variétés ont accusé de fortes baisses. Les plus importantes baisses concernent le « Guédj » et le « Tambadiang » qui ont enregistré des replis de 75%, chacune.

Tableau 72 : Evolution de la Transformation de 2005 à 2009 (Poids en tonne ; Valeur en millions)

Désignations	2005		2006		2007		2008		2009		var 09/08 (%)	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Guédj	23	80	346	160	376	169	1262	676	317	219	-75%	-68%
Kéthiakh	3 316	458	2 882	522	3268	280	4021	886	3436	960	-15%	8%
Tambadiang	308	49	897	139	887	168	1088	237	273	68	-75%	-71%
Salé Séché	726	248	560	178	333	127	486	170	281	98	-42%	-42%
Aileron	4	104	14	274	3	138	2	79	2	25	-21%	-69%
Yet	-	-	4	2	3	1	5	3	6	3	26%	5%
Total	4 377	939	4 703	1 275	4 869	882	6 864	2051	4 316	1373	-37%	-33%

Source : SRPM Saint-Louis

VII.1.3 Consommation mensuelle de carburant

La consommation en carburant des armateurs s'est établie à 8,034 millions de litres en 2009, soit une hausse de 16,32% par rapport à 2007. Les consommations les plus fortes ont été enregistrées durant les mois de septembre (0,904 millions) et de juin (0,871 millions de litres). Le coût global du carburant en 2009 est de 3,417 milliards de francs CFA, soit près de 54% de la valeur totale des débarquements.

Tableau 73 : Evolution de la consommation de carburant 2003 à 2009 (Unité : consommation en 1000 litres)

Désignations	2003	2004	2005	2006	2007	2009
Janvier	384	414		387	271	469
Février	394	405	600	425	839	672
Mars	537	589	364	469	923	664
Avril	285	421	395	533	1009	664
Mai	294	461	478	470	591	644
Juin	667	566	442	582	1009	871
Juillet	291	302	447	316	405	639
Août	199	142	424	642	405	737
Septembre	179	353	375	409	409	904
Octobre	148	467	406	202	182	627
Novembre	305	487	345	388	432	636
Décembre	493	413	425	358	432	506
Total	4 174	5 020	5 008	5181	6907	8034
Variations annuelles		20,30%	-0,20%	3,50%	33,30%	16,32%

Source : SRPM Saint-Louis

VII.2. Pêche continentale

La région de Saint-Louis est arrosée par le Fleuve Sénégal tout le long de sa frontière nord.

VII.3. Aquaculture

Dans le cadre de sa politique, l'Etat du Sénégal a mis en place une Agence pour la Promotion de l'Aquaculture (APA). A cet effet, deux fermes aquacoles ont été installées dans la région de Saint-Louis, plus précisément à Richard-Toll et à Fanaye.

Conclusion

La pêche est un secteur d'importance stratégique de l'économie nationale de manière générale et de l'économie de la région de Saint-Louis en particulier. Le secteur est fortement dominé par la pêche maritime. La modernisation des outils de conservation, de transformation et de commercialisation de cette activité devrait permettre une meilleure valorisation des ressources halieutiques, conformément aux objectifs que s'est fixé l'Etat dans ses différents documents de politique économique. Par ailleurs la

PÊCHE

contrainte de la raréfaction de la ressource halieutique a poussé l'Etat à orienter sa politique du secteur vers une promotion de l'aquaculture. La mise en œuvre de cette politique s'effectue jusqu'à présent timidement dans la région de Saint-Louis malgré ses potentialités. L'accélération de la création de fermes aquacoles devrait permettre un accroissement sensible de la production de poissons dans les années à venir.

XI. TOURISME

Introduction

Le Sénégal s'est doté en 2006 d'un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de deuxième génération. Ce document couvre la période 2006 – 2010 et est structuré en quatre axes dont la création de richesse constitue le premier axe. La stratégie de la croissance accélérée (SCA) a été élaborée pour soutenir l'axe création de richesse avec comme objectif principal un taux de croissance économique de 7% à 8% par année. La SCA est elle-même structurée en cinq grappes identifiées comme un ensemble de secteur à fort potentiel de croissance. Le groupe « Tourisme, industries culturelles, artisanat d'art » fait partie des cinq grappes. Les investissements publics qui étaient prévus pour cette grappe pour la période 2007 – 2010 étaient estimés à 386,550 milliards de francs CFA. La région de Saint-Louis, qui fait partie de l'une des principales zones touristiques du Sénégal occupe une importante place dans la mise en œuvre de la grappe. Ainsi, dans le cadre de cette grappe il était question d'une part de la requalification de Saint-Louis à travers la réalisation de dix (10) actions et d'autre part l'extension de la piste de l'aéroport (1500m ; à porter à 4000m) et la modernisation des équipements de navigation aérienne. La réalisation de ces différentes actions devrait permettre d'atteindre les objectifs suivants en 2012 :

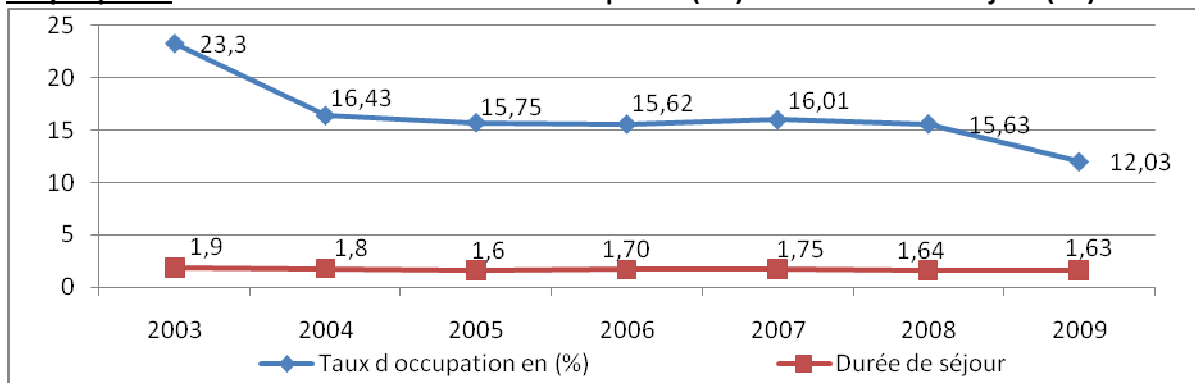
- ❖ faire passer le nombre d'arrivées de 44.431 en 2005 à 133.000 en 2012 ;
- ❖ augmenter la durée moyenne de séjour de 1,6 jour à 4,7 jours entre 2005 et 2012 ;
- ❖ accroître le nombre de nuitées lits de 71.000 en 2005 à 627.000 en 2012 ;

Dans ce chapitre, il s'agira de faire la situation du secteur touristique dans la région de Saint-Louis en se référant aux objectifs fixés par le gouvernement. Ainsi l'analyse des indicateurs sera faite et l'évolution du secteur au courant de l'année 2009 sera abordée.

X.1.Evolution annuelle des indicateurs du tourisme

Le taux d'occupation et la durée de séjour constituent deux indicateurs de mesure et de suivi des performances du secteur touristique. Le dynamisme du secteur devrait se traduire par une progression de ces deux indicateurs. En effet, la rentabilité des investissements dans l'hôtellerie est corrélée avec des taux de remplissage appréciable tout au long de l'année. La tendance générale de ces indicateurs dans la région au cours de ces six (6) dernières années montre une évolution à la baisse. En effet, le taux d'occupation a baissé de près de la moitié en six ans passant ainsi de 23,3 en 2003 à 12,03 en 2009. Entre 2008 et 2009, le taux d'occupation a accusé une baisse de 3,6 points, soit la plus forte baisse au cours des cinq dernières années. La durée moyenne de séjour suit une tendance similaire. Elle est passée de 1,9 en 2003 à 1,63 en 2009, soit une baisse de 0,27 point. Entre 2008 et 2009, on enregistre une stagnation de l'indicateur. A ce rythme, il sera difficile d'atteindre l'objectif de l'Etat qui était fixé à 4,7 en 2012.

Graphique 10 : Evolution annuelle du taux d'occupation (TO) et de la durée de séjour (DS) à Saint-Louis



Source : Statistiques du tourisme de 2006/SRTSL

X.2. Caractéristique des structures d'hébergements

La région de Saint-Louis compte 57 structures d'hébergements répertoriées par le service régional du tourisme. Elles sont composées de 30 auberges, de 21 hôtels et de 6 campements. Les structures hôtelières comptabilisent 874 lits tandis que les auberges comptent 54 lits. Les statistiques font apparaître que tous les hôtels disposent de restaurant et sont climatisés. Cependant on note que 12 hôtels sur les 21 que compte la région disposent de salles de conférence. Les auberges de la région sont faiblement équipées. En effet, seules 50% sont ventilées et aucune n'est climatisée et 13 sur un total de 30 ont un restaurant. Les six campements de la région ont une capacité globale de 144 lits et ils disposent tous de restaurants et de jardins.

Tableau 74 : Situation des structures d'hébergement de la Région de Saint-Louis

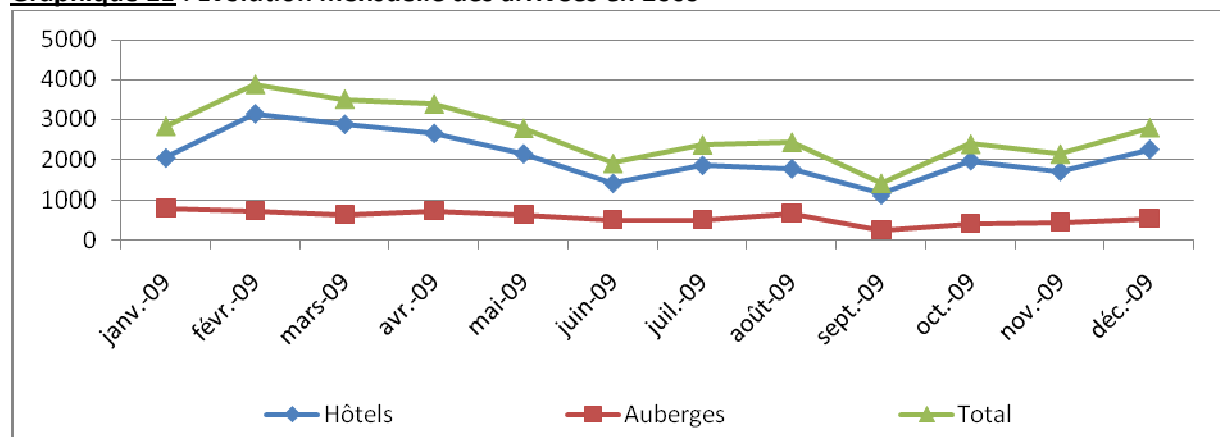
	Auberge		Hôtel		Campement
Effectif	30		21		6
Nombre de lits	54		874		144
restaurant	13	43%	21	100%	6
jardin	2	7%	10	48%	6
piscine	0	0%	8	38%	1
climatisée	5	17%	21	100%	2
ventilée	15	50%	0	0%	4
conférence	2	7%	12	57%	2
wifi	0	0%	0	0%	1
excursions	1	3%	1	5%	5
plage	5	17%	6	29%	5
vélo	0				

Source : Service Régional du Tourisme de Saint-Louis

X.3. Situation du tourisme en 2009

L'analyse de l'évolution de la courbe ci après montre une baisse du nombre d'arrivées entre les mois de février et juin et une évolution en dents de scie entre les mois d'août et décembre. La plus forte affluence est enregistrée au mois de février qui correspond à une période de vacances scolaires en France. Le creux est atteint au mois de septembre qui est caractérisé par une forte chaleur.

Graphique 11 : Evolution mensuelle des arrivées en 2009



Source : Service Régional du Tourisme de Saint-Louis

Les nombres de nuitées et de chambres vendues ont atteint leur maximum au mois de mars avec respectivement 6.152 et 4.964. Les performances les plus faibles sont enregistrées au mois de septembre avec 2.575 nuitées et 1.842 chambres vendues. De façon plus générale, les quatre premiers mois de l'année sont marqués par un dynamisme de l'activité touristique comparés au reste de l'année.

Tableau 75 : Evolution mensuelle des arrivées, nuitées et du nombre de chambre vendu en 2009

Désignation	Arrivée												Total
	janv-09	févr-09	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09	
Hôtels	2027	3131	2869	2641	2136	1397	1846	1760	1144	1960	1698	2244	24853
Auberges	805	748	638	748	645	504	522	671	257	425	439	553	6955
Total	2832	3879	3507	3389	2781	1901	2368	2431	1401	2385	2137	2797	31808
	Nuitée												Total
	janv-09	févr-09	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09	
Hôtels	3641	4093	5293	4947	3579	2412	3061	3124	2238	3334	2826	3733	42281
Auberges	963	1075	859	1059	901	684	769	937	337	707	659	828	9778
Total	4604	5168	6152	6006	4480	3096	3830	4061	2575	4041	3485	4561	52059
	Nombre de chambre vendu												Total
	janv-09	févr-09	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09	
Hôtels	2728	2999	4374	3806	2968	2075	2506	2332	1594	2741	2328	2913	33364
Auberges	780	840	590	875	676	539	624	642	248	550	611	402	7377
Total	3508	3839	4964	4681	3644	2614	3130	2974	1842	3291	2939	3315	40741

Source : Service Régional du Tourisme de Saint-Louis

L'évolution des indicateurs du tourisme au cours des cinq dernières années montre une baisse d'intensité de l'activité touristique. En effet, il apparaît sur le tableau qui suit que le maximum du nombre d'arrivées et du nombre de nuitées sur la période 2005 – 2009 a été atteint en 2005. La plus importante baisse annuelle est enregistrée entre 2008 et 2009, soit -23%.

Tableau 76 : Evolution des arrivées et des nuitées entre 2005 et 2009

	Années	Saint-Louis	National	%
Arrivées	2005	44431	467611	10%
	2006	42215	477955	9%
	2007	42261		
	2008	41313		
	2009	31808		
	2009/2008(%)		-23%	
Nuitées	2005	72635	1594488	5%
	2006	70756	1603749	4%
	2007	73801		
	2008	67867		
	2009	52059		
	2009/2008(%)		-23%	

Source : Service Régional du Tourisme de Saint-Louis

Conclusion

Au vu des résultats analysés tout au long du chapitre, il apparaît une baisse de régime du secteur touristique. Ainsi, les objectifs ambitieux fixés pour le secteur dans la région à l'horizon 2012 sont fortement compromis vu le niveau actuel des indicateurs. Il est nécessaire d'exécuter les actions programmées pour l'atteinte des objectifs fixés. Il convient ainsi, de procéder à l'extension de la piste de Saint-Louis (faire passer de 1.500 m à 4000m), de moderniser les équipements de l'aéroport, d'exécuter les programmes de développement touristique de la zone Nord et le programme de développement du tourisme communautaire dans la région de Saint-Louis. Les études de ces deux programmes ont déjà été finalisées. En plus de la mise en œuvre de ces actions, l'exécution rigoureuse d'un programme de promotion touristique de la zone élaboré de manière participative par les acteurs du secteur est nécessaire.

XII. POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Introduction

Le développement des télécommunications et l'importance de la poste sont une réalité dans une société moderne caractérisée par le rôle de plus en plus important des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les modes de vie.

La poste joue un rôle important dans la région de Saint-Louis qui compte beaucoup d'émigrés. Elle assure les transferts de courriers et de mandats et de l'ouverture de livrets d'épargne pour les petits épargnants. S'agissant des télécommunications, le développement de ces services s'est accéléré depuis quelques années. Le Sénégal compte trois opérateurs qui assurent une large couverture du réseau téléphonique mobile sur le territoire national. Enfin, les populations sont de plus en plus informées sur l'actualité aussi bien nationale qu'internationale grâce à la présence de radios privées et communautaires d'une part et à l'accroissement de la couverture du territoire national par les télévisions publique et privées et le réseau internet d'autre part.

XV.1. Poste

XV.1.1. Situation des mandats en 2009

Les transferts financiers nets en faveur de la région se sont établis en 2009 à 9,918 milliards de Fcfa, soit une hausse annuelle de 29,6%. Ainsi, après une baisse relative de 28,31% en 2008 expliquée par la crise économique et financière, le montant des transferts financiers s'est accru en 2009. Toutefois, le montant des transferts financiers nets de 2009 reste inférieur à celui de 2007 qui s'élevait à 10,673 milliards de Fcfa.

Le montant des mandats à destination de la région s'est établi à 15,655 milliards de Fcfa en 2009 contre 12,534 milliards de Fcfa en 2008, soit une hausse annuelle de 24,9%. Cet accroissement est à mettre en relation avec la hausse annuelle de 54,4% du montant des mandats en provenance du reste du monde. Le montant des mandats en provenance du Sénégal s'est légèrement accru de 0,3% en 2009 comparée à l'année 2008.

Le montant des mandats en provenance de la région s'est établi à 5,737 milliards de Fcfa en 2009, contre 4,882 milliards en 2008, soit une progression annuelle de 17,5%. Il ressort du tableau qui suit que 91,2% du montant de ces mandats est à destination du Sénégal et 8,75% au Reste du monde.

Tableau 77 : Evolution des mandats selon la destination ou la provenance (en millions de francs)

Désignations		2007	2008	2009	acc. 09/08
Provenance (A)	Sénégal	11 732	6 833	6 854	0,3%
		67,7%	54,5%	43,8%	
	Reste du monde	5 604	5 701	8 800	54,4%
		32,3%	45,5%	56,2%	
Total	17 336	12 534	15 655	24,9%	
	100,0%	100,0%	100,0%		
Destination (B)	Sénégal	6 377	4 492	5 235	16,5%
		95,7%	92,0%	91,2%	
	Reste du monde	286	390	502	28,7%
		4,30%	7,99%	8,75%	
Total	6 663	4 882	5 737	17,5%	
	100,0%	100,0%	100,0%		
A - B		10 673	7 652	9 918	29,6%

Source : Délégation Régionale de la Poste de Saint-Louis

XV.1.2. Trafics financiers

Le nombre de comptes ouverts est passé de 1.547 en 2008 à 1.299 en 2009, soit une baisse annuelle de 16%. Ainsi, la baisse du nombre de comptes ouverts passe de 2,5% en 2008 à 16% en 2009, soit une régression de 13,5 points sur un an.

S’agissant du nombre de comptes, il s’est arrêté à 26.349 en fin 2009, contre 26.112 en 2008. Le nombre de compte progresse ainsi de 0,9% entre 2008 et 2009. Cette hausse était de 5,9% entre 2007 et 2008, soit une baisse de 5 points du taux d’accroissement du nombre de comptes.

Les versements au titre de l’épargne en 2009 se sont fixés à 4,6 milliards FCFA, ainsi ils enregistrent un accroissement annuel de 5,28% alors que les remboursements sont évalués 4,3 milliards FCFA, soit une baisse annuelle de 0,48%.

Tableau 78 : Evolution du trafic Financier relatif au CNE entre 2008 et 2009

Trafic financier CNE	année	Nombre	Montant
Comptes existants	début 2008	24 670	4 829
	début 2009	25 138	5 022
	variation	1,9%	4,00%
Comptes ouverts	2008	1 547	326
	2009	1 299	
	variation	-16,0%	
Comptes clôturés	2008	105	71,5
	2009	88	
	variation	-16,2%	
Comptes existants	fin 2008	26 112	5 085
	fin 2009	26 349	
	variation	0,9%	
Versements CNE	2008	31 208	4 397
	2009	23 793	4 629
	variation	-23,8%	5,28%
Remboursements CNE	2008	32 112	4 338
	2009	27 655	4 317
	variation	-13,9%	-0,48%

Source : Délégation Régionale de la Poste de Saint-Louis

XV.2. Télécommunications

XV.2.1. Couverture réseau

La zone urbaine de la région est couverte par les réseaux téléphoniques fixes et mobiles.

S’agissant du milieu rural, 24% des villages de la région sont couverts par le réseau téléphonique fixe. Ce taux est de 88% pour le réseau téléphonique mobile.

Le tableau qui suit montre que la zone rurale du département de Dagana est légèrement mieux couverte en réseau de téléphonie fixe que celles des départements de Podor et de Saint-Louis. Concernant le réseau de téléphonie mobile, avec un taux de couverture de 79%, le département de Podor est le moins couvert derrière les départements de Dagana (95%) et de Saint-Louis (93%).

Tableau 79 : Pourcentage de villages officiels couverts par les réseaux téléphoniques selon le département en 2009

Département	Dagana	Podor	Saint-Louis	Région
Réseau téléphonique fixe	25%	24%	23%	24%
Réseau téléphonique mobile	95%	79%	93%	88%

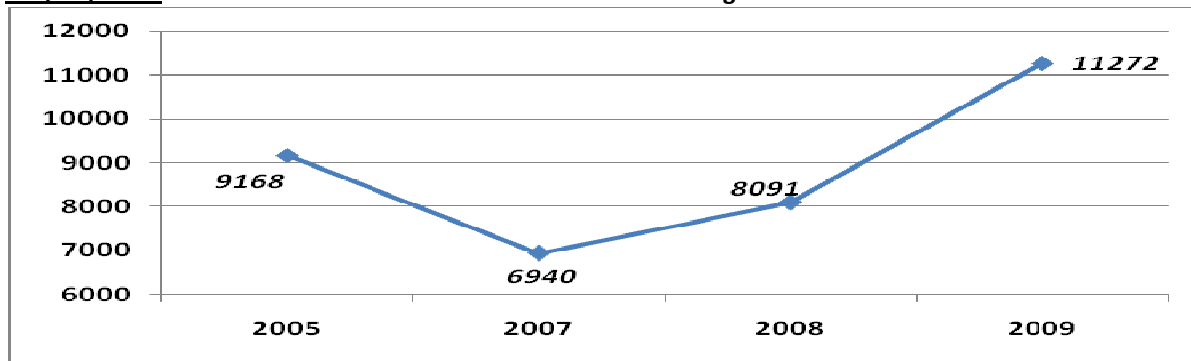
Source : SRSD Saint-Louis

X.2.2. Situation des abonnés au fixe

Le nombre d’abonnés au fixe dans la région s’est établi à 11.272 en 2009 contre 8.091 en 2008, soit une hausse annuelle de 39%. Ainsi, après une baisse du nombre d’abonné au fixe de 24% entre 2005 et 2006,

le graphique ci-dessous montre des hausses sur les deux dernières années. Ces hausses s’expliquent par l’introduction de cartes prépayées dans la téléphonie fixe.

Graphique 12 : Evolution du nombre d’abonnés au fixe dans la région de Saint-Louis entre 2006 et 2009



Source : SRSD Saint-Louis

Conclusion

L’amélioration de l’accès aux nouvelles technologies de l’information et de la communication a des externalités positives sur le développement des autres secteurs socio économiques. C’est pour cette raison qu’il est important d’accroître les taux d’accès aux services traditionnels et d’étendre aussi l’accès aux nouveaux services tels que internet, surtout en milieu rural.

XIII. EAUX ET FORÊTS

Introduction

La préservation des ressources naturelles constitue un paramètre qui prend de plus en plus son importance dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets et programmes de développement socio économique. La région de Saint-Louis, dont les principales activités économiques sont en relation avec ses ressources hydriques et forestières, la région de Saint-Louis fait partie des régions qui sont les plus concernées par la conservation de ces ressources. Par ailleurs, depuis quelques années la région est confrontée au problème de plantes aquatiques envahissantes. Dans le cadre de la lutte contre ces plantes, le fond africain de développement a financé en 2009 un projet de gestion des adventices aquatiques envahissants d'un montant de 2,4 milliards. On note également le démarrage de l'enlèvement mécanique du typha au mois de juillet 2009, à Diama pour une durée de 17 mois et portant sur une superficie de 60ha. En plus de ces activités spécifiques, la campagne de reboisement a été aussi déroulée ainsi que la lutte contre les feux de brousse par les services des eaux et forêts.

XII.1. Domaine forestière

Les statistiques du service des eaux et forêts montrent la forte prédominance des réserves sylvo pastorales dans le domaine forestier de la région. En effet, sur les 671.127 ha concernés, 429.600 ha sont des réserves sylvo pastorales, soit 64%. Le département de Podor concentre 89% de ces réserves, suivi du département de Dagana avec 10% et le département de Saint-Louis 1%. La région compte également trois zones d'intérêts cynégétiques situées dans le département de Dagana et couvrant une superficie de 107.000 ha.

Entre 2008 et 2009, sur l'ensemble des massifs considérés, seule la superficie des forêts classées s'est accrue. L'accroissement de 41,6% en 2009 de la superficie des forêts classées de la région s'est traduit par un accroissement annuel de 3,1% de la superficie totale des massifs.

Tableau 80 : Situation forestière par département en 2008 et 2009

Massifs	An	DEPARTEMENTS						Région		
		Dagana		Saint Louis		Podor		Nb	Super-(ha)	Acc. An
		Nb	Super-(ha)	Nb	Super-(ha)	Nb	Super-(ha)			
Forêts Classées	2008	12	12 089	5	7 036	23	29 756	40	48 881	
	2009	12	35 979	2	3 502	23	29 756	37	69 237	41,6%
Parcs Nationaux	2008	1	16 000	1	2 000	-	-	2	18 000	
	2009	1	16 000	1	2 000	-	-	2	18 000	0,0%
Réserves de Faune	2008	2	46 553	1	720	-	-	3	47 273	
	2009	2	46 550	1	720			3	47 270	0,0%
Réserves -Sylvo Pastorales	2008	2	41 600	1	5 600	3	382 400	6	429 600	
	2009	2	41 600	1	5 600	3	382 400	6	429 600	0,0%
Zones d'Intérêts Cynégétiques	2008	3	107 000	-	-	-	-	3	107 000	
	2009	3	107 000					3	107 000	0,0%
Parc Forestier	2008	1	20	-	-	-	-	1	20	
	2009	1	20	-	-	-	-	1	20	0,0%
TOTAUX	2008	21	223 262	8	15 356	26	412 156	55	650 774	
	2009	21	247 149	5	11 822	26	412 156	52	671 127	3,1%

Source : IREF Saint-Louis

XII.2. Feux de brousse

La lutte contre les feux de brousse à travers des actions préventives et répressives est fondamentale pour arrêter la déforestation et l'avancée du désert surtout dans cette région frontalière avec la République Islamique de Mauritanie. Malgré, des actions entreprises dans ce sens, chaque année sont enregistrés des cas de feux de brousse dans la région. Le tableau ci-après montre que la plupart des cas

de feux de brousse notés dans la région ces dernières années se sont produits dans le département de Podor. On note également d'importantes fluctuations sur les superficies ravagées par les feux de brousse d'une année à l'autre. Ainsi, de 350 ha en 2005/2006, les superficies détruites par les feux de brousse sont passées à 23.728 ha en 2007/2008 avant de retomber à 526 ha en 2008/2009.

Tableau 81 : Evolution des feux de brousse de 1999 à 2009

Campagne	Dagana		Podor		Saint-Louis		Région	
	Nbre	Sup. (Ha)	Nbre	Sup. (Ha)	Nbre	Sup. (Ha)	Nbre	Sup. (Ha)
1999/2000	2	400	2	53	0	0	4	453
2000/2001	4	1 281	10	9 260	0	0	14	10541
2001/2002	14	5 906	9	3 962	0	0	23	9868
2002/2003	0	0	0	0	0	0	0	0
2003/2004	1	4 000	4	350	0	0	5	4350
2004/2005	1	100	2	220	0	30	3	350
2005/2006	4	4 200	29	10 650	0	27	33	14877
2006/2007	4	4 271	5	12 350	4	80	13	16701
2007/2008	6	601	8	22 310	12	817	26	23728
2008/2009	3	265	2	40	4	221	9	526
var	-3	-336	-6	-22270	-8	-596	-17	-23202

Source : IREF Saint-Louis

XII.3. Activités de reboisement

Production de plants

La production de plants constitue une étape importante dans les activités de reboisement. Après une baisse annuelle de 53,1% en 2008, la production de plants a enregistré une contraction de 13,07% en 2009 par rapport à 2008. En effet, la production régionale de plants est passée de 1.087.573 en 2008 à 945.404 en 2009.

Par ailleurs, la structure de la production montre que 51% des plants produits dans la région sont concentrés dans le département de Podor et 38% dans le département de Dagana. La part du département de Saint-Louis dans cette production est de 12% du total régional.

L'analyse selon les structures productrices de plants montre que 69% des plants sont produits par les régies et 29% par les structures villageoises. Il apparaît aussi, les faibles parts des privés et des organisations non gouvernementales (0,017%) et les structures scolaires (0,5%).

Tableau 82 : Evolution de la Production de plants entre les campagnes de 2007/2008 et 2008/2009 selon la structure et le type de pépinière

Structure	Année	Départements			Total
		Podor	Saint -Louis	Dagana	
Régie	2007/2008	231930	352792	21418	606140
	2008/2009	270877	349967	27563	648407
	taux ac.(%)	17%	-1%	29%	6,51%
Villageoises	2007/2008	242000	5000	136844	383844
	2008/2009	203000	0	68625	271625
	taux ac.(%)	-16%	-100%	-50%	-41,31%
Individuel.	2007/2008	0	0	87872	87872
	2008/2009	5800	1200	13270	20270
	taux ac.(%)			-85%	-76,93%
Scolaires	2007/2008	0	0	3120	3120
	2008/2009	0	3440	1500	4940
	taux ac.(%)			-52%	58,33%
Privées/ONG	2007/2008	0	6597	0	6597
	2008/2009	0	162	0	162
	taux ac.(%)		-98%		-97,54%
Total	2007/2008	473930	364389	249254	1087573
	2008/2009	479677	354769	110958	945404
	taux ac.(%)	1%	-3%	-55%	-13,07%

Source : IREF Saint-Louis

✚ Massives (ha)

Avec une baisse annuelle de 50,94ha en 2009 par rapport à 2008, la superficie globale plantée dans les villages a enregistré la plus forte baisse. Les plantations dans les vergers, les plantations communautaires, individuelles et scolaires ont également connu des baisses respectives de 43,1Ha, 30,25ha, 21,35ha et 18ha en 2009 comparativement à l'année 2008. En 2009, seules les plantations dans les forêts régionales ont enregistré une hausse annuelle de 17,5ha.

Tableau 83 : Evolution des plantations (ha) selon le type « Massives » entre 2008 et 2009

	Année		var en val. Abs.
	2008	2009	
Forêts régionales	62,5	80	17,5
Grande muraille verte	0	0	0
Villageoises	97,44	46,5	-50,94
Vergers	49,028	5,95	-43,078
Individuelles	27,25	5,9	-21,35
Communautaire	34,25	4	-30,25
Scolaire	42	24	-18

Source : IREF Saint-Louis

✚ Mise en défens/ Régénération Naturelle Assistée (MED/RNA)

La tendance globale entre 2008 et 2009 des mises en défens et de la RNA est à la baisse. Les plantations massives accusent la plus forte baisse avec 1206 ha de moins en 2009 par rapport à l'année 2008. Le reboisement champêtre et la bouture de salane accuse chacun 50ha de baisse en 2008. Les plantations pour la rénovation de mangrove n'ont pas été enregistrées en 2009. La plus faible baisse de la surface de plantation concerne la régénération naturelle assistée avec une diminution de 16 ha en 2009 par rapport à 2008.

Seules les surfaces des plantations pour la mise en défens ont connu une hausse en 2009 avec un accroissement de 3.627 ha par rapport à la précédente année.

Tableau 84 : Evolution des plantations (ha) selon le type «MED/RNA » entre 2008 et 2009

	Année		var en val. Abs.
	2008	2009	
Mise en défens	487,2	4114	3627
RNA	234	218	-16
Plantation massive	1300	94,35	-1206
Reboisement champêtre	130	80	-50
Bouture de salane	50	0	-50
rénovation mangrove	30	0	-30

Source : IREF Saint-Louis

XII.4. Activités de chasse

La chasse organisée

Le nombre de touristes chasseurs de la région est passé de 279 en 2007/2008 à 267 en 2008/2009, soit une baisse annuelle de 4,3%.

La zone « Djeuss Sud » a reçu le plus grand nombre de touristes chasseurs durant la campagne 2008/2009. Avec 33 touristes chasseurs supplémentaires en 2008/2009 par rapport à la précédente campagne, cette année a enregistré le plus grand croît du nombre de touristes.

La zone « trois marigots sud » avec l'amodiataire René Bancal a enregistré la plus importante baisse du nombre de touristes chasseurs qui sont passés de 76 à 25 entre les campagnes 2007/2008 et 2008/2009.

Tableau 85 : Nombre de Touristes chasseurs par Amodiataire en 2007/2008 et 2008/2009

Zones	Amodiataires	2007/2008	2008/2009
3 Marigots Sud	Réné Bancal	76	25
(Djeuss Sud)	Christiane Simard	30	63
Caïman	HBK Investissement	29	31
Djeuss Nord	Mounir Bourgi	31	29
Lac de Gueirs Ouest	Alain Daniel	22	20
Nder Yamane	Alain Belassé	3	6
Ross Béthio	Mamadou Gueye		12
Ronkh	Daouda KA	8	9
Guédé village	Réné Bancal	9	9
Lac de guiers Est	Alain Daniel	10	15
Exced Djeuss Nord et Sud	Alioune SOW	9	25
Thiagar			5
Mbane	Yves Laurent		2
Thillé Boubacar	GIE/ Galanka	52	16
TOTAL		279	267

Source : IREF Saint-Louis

Conclusion

L'observation des séries statistiques sur les trois dernières années montre des baisses aussi bien au niveau de la production de plants qu'au niveau des plantations. Dans une région caractérisée par une vaste zone désertique il est important d'accroître les efforts pour maintenir un rythme de croissance régulière dans la production de plants et dans les plantations tout en minimisant les déforestations et les feux de brousse.

XIV. EAU, ÉNERGIE ET ASSAINISSEMENT

Introduction

L'accès à l'eau potable, à l'énergie et à l'assainissement constituent des enjeux de développement importants pour l'Etat et ses partenaires. S'agissant de l'accès à l'eau potable, une partie des centres urbains est alimentée par le réseau de la SDE tandis que le PEPAM intervient surtout en zone rurale pour relever sensiblement l'accès à l'eau potable. L'hydraulique a fait partie des trois secteurs retenus lors de la première conférence régionale d'harmonisation. Il est ressorti de cette conférence un investissement prévisionnel de 3,38 milliards de francs CFA en 2010 consacré à l'accès à l'eau potable dans la région. Concernant l'accès à l'énergie, l'année 2009 a été marquée par le démarrage des activités de la concession d'électrification rurale de la région. Ce projet d'un coût de 10 milliards dont l'exécution sera assurée par l'office national d'électricité du Maroc permettra d'électrifier à terme 300 villages dont 157 par raccordement au réseau Moyenne Tension et 143 par systèmes solaires photovoltaïques. Sur le plan de l'assainissement on note la présence de l'Office National de d'Assainissement du Sénégal (ONAS) dans les grandes villes.

XVI.1. Hydraulique urbaine et rurale

Le taux d'accès à l'eau potable dans la région en 2009 est de 56%. Ce taux est de 53% en zone rurale et 89% en zone urbaine. Il ressort du tableau ci après que le département de Dagana a les plus faibles taux d'accès à l'eau Potable de la Région. En effet, le taux d'accès à l'eau potable en zone rurale dans le département de Dagana s'est établi à 39%. Dans les zones rurales des départements de Podor et de Saint-Louis ce taux est de 55% et 69%, respectivement. Les populations des communes du département de Dagana ont accès à l'eau potable à 80% et ce taux est de 92% pour les populations urbaines du département de Podor. Dans le département de Saint-Louis, le taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain est de 100%.

Tableau 86 : Accès à l'eau potable en 2009

Départements	Désignation	Zone rurale	Zone urbaine	Ensemble
Saint-Louis	Unités de potabilisation, forages et puits forages	3		
	Nombre de localités ayant accès	96	2	98
	Taux d'accès	69%	100%	71%
Dagana	Unités de potabilisation, forages et puits forages	30		
	Nombre de localités ayant accès	71	4	75
	Taux d'accès	39%	80%	41%
Podor	Unités de potabilisation, forages et puits forages	82		
	Nombre de localités ayant accès	126	11	137
	Taux d'accès	55%	92%	59%
Région	Unités de potabilisation, forages et puits forages	115		
	Nombre de localités ayant accès	293	17	310
	Taux d'accès	53%	89%	56%

Source : Conférence d'harmonisation

XVI.1.1. Hydraulique urbaine

En 2009, la région compte 32.482 abonnés à la SDE, soit 3% de plus que la précédente année. Avec un taux de croissance annuelle de 7%, la commune de Mpal connaît comme en 2008, la plus forte progression du nombre d'abonnés. Les communes de Dagana, de Rosso et de Ndioum suivent avec 5% de hausse du nombre d'abonnés de la SDE entre 2008 et 2009. La commune de Podor a enregistré une légère baisse du nombre d'abonnés en 2009 comparée à l'année 2008.

Le taux d'accroissement annuel du nombre d'abonnés de la SDE est passé de 4,5% en 2006 à 2,9% en 2009. Depuis 2006, ce taux enregistre des baisses d'année en année.

Tableau 87 : Evolution du nombre d'abonnés de la SDE entre 2005 et 2009

Désignations	2005	2006	2007	2008	2009	Variation
						%
Saint-Louis Escale	18 630	19 401	19890	20325	20865	3%
Richard-Toll	3 521	3 657	3917	4130	4205	2%
Dagana	1 460	1 541	1656	1802	1884	5%
Podor	1 259	1 286	1324	1371	1365	0%
Ndioum	734	766	805	876	916	5%
Rosso Sénégal	660	676	769	805	845	5%
Mpal	1 628	1 812	2074	2250	2402	7%
Total	27 892	29 139	30 435	31 559	32 482	3%
Taux accr. (%)		4,5%	4,4%	3,7%	2,9%	

Source : SDE

La consommation des clients de la SDE dans la région de Saint-Louis est passée de 5.672 milles mètres cubes en 2008 à 5.703 milles mètres cubes en 2009, soit une progression annuelle de 0,55%. Les croissances les plus fortes sont enregistrées dans les communes de Dagana (14,22%) ; Richart-Toll (7,43%) et Mpal (6,38%). En 2009, seule la commune de Saint-Louis a connu une baisse de sa consommation avec une contraction de 2,08%.

Tableau 88 : Evolution de la consommation 2005 –2009 (unité 1000m3)

Désignations	2005	2006	2007	2008	2009	Variation
						%°
Saint-Louis Escale	3 449	3 523	3690	4036	3952	-2,08%
Richard-Toll	446	488	519	538	578	7,43%
Dagana	190	206	215	225	257	14,22%
Podor	168	170	174	185	192	3,78%
Ndioum	140	152	154	156	161	3,21%
Rosso Sénégal	92	95	99	109	113	3,67%
Mpal	348	380	417	423	450	6,38%
Total	4 833	5 014	5 268	5 672	5 703	0,55%
		3,7%	5,1%	7,7%	0,5%	

Source : SDE

La facturation en eau s'est établit en 2009 à 3,27 milliards de Fcfa contre 2,95 milliards en 2008, soit une hausse annuelle de 11%. La facturation au niveau de la commune de Dagana a enregistré une hausse annuelle de 45%, soit la plus forte augmentation de toutes les communes couvertes par la SDE dans la région. Les facturations dans les communes de Podor, Richard –Toll, Saint-Louis et Mpal ont connu des progressions respectives de 17%, 13%, 10% et 6%. Seule la commune de Rosso n'a pas enregistré en 2009 une variation sensible de la facturation des usagers de la Sénégalaise Des Eaux.

Selon le type de consommateur, le tableau ci-dessous laisse apparaître une hausse de 38% de la facturation de l'administration et 12% pour les gros consommateurs tandis que la facturation des ménages enregistre une baisse annuelle de 6%.

Avec une part égale à 47,2% dans la facturation globale de la région, l'administration apparaît comme le premier client de la SDE. Les ménages viennent en seconde position avec 46,6% et les gros consommateurs ont payé 7,1% de la facturation totale de la SDE dans la région de Saint-Louis durant l'année 2009.

Tableau 89 : Facturation par type de consommateur en 2008 et 2009 (Millions Fcfa)

Désignations	Ménage			Administration			Gros consommateurs			Total		
	2008	2009	var. %	2008	2009	var. %	2008	2009	var. %	2008	2009	var. %
Saint-Louis Escale	1194	1060	-11%	951	1313	38%	167	185	11%	2312	2538	10%
Richard-Toll	142	155	9%	33	43	30%	19	29	53%	194	219	13%
Dagana	51	56	10%	31	67	116%	6	5	-17%	88	128	45%
Podor	39	45	15%	63	74	17%	1	1	0%	103	120	17%
Ndioum	38	42	11%	31	34	10%	10	8	-20%	79	84	6%
Rosso Sénégal	30	30	0%	4	4	0%	3	3	0%	37	37	0%
Mpal	133	137	3%	7	11	57%	0	0		140	148	6%
Total	1627	1525	-6%	1120	1546	38%	206	231	12%	2953	3274	11%

Source : SDE

XVI.2. Energie

✚ Situation énergétique de la région

Le développement des activités économiques est tributaire de la disponibilité en quantité et en qualité à l'énergie ainsi que de son accessibilité. Le tableau ci après montre que le réseau de la SENELEC couvrait en 2006 35,7% des ménages de la région de Saint-Louis contre 33,0% en 2002, soit une progression de 2,7 points en quatre ans. Il apparaît aussi une grande disparité entre le milieu rural et le milieu urbain. En effet ; les résultats des enquêtes ont montré que 79,3% des ménages urbains utilisent l'électricité de la SENELEC pour leur éclairage alors que ce taux n'est que de 9,2% en milieu rural.

La lampe à pétrole artisanale constitue le second moyen d'éclairage après l'électricité de la SENELEC avec 13,0% des ménages. La lampe tempête vient en troisième position avec 2,6% de ménages utilisateurs.

En milieu rural le premier mode d'éclairage constitue la lampe tempête avec 58,8% des ménages. Le bois vient en seconde position des modes d'éclairages des ménages ruraux avec une proportion de 23,4% puis vient l'électricité de la SENELEC qui couvre 9,2% des ménages du monde rural.

Tableau 90 : Mode d'éclairage des ménages en 2002 et 2006

Mode d'éclairage	Année	Urbain	Rural	Total
Electricité (SENELEC)	2002	72,1%	9,3%	33,0%
	2006	79,3%	9,2%	35,7%
Groupe Electrogène	2002	0,5%	0,3%	0,4%
	2006	0,2%	0,7%	0,5%
Solaire	2002	0,2%	0,8%	0,6%
	2006	0,0%	0,6%	0,4%
Lampe à Gaz	2002	0,3%	0,2%	0,3%
	2006	0,4%	0,5%	0,5%
Lampe Tempête	2002	16,6%	54,0%	39,9%
	2006	2,6%	58,8%	37,6%
Lampe à Pétrole Artisanale	2002	7,0%	16,3%	12,8%
	2006	13,0%	2,1%	6,2%
Bougie	2002	2,7%	1,3%	1,8%
	2006	4,1%	1,7%	2,6%
Bois	2002	0,4%	17,2%	10,9%
	2006	0,0%	23,4%	14,6%
Autre	2002	0,2%	0,6%	0,4%
	2006	0,4%	2,9%	1,9%

Source : RGPB 2002 / ESPS 2006

✚ Situation des abonnés de la SENELEC

La SENELEC compte en 2009, 50.007 abonnés dans la région de Saint-Louis dont 49.853 ménages et 154 gros consommateurs. La répartition des abonnés dans la région montre une forte concentration dans le département de Saint-Louis. En effet, 61,5% des abonnés se trouvent dans ce département et les départements de Dagana et de Podor se partagent les 38,5%.

Sur les deux dernières années, le taux d'accroissement moyen annuel s'est accru de 8,0%.

Tableau 91 : Evolution du nombre d'abonné de la SENELEC

Secteurs	2006		2007		2009		taux ac. An
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
Saint Louis et Escale	24524	62	26798	62	30776	61,5	7,4%
Richard-Toll	14792	38	16317	38	19231	38,5	8,9%
<i>Richard-Toll</i>	6390	16	6916	16			
<i>Dagana</i>	3024	8	3304	8			
<i>Podor</i>	2116	6	2330	5			
<i>Ndioum</i>	3262	8	3767	9			
Total Région	39316	100	43115	100	50007	100	8,0%

Source : SENELEC

XVI.3. Assainissement

Avec la recrudescence des inondations dans les grandes villes ces dernières années, la problématique de l'assainissement se pose avec acuité. La région de Saint-Louis et en particulier la ville de Saint-Louis fait partie des zones à risques de ces inondations. L'Office National d'Assainissement du Sénégal dispose d'une antenne régionale à Saint-Louis et participe à la gestion des problèmes d'assainissement surtout dans les grandes villes.

Au niveau de la commune de Saint-Louis, l'ONAS compte 5.883 branchements à l'égout en 2009, soit une progression de 6,5% par rapport à 2008.

Le nombre de ménages branchés à l'égout est passé de 5.461 en 2008 à 5.811 en 2009, soit un accroissement de 6,4% en valeur relative et 350 ménages en valeur absolue. Cependant comparé à 2008, le nombre de ménages supplémentaires branchés à l'égout a enregistré une baisse annuelle de près de 51%.

Tableau 92 : Evolution des branchements à l'égout dans la commune de Saint-Louis de 2004 à 2009

Désignation	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Acc. (%)
Ménages	3681	3781	4149	4747	5461	5811	6,4%
Services Publics	28	30	32	33	33	36	9,1%
Maison de culte	11	12	12	12	13	18	38,5%
Entreprises	12	14	14	18	18	18	0,0%
Ensemble	3732	3837	4207	4810	5525	5883	6,5%
Taux acc. An (%)		3%	10%	14%	15%	6%	

Source : Agence Régionale ONAS

S'agissant du nombre de branchements à l'égout des quartiers de la commune ; ils sont passés de 1.756 en 2008 à 2.114 en 2009, soit 358 branchements supplémentaires en 2009 correspondant à un taux d'accroissement annuel de 20,4%.

Le nombre de branchements supplémentaires est passé de 633 en 2008 à 358 en 2009, soit une baisse de 43%. C'est la première baisse enregistrée sur les cinq dernières années.

Le quartier Sor Nord (Diawling – Corniche) a enregistré la plus forte croissance de branchements à l'égout avec un taux de 34,6% tandis que le quartier Sud avec 5,0% de taux de croissance annuel a le plus faible taux de croissance. Le quartier de Darou n'est toujours pas connecté au réseau de branchement à l'égout.

Tableau 93 : Evolution des branchements à l'égout par quartier de 2004 à 2009

Désignations	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Taux acc. (%)
Ndar-Toute	9	12	35	41	67	81	20,9%
Nord	21	31	47	59	74	92	24,3%
Sud	14	21	23	30	40	42	5,0%
Sor Nord (Diawling-Corniche)	10	22	60	88	127	171	34,6%
Balacoss	23	39	74	94	134	158	17,9%
Diamaguène	11	42	115	441	739	836	13,1%
Léona HLM	16	33	101	303	496	649	30,8%
Eaux claires diaminar	2	10	22				
Darou	0	0	0	0	0		
Ndiolofène cité Niakh	5	6	65	67	79	85	7,6%
Autres quartiers							
Ensemble	111	216	542	1123	1756	2114	20,4%
Nbre branchements supp.		105	326	581	633	358	

Source : Agence Régionale ONAS

La longueur du réseau eaux usées de la commune est passée de 50km en 2008 à 54km en 2009, soit un accroissement annuel de 8,0%. La longueur du réseau eaux pluviales s'est stagnée à 12,7km depuis 2007.

Tableau 94 : Evolution de la longueur du réseau de 2006 à 2009 (unité en mètre)

Désignations	2006	2007	2008	2009
Longueur réseau eaux usées	4000	4270	50000	54 000
Longueur réseau eaux pluviales	6226	12700	12700	12 700

Source : Agence Régionale ONAS

Conclusion

L'accès à l'eau, à l'énergie et à l'assainissement est essentiel pour le bien être des populations. Il importe de noter dans les centres urbains les taux d'accès à ces services sont appréciables mais la qualité de ces services reste à améliorer. Par contre en milieu rural, les taux d'accès à l'eau potable, à l'énergie et à l'assainissement sont encore faibles. Ainsi, la mise en œuvre des programmes mis en place par l'Etat devrait être accélérer afin d'agir de manière rapide et significative sur ces taux d'accès.

XV. COMMERCE

Introduction

L'enquête de suivi de la pauvreté réalisée en 2005/2006 a montré que le secteur du commerce emploie 20,7% de la population active de la région de Saint-Louis. Ce chiffre atteste l'importance du secteur dans l'économie régionale. Malgré cette importance le secteur est caractérisé par la prédominance de l'informel. Bien que le document sur la situation économique et sociale de la région de Saint-Louis ait longtemps existé, cette édition marque pour la première fois l'intégration d'un chapitre sur le secteur du commerce. Il sera question dans ce chapitre d'analyser les statistiques sur les activités commerciales et le comportement des prix de certains produits de consommation.

XVII.1. Environnement du secteur commercial

XVII.1.1. Situation des activités commerciales

L'enquête de suivi de la pauvreté avait montré que 27,7% de la population active du département de Saint-Louis évoluait dans le secteur du commerce. Ce taux est de 17,5% dans le département de Dagana et 17,4% dans le département de Podor. Le tableau qui suit montre que 62% des points de ventes dénombrés se trouve dans le département de Saint-Louis ; 22% dans le département de Podor et 17% dans le département de Dagana. Ces indicateurs révèlent une concentration des activités commerciales dans le département de Saint-Louis comparativement au reste de la région. Ainsi, 73% des boulangeries ; 62% des boutiques de détails et des pharmacies recensées dans la région se trouvent dans le département de Saint-Louis. S'agissant de la répartition des stations services il apparaît un certain équilibre dans la répartition entre les trois départements de la région. En effet, sur les 26 stations de services que compte la région, le département de Saint-Louis en compte 10 et les départements de Dagana et de Podor en compte 8 chacun.

Tableau 95 : Situation des secteurs d'activités commerciales

Secteurs d'activités	Saint - Louis		Dagana		Podor		Total
Boutiques de détail	1150	62%	300	16%	403	22%	1853
Grossistes et Demi-grossistes	17	40%	12	28%	14	33%	43
Boulangeries	36	73%	9	18%	4	8%	49
Pharmacies	23	62%	8	22%	6	16%	37
Stations services	10	38%	8	31%	8	31%	26
Total	1236	62%	337	17%	435	22%	2008

Source : Service Régional du Commerce

Hormis les points de ventes qui figurent dans le précédent tableau, les marchés permanents et hebdomadaires constituent d'importants lieux d'échanges commerciaux. Les services du commerce de la région ont dénombré 10 marchés permanents et 25 marchés hebdomadaires dans la région. La répartition des marchés permanents est relativement équilibrée entre les trois départements de la région. S'agissant des marchés hebdomadaires, 17 sur les 25 que compte la région se trouvent dans le département de Podor.

Tableau 96 : Situation des marchés

Type de marché	Saint Louis	Dagana	Podor	Total
Marché permanent	03	04	03	10
Marché hebdomadaire	02	06	17	25

Source : Service Régional du Commerce

XVII.1.2. Activités des services du commerce

Afin de protéger les consommateurs contre les produits impropres à la consommation et contre la pratique de prix illicites ainsi que d'autres formes d'infraction, les services du commerce effectuent des

visites de surveillance et de contrôle auprès des commerçants. En 2009, 601 infractions ont été commises dans la région dont 257 dans le département de Saint-Louis, 191 dans le département de Dagana et 153 dans le département de Podor. Les infractions aux règles de facturation ont représenté 38% du nombre total d'infractions commises en 2009. Elles constituent ainsi les infractions les plus courantes. Le nombre de cas de pratique de prix illicite s'est établi à 177, soit 29% du nombre total d'infractions constatées. L'infraction à la règle de métrologie est la moins courante avec 4% des cas.

Tableau 97 : Infractions constatées par type lors des visites de surveillance et de contrôle en 2009

Nature de l'infraction	Saint - Louis	Dagana	Podor	Région	%
Pratique de prix illicite (PPI)	87	54	36	177	29%
Infractions aux règles de facturations (IRF)	68	85	76	229	38%
Tromperie sur la Qualité (TQ)	30	20	28	78	13%
Défaut d'inscription au registre de commerce (DIRC)	59	20	11	90	15%
Infraction à la règle de la métrologie (IRM)	13	12	2	27	4%
Total	257	191	153	601	100%

Source : Service Régional du Commerce

Tableau 98 : résultats des visites de surveillance en 2009

DEPARTEMENT	NOMBRE DE PV	MONTANTS
Dagana	191	2 313 000 F
Podor	153	1 985 000 F
Saint Louis	257	6 234 000 F
TOTAL	601	10 532 660 F

Source : Service Régional du Commerce

XVII.2. Situation des prix des produits à la consommation

Les services du commissariat à la sécurité alimentaire suivent les prix des produits céréaliers tout au long de l'année et les services régionaux de la statistique et de la démographie suivent quotidiennement les prix des biens et services retenus dans le cadre de l'indice national des prix à la consommation.

XVII.2.1. Prix des céréales

Au vu du tableau ci-dessous, seul le riz importé a enregistré une hausse de prix en 2009 comparativement à l'année 2008. Le prix moyen annuel du riz s'est établi à 404 Fcfa en 2009 contre 341 Fcfa en 2008, soit une hausse annuelle de 19%. Les autres céréales ont enregistré des baisses de prix en 2009. Ainsi, les prix moyens annuels du mil, du sorgho et du maïs ont connu des baisses respectives de 4%, 1% et 1% en 2009. Avec une baisse annuelle de prix de 37% en 2009, le niébé a enregistré la plus forte contraction de prix.

Tableau 99 : Evolution des prix des céréales entre 2006 et 2009

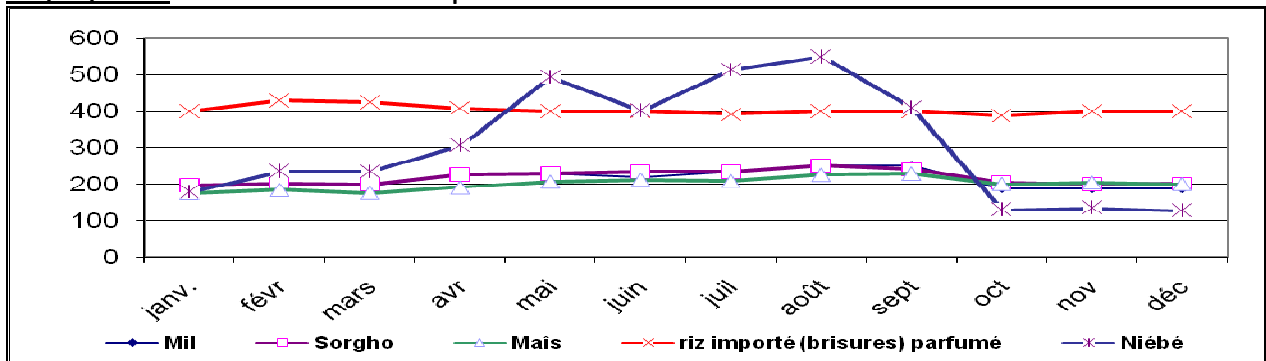
	Moy.08	janv.	févr.	mars	av.	mai	juin	juil.	août	sept	oct.	nov.	déc.	Moy 09	var 09/08
Mil	223	196	203	198	226	229	218	233	250	250	189	188	188	214	-4%
Sorgho	219	196	200	198	226	227	232	232	250	240	203	198	200	217	-1%
Maïs	203	175	185	176	191	206	212	208	225	228	200	204	200	201	-1%
riz importé (brisures) parfumé	341	400	430	425	409	400	400	392	400	400	388	400	400	404	19%
Niébé	491	179	235	234	306	494	402	514	550	410	130	135	127	310	-37%

Source : CSA

L'analyse de l'évolution mensuelle des prix des céréales en 2009, montre une très grande volatilité du prix du niébé comparé aux autres spéculations. Le graphique ci-dessous montre aussi une hausse des prix des céréales locales surtout pendant l'hivernage qui correspond à une contraction de l'offre. L'après

hivernage est caractérisé par de baisses sensibles des prix de ces produits. En effet, cette période correspond à la récolte synonyme d'importantes hausses de l'offre des céréales locales. Le riz importé a affiché une plus grande stabilité de prix tout au long de l'année 2009.

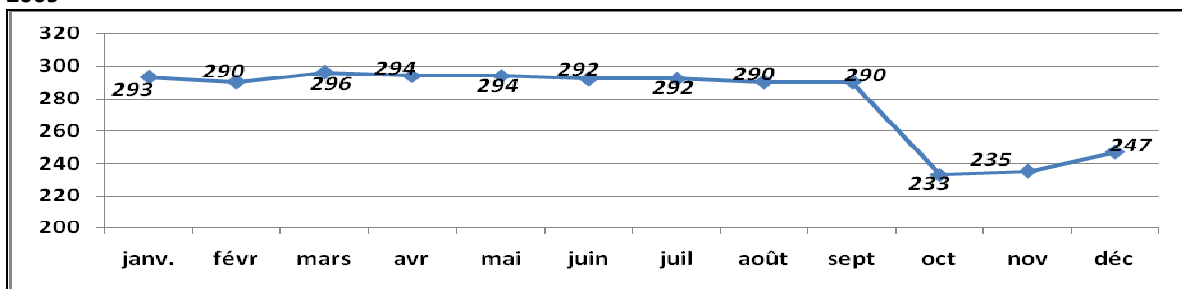
Graphique 13 : Evolution mensuelle des prix des céréales en 2009



Source : CSA

La région de Saint-Louis fournit une importante contribution à la production nationale de riz. Les prix à la production font partie des déterminants essentiels de l'accroissement de la quantité de riz produite. En 2009, les prix à la production du riz local décortiqué ont fluctué entre 233 fcfa le kilo et 296 fcfa. Le maximum a été atteint au mois de mars et le minimum au mois d'octobre. La plus importante variation du prix à la production du riz a été enregistrée entre le mois de septembre et le mois d'octobre.

Graphique 14 : Evolution mensuel du prix à la production du riz local décortiqué dans la région de Saint-Louis en 2009



Source : CSA

XVII.2.2. Prix des produits halieutiques

Tableau 100 : Evolution des prix des variétés de poissons entre 2008 et 2009

Nom produit	Qté	Unité	Moy 06	Moy 07	Moy 08	janv.-09	févr.-09	mars-09	avr.-09	mai-09	juin-09	juil.-09	août-09	sept.-09	oct.-09	nov.-09	déc.-09	Moy 09	var 09/08
Capitaine	1	kg	1244	992	1048	1312	1142	1326	1062	1230	1017	1255	1254	1218	1274			1209	15%
Capitaine séché salé (Guedj beurr)	1	kg			2492	2911	3396	3673	2929	1667	2374	2565	1893	1875	1958	2933	2903	2590	4%
Carpe	1	kg	649	740	905	758	1159	1296	980	924	883	1110	1268	1083	1034	2565	963	1169	29%
Dorade rose (diarègne)	1	kg			1291	1426	1419	1450	1333	1052	1052	1470	1498	1406	1344	1103	1218	1314	2%
Pageot ("youfour")	1	kg			943	988	1010	1154	1135	997	792	1074	1058	876	824	848	834	966	2%
Rouget	1	kg	855	651	815	1108	518	947	1104	822	835	815	852	736	1060	935	962	891	9%
Sardinelles fraîches	1	kg	252	211	188	173	221	108	123	89,6	69,4	177	187	223	240	187	200	166	-11%
Sardinelles fumées (Kethiath)	1	kg	585	692	350	386	377	380	332	310	255	322	397	189,9	407,6	309	303,9	331	-6%

Source : SRSD_SL

A l'exception des sardinelles fraîche et fumée, toutes les autres variétés de poissons ont enregistré des hausses de leur prix en 2009. L'observation du tableau qui précède montre des baisses de prix de la sardinelle fraîche au cours des trois dernières années. Cette baisse explique ainsi, la baisse des revenus des pêcheurs en 2009, comparée à l'année 2008, alors que le volume des captures a enregistré une hausse.

S'agissant des autres variétés de poissons observées, le prix moyen annuel de la « carpe » a enregistré la plus forte progression, soit 29%. Le prix du kilogramme de capitaine est passé de 1.048 Fcfa en 2008 à 1.209 Fcfa en 2009, soit un accroissement annuel de 5%. Les variétés « dorade » et « pageot » ont enregistré des hausse de prix de 2% chacune en 2009, comparativement à l'année 2008.

XVII.2.3. Prix des légumes

Les prix des légumes ont connus des évolutions diverses dans la capitale régionale en 2009. Les prix des produits tels que le navet, le chou vert et le manioc entier se sont accrus respectivement de 24%, 13% et 9%. Par contre, les prix du gombo frais (-18%), de la tomate ronde (-10%), de l'oignon local (-5%), de la carotte (-3%) et de la pomme de terre (-1%) se sont inscrits à la baisse en 2009. L'oignon importé n'a pas enregistré de variation sensible de prix en 2009 par rapport à l'année 2008.

Tableau 101 : Evolutions annuelle et mensuelle des prix des légumes

Nom produit	Qté	Unité	Moy 06	Moy 07	Moy 08	janv.-09	févr.-09	mars-09	avr.-09	mai-09	juin-09	juil.-09	août-09	sept.-09	oct.-09	nov.-09	déc.-09	Moy 09	var 09/08
Carottes	1	kg	435	576	496	264	244	221	241	294	567	697	681	598	668	794	532	483	-3%
Chou vert	1	kg	718	474	408	475	263	301	212	241	284	364	582	475	740	871	733	462	13%
Gombo frais	1	kg	857	700	651	514	554	524	563	518	719	438	557	410	405	488	686	531	-18%
Manioc entier	1	kg	482	395	277	268	377	289	235	306	244	301	305	340	365	290	297	302	9%
Navets	1	kg	374	393	287	284	344	307	299	256	305	405	372	436	404	510	338	355	24%
Oignon local	1	kg		0	289	377	291	208	143	171	267	405	309		292			274	-5%
Oignons ronds	1	kg	298	283	346	351	353	328	329	411	396	366	336	329	288	313	332	344	0%
Pomme de terre	1	kg	362	391	393	379	370	386	388	407	375	373	333	339	365	579	395	391	-1%
Tomates rondes	1	kg	362	364	359	227	194	202	151	219	243	280	223	393	802	640	297	323	-10%

Source : SRSD_SL

Conclusion

Le commerce est une activité économique importante pour la région de Saint-Louis, vu la part de la population active qui évolue dans le secteur. Le secteur reste cependant confronté a certaines contraintes qui affectent son développement. On note ainsi, la prédominance de l'informel, les spéculations des commerçants qui rendent volatiles certains prix de biens et services, les importations frauduleuses qui limitent la compétitivité des produits locaux. S'agissant de la région de Saint-Louis en particulier, l'amélioration des prix à la production de certains produits agricoles tels que le riz, la tomate et l'oignon pourrait contribuer de manière significative à la hausse des revenus de la population. Dans le secteur de la pêche, les baisses successives de prix de la sardinelle au cours des dernières années constituent un problème qui mérite d'être posé car cette variété est la plus importante dans le volume des captures.

XVI. DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Introduction

Suite au dernier découpage administratif effectué en 2008 qui s'est traduit par la création de nouvelles collectivités locales (communautés rurales et communes) dans la région de Saint-Louis et les élections locales intervenues en mars 2009, de nouveaux conseils municipaux, ruraux et un conseil régional ont été installés. L'année 2009 a été marquée aussi par le lancement du processus qui a conduit à l'organisation de la première conférence régionale d'harmonisation les 7 et 8 janvier 2010. Les résultats de cette conférence ont permis d'une part de disposer de la situation de référence de chaque collectivité locale de la région et d'autre part de leur plan d'action de 2010. Les situations de référence des collectivités locales vont être exploitées dans ce chapitre.

XVIII.1. Situation démographique des collectivités locales

Les données démographiques de chaque collectivité locale de la région pour l'année 2010 figurent en annexe.

Dans cette partie nous avons procédé à une classification des collectivités en quatre catégories suivant leur poids démographique.

Dans le premier groupe qui comprend 19 collectivités locales les effectifs des populations sont compris entre 2.793 et 16.726 qui correspondent au nombre d'habitants estimés de la commune de Wallaldé et de la communauté rurale de Mery, respectivement. Au vu du tableau qui suit, plus de la majorité de ces collectivités locales se trouvent dans le département de Podor.

Le second groupe comprend 15 collectivités locales. Avec une population estimée à 19.226 habitants, la communauté rurale de Fass Ngom est la moins peuplée. La communauté rurale de Dodel dont la population est estimée à 42.574 habitants en 2010 est la collectivité locale la plus peuplée du groupe.

Le troisième groupe est composé de la commune de Richard Toll et de la communauté rurale de Guédé village avec des nombre d'habitants de 54.605 et 54.798, respectivement.

La commune de Saint-Louis est la plus grande collectivité locale de base de la région avec une population estimée à 201.315 habitants en 2010.

Tableau 102 : Situation démographique des collectivités locales de la Région en 2009

GROUPE	Moy.	Min.	Max.	Ecartype
Groupe 1: COMMUNE AERE LAO; COMMUNE BODE LAO; COMMUNE DEMETTE; COMMUNE GAE; COMMUNE GALOYA TOUCOULEUR; COMMUNE GOLLERE; COMMUNE GUEDE CHANTIER; COMMUNE MBOUMBA; COMMUNE MPAL; COMMUNE NDIUOM; COMMUNE NIANDANE; COMMUNE PETE; COMMUNE PODOR; COMMUNE ROSS-BETHIO; COMMUNE ROSSO; COMMUNE WALALDE ; CR NGNITH; CR MERY ; CR NDIEBENE GANDIOLE	8 337	2 793	16 726	4 548
Groupe 2: COMMUNE DAGANA; CR BOKE DIALLOUBE; CR BOKHOL; CR DIAMA; CR DODEL ; CR DOUMGA LAO; CR FANAYE; CR FASS NGOM ; CR GAMADJI SARE; CR GANDON; CR MADINA DIATHBE; CR MBANE; CR MBOLO BIRANE; CR NDIAYENE PEINDAO; CR RONKH	28 794	19 226	42 574	7 124
Groupe 3: COMMUNE RICHARD TOLL ; CR GUEDE VILLAGE	54 702	54 605	54 798	136
Groupe 4: COMMUNE SAINT LOUIS	201 315	201 315	201 315	
Région	24 352	2 793	201 315	33 087

Sources : SRSD_Saint-Louis

XVIII.2. Accès aux Infrastructures sociales

Dans cette partie les statistiques sont tirées des résultats de la conférence régionale d'harmonisation qui a pris en compte trois secteurs sociaux de base que sont la santé, l'éducation et l'accès à l'eau potable. Les collectivités locales les plus en retard en termes d'accès et par secteur ont été spécifiées dans cette partie.

✚ Santé

Les taux d'accès à la santé les plus bas sont notés auprès des CL suivantes :

- 1- La communauté rurale de Gamadji Saré (20%),
- 2- La communauté rurale de Doumga Lao (26%),
- 3- La communauté rurale de Médina Ndiatbé (27%),
- 4- La communauté rurale de Boké Dialloubé (38%),
- 5- La communauté rurale de Bokhol (41%),
- 6- La communauté rurale de Gnith (41%),
- 7- La communauté rurale de Ronkh (47%).

✚ Education

Bien que les taux d'accès à l'élémentaire soient globalement satisfaisants au niveau régional, les collectivités locales listées ci dessous accusent toutefois des retards :

- 1- Communauté rurale de Médina Ndiatbé (59%),
- 2- Communauté rurale de Doumga Lao (70%),
- 3- Communauté rurale de Gnith (71%),
- 4- Communauté rurale de Boké Dialloubé (74%),

✚ Eau et assainissement

Les taux d'accès à l'eau potable les plus bas sont notés auprès des CL suivantes :

- 1- Commune de Niandane (0%),
- 2- Commune de Ross Béthio (0%),
- 3- Communauté rurale de Bokhol (18%),
- 4- Communauté rurale de Doumga Lao (22%),
- 5- Communauté rurale de Mbane (29%),
- 6- Communauté rurale de Gnith (35%),
- 7- Communauté rurale de Guédé Village (44%),
- 8- Communauté rurale de Médina Ndiatbé (45%).

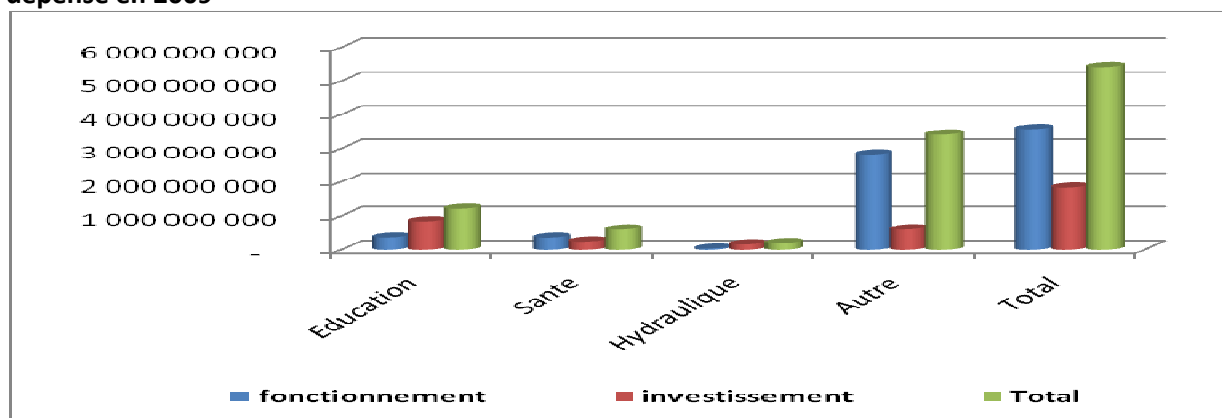
XVIII.3. Budgets de 2009 des collectivités locales

Dans cette partie seules les collectivités locales des départements de Saint-Louis et de Dagana ainsi que la région sont considérées. En effet, la perception de Podor n'a pas transmis les données sur les collectivités locales du département malgré les efforts déployés par le service régional de la statistique et de la démographie de Saint-Louis.

Il apparaît dans le graphique ci après que près de 2/3 des budgets des collectivités locales sont consacrés au fonctionnement et 1/3 aux investissements.

S'agissant des parts allouées aux services sociaux de base, le secteur de l'éducation est le plus doté avec 22% du total des budgets suivi du secteur de la santé avec 11%. Le secteur de l'hydraulique constitue 4% du total des budgets des collectivités locales. La part importante allouée au secteur de l'éducation est fortement tirée par les investissements effectués par le conseil régional qui a consacré près de 500 millions de Fcfa d'investissement à ce secteur en 2009.

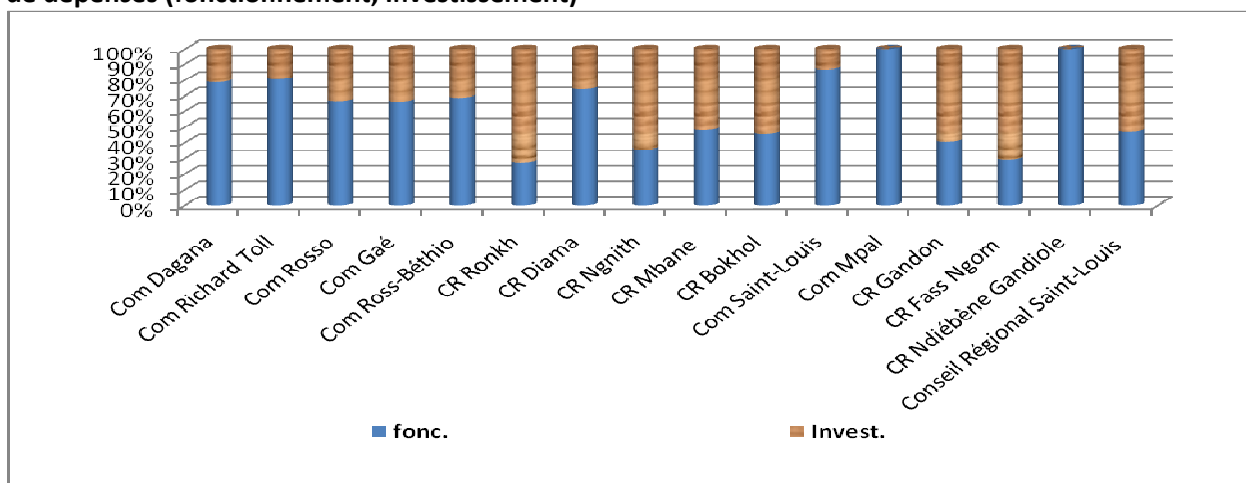
Graphique 15 : Répartition des budgets des collectivités locales selon le secteur et la nature de la dépense en 2009



Source : TPR Saint-Louis/Perception de Dagana

Le graphique ci-dessous montre une prédominance des dépenses de fonctionnement par rapport aux dépenses d'investissements dans plusieurs collectivités locales de la région de Saint-Louis. Cette tendance est plus caractéristique des communes. Ainsi, les budgets de fonctionnement des communes de Mpal, Saint-Louis, Richard Toll et Dagana ont représenté en 2009, 100%, 87%, 81% et 79% du total de leur budget, respectivement.

Graphique 16 : répartition des budgets des collectivités locales par collectivité locale et selon le type de dépenses (fonctionnement, investissement)



Source : TPR Saint-Louis/Perception de Dagana

Conclusion

Les collectivités locales constituent le premier niveau politique de prise en charge des besoins des populations. A cet effet, elles jouent un rôle primordial dans la réalisation des objectifs fixés par l'Etat du Sénégal. Afin d'atteindre ces objectifs, elles sont appuyées par l'Etat, ses partenaires et les partenaires de la coopération décentralisée à travers différentes formes telles que les projets et programmes et les appuis budgétaires. Au vu des données exposées ci-dessus, il apparaît que la part des budgets locaux consacrée aux investissements reste encore faible.

XVII. FINANCES PUBLIQUES

Introduction

Les services du trésor public jouent un rôle central dans le fonctionnement de l'administration publique, parapublique et des collectivités locales. A l'échelle de la région, la trésorerie paierie régionale (TPR) couvre les trois départements de Saint-Louis et la région de Matam. La région compte en plus de la TPR, deux perceptions dans les départements de Dagana et de Podor. Les recouvrements de recettes au profit de l'Etat et des collectivités locales sont assurés par la TPR en rapport avec d'autres services de l'administration publique. Dans ce chapitre, les données concernant le recouvrement des recettes sur les trois dernières années seront traitées et analysées.

XVIII.1. Recouvrement des recettes

Le recouvrement c'est l'encaissement effectif des taxes ou impôts et les émissions sont des montants dus en taxes ou en impôts par des personnes physiques ou morales.

On distingue deux types de recettes recouvrées dans cette partie :

- ❖ Les impôts directs ;
- ❖ Les recettes recouvrées par les régies de recettes.

XVIII.1.1. Recouvrement des impôts directs

✚ Impôt sur le revenu

L'impôt sur le revenu est l'impôt payé par les ménages sur les revenus de l'année précédente.

Le montant total des émissions s'est établi en 2009, à près de 587 millions de Fcfa, soit une hausse de 200% par rapport à l'année 2008. Cette hausse est consécutive à celle notée dans le poste comptable de la TPR dont les émissions sont passées de près de 127 millions en 2008 à 532 millions en 2009.

Le montant recouvré au titre de l'impôt sur le revenu s'est établi à 47 millions de Fcfa, soit une baisse annuelle de 43% et un taux de recouvrement de 8% en 2009. Le tableau qui suit montre des baisses des montants recouvrés entre 2008 et 2009 dans tous les postes comptables de la région. Cette baisse est en partie expliquée par la réception tardive des services du trésor des rôles qui sont nécessaires au déclenchement de la procédure de recouvrement.

Il apparaît en outre une irrégularité des taux de recouvrement au cours des trois dernières années considérées.

Tableau 103 : Recouvrement de l'impôt sur le revenu par poste comptable en 2009

	année	Poste Comptable			Totaux	var (08/07)
		TPR Saint-Louis	Dagana	Podor		
Emissions	2007	249 935 121	38 686 001	10 407 358	299 028 480	
	2008	126 835 449	13 658 596	55 147 290	195 641 335	-35%
	2009	531 924 750	39 820 335	15 187 825	586 932 910	200%
Recouvrements	2007	41 051 876	12 627 447	819 356	54 498 679	
	2008	66 032 299	10 242 006	6 194 651	82 468 956	51%
	2009	37 681 791	5 904 814	3 754 080	47 340 685	-43%
Taux (%)	2007	16%	33%	8%	18%	
	2008	52%	75%	11%	42%	
	2009	7%	15%	25%	8%	

Source : TPR Saint-Louis

✚ Contribution Globale Unique (CGU)

La contribution globale unique (CGU) est un impôt synthétique représentatif des impôts et taxes ci après :

- ❖ impôt sur le revenu assis sur les bénéficiaires industriels et commerciaux ;
- ❖ impôt du minimum fiscal ;
- ❖ contribution des patentes ;
- ❖ taxe sur la valeur ajoutée ;
- ❖ contribution forfaitaire à la charge des employeurs ;
- ❖ licences des débits de boissons.

Le montant recouvré au titre de la contribution globale unique en 2009 est de 24,7 millions de Fcfa contre 16,46 millions en 2008, soit une hausse annuelle de 50%. L'évolution du montant recouvré au titre de la CGU au cours des trois dernières années montre une nette progression. Cependant, on enregistre une baisse entre 2008 et 2009 dans le département de Dagana.

Tableau 104 : Recouvrement de la contribution globale unique (CGU) par poste comptable en 2009

		Poste Comptable			Totaux	var (08/07)
		TPR Saint-Louis	Dagana	Podor		
Emissions	2007	4 175 000	7 235 000	1 437 500	12 847 500	
	2008	9 403 000	8 720 000	3 132 500	21 255 500	65%
	2009	5 657 500				
Recouvrements	2007	1 775 000	907 500		2 682 500	
	2008	4 200 500	11 994 965	269000	16 464 465	514%
	2009	16 393 100	6 672 660	1 637 500	24 703 260	50%
Taux (%)	2007	43%	13%	0%	21%	
	2008	45%	138%	9%	77%	
	2009	290%				

Source : TPR-Saint-Louis

✚ acomptes provisionnels

Les recettes recouvrées au titre des acomptes provisionnels ont enregistré une baisse annuelle de 79% entre 2008 et 2009. Cette baisse importante fait suite à celle observée dans le département de Dagana dont les acomptes provisionnels sont passés de 158,8 millions de Fcfa en 2008 à 6,6 millions en 2009. Il ressort du tableau qui suit que les recettes enregistrées au titre des acomptes provisionnels ont fortement baissé sur les trois dernières années.

Tableau 105 : Recouvrement des acomptes provisionnels par poste comptable en 2009

		Poste Comptable			Totaux	var an
		TPR Saint-Louis	Dagana	Podor		
Emissions	2007	91 016 333	29 473 600		120 489 933	
	2008	108 297 100	325 566 798		433 863 898	260%
	2009	31 128 500	44 544 800		75 673 300	-83%
Recouvrements	2007	15 141 806	276 618 117		291 759 923	
	2008	19 892 843	158 797 417	341700	179 031 960	-39%
	2009	31 156 161	6 629 200		37 785 361	-79%
Taux (%)	2007	17%	939%		242%	
	2008	18%	49%		41%	
	2009	100%	15%		50%	

Source : TPR-Saint-Louis

XVIII.1.2. Recettes recouvrées par les régies de recettes

Les recettes recouvrées par les régies de recettes se sont établit à 3,097 milliards de Fcfa en 2009 contre 1,981 milliards Fcfa en 2008, soit un accroissement annuel de 56%. Cet accroissement est consécutif à la hausse des recettes recouvrées par les services de la douane de 54%. Il ressort du tableau qui suit une baisse annuelle de 67% des recettes recouvrées par les services des eaux et forêts. S'agissant des autres régies de recettes le montant de leur recouvrement est passé de 147,68 millions de Fcfa en 2008 à 381,24 millions de Fcfa en 2009, soit une hausse de 158%.

L'analyse faite suivant les départements de la région montre une progression de 220% des recettes recouvrées par les régies du département de Podor. Le taux de progression est de 61% pour les régies du département de Dagana. Par contre dans le département de Saint-Louis, les recettes recouvrées par les régies se sont contractées de 10% entre 2008 et 2009.

Tableau 106 : Recettes recouvrées par les régies de recettes par poste comptable en 2009

Régies	année	Poste Comptable			Totaux	var (08/07)
		TPR Saint-Louis	Dagana	Podor		
Eaux et forêts	2007	21 388 390	4 058 375	10 459 175	35 905 940	
	2008	20 028 605	3 926 880	63 400 003	87 355 488	143%
	2009	22 585 035	6 071 655		28 656 690	-67%
Douanes	2007	35 681 352	1 328 020 476	24 276 828	1 387 978 656	
	2008	111 843 030	1 635 917 387		1 747 760 417	26%
	2009	50 669 889	2 636 720 998		2 687 390 887	54%
autres	2007	952 859 570			952 859 570	
	2008	146 276 613		1 404 500	147 681 113	-85%
	2009	175 853 925	2 313 000	203 073 764	381 240 689	158%
Total	2007	1 009 929 312	1 332 078 851	36 140 503	2 378 148 666	
	2008	278 148 248	1 639 844 267	63 400 003	1 981 392 518	-17%
	2009	249 108 849	2 645 105 653	203 073 764	3 097 288 266	56%
var (09/08)		-10%	61%	220%	56%	

Source ; TPR Saint-Louis

XVIII.2. Finances des collectivités locales

Les recettes des collectivités locales se sont établit à 5,69 milliards de Fcfa en 2009 contre 6,36 milliards en 2008, soit une contraction annuelle de 11%. La baisse des recettes est à mettre en relation avec celles intervenues dans les départements de Dagana (-13%) et de Podor (-54%). Les collectivités locales du département de Saint-Louis et la région ont enregistré un accroissement annuel de leur recette de 16% entre 2008 et 2009.

Les dépenses des collectivités locales de la région se sont contractées de 4% entre 2008 et 2009. Avec une baisse annuelle de 34%, les collectivités locales du département de Podor ont enregistré la plus forte contraction de leurs dépenses. Les dépenses des collectivités locales du département de Dagana se sont repliées de 11% entre 2008 et 2009. Seules la région et les collectivités locales du département de Saint-Louis ont enregistré une hausse annuelle de leurs dépenses de 16%, soit le même taux de progression que les recettes.

Tableau 107 : Situation des finances des collectivités locales de la région de Saint-Louis en 2009

Opérations	année	Recettes	Dépenses	Solde au 31/12/2009
Saint-Louis	2008	2 800 154 161	2 256 991 889	557 211 570
	2009	3 261 365 879	2 621 584 180	639 781 699
<i>var (09/08)</i>		16%	16%	15%
Dagana	2008	1 933 992 323	1 471 782 578	462 209 745
	2009	1 684 744 110	1 309 688 891	375 055 219
<i>var (09/08)</i>		-13%	-11%	-19%
Podor	2008	1 623 077 189	1 224 307 528	398 769 661
	2009	740 759 515	813 965 891	73 206 376
<i>var (09/08)</i>		-54%	-34%	-82%
Totaux	2008	6 357 223 673	4 953 081 995	1 418 190 976
	2009	5 686 869 504	4 745 238 962	1 088 043 294
<i>var (09/08)</i>		-11%	-4%	-23%

Source ; TPR Saint-Louis

Conclusion

Le financement d'un développement durable et auto entretenu passe par l'accroissement des ressources internes aussi bien de l'Etat que des collectivités locales. Cet accroissement dépend du degré de patriotisme des citoyens d'une part et de l'efficacité de services de recouvrement suffisamment dotés en ressources humaines, matériels et logistiques. Malheureusement ces conditions restent des défis à relever.

XVIII. HYGIENE

Introduction

L'hygiène constitue un des principaux déterminants de santé publique. C'est ainsi, la brigade régionale d'hygiène et ses démembrements veillent à l'amélioration de nos cadres de vie ainsi qu'à la protection des populations contre la consommation de produits susceptibles de porter atteinte à leur santé. A cet effet, les agents du service d'hygiène effectuent des visites auprès des ménages et des établissements recevant du public afin de s'assurer du respect des normes d'hygiène et de salubrités. Ils effectuent également des séances de sensibilisation à l'endroit des populations ainsi que des opérations techniques telles que les traitements domiciliaires, des désinsectisations ou l'imprégnation de moustiquaires. Dans ce chapitre ces principales activités du service d'hygiène seront abordées avec des analyses comparatives sur les dernières années.

XVIII.1. Ressources disponibles

XVIII.1.1. Ressources humaines

Le tableau ci après montre une baisse de l'effectif du personnel de la brigade régionale d'hygiène qui est passé de 41 à 33 entre 2008 et 2009. Cette baisse est consécutive à une diminution de quatre agents à la sous brigade de Saint-Louis et de trois agents à la sous brigade de Pété.

Par ailleurs, le rapport du service d'hygiène laisse apparaître que seuls 24 agents effectuent des activités d'hygiènes, soit un ratio de 34.785 habitants pour un agent, dépassant ainsi de plus du triple de la norme qui est fixée à un (1) agent pour 10.000 habitants.

Tableau 108 : Personnel de la BRH par catégorie entre 2007 et 2009

Catégories	Total 2007	Total 2008	IGN	TSGS	SOH	AH	AUH	Total 2009
Brigade centrale	6	4	1	1	1	2	0	5
SBH de SL	14	14		1	1	4	4	10
SBH de RT	8	7		1	0	3	3	7
SBH de Dagana	5	6		1	0	3	1	5
SBH de Podor	6	7		1	1	2	2	6
SBH de Pété	-	3						
Total	39	41	1	5	3	14	10	33

Source : BRH Saint-Louis

XVIII.1.2. Ressources logistiques et matériels

Afin de mener à bien leur mission, les agents des brigades d'hygiène ont besoins aussi bien de la logistique que du matériel technique tel que les pulvérisateurs, les poudreuses ou les kits d'analyse.

Le parc automobile de la brigade régionale montre l'existence de sept (7) véhicules dont aucun n'est en bon état.

S'agissant des moyens matériels de la BRH, le tableau ci-dessous montre l'existence de 30 pulvérisateurs moteurs en 2009 contre 20 en 2008 et de 18 pulvérisateurs manuels en 2009 contre 8 en 2008. Comme en 2008, la BRH ne compte qu'un seul kit d'analyse en 2009. la BRH dispose également d'une poudreuse.

Tableau 109 : Situation des moyens matériels de la BRH de Saint-Louis entre 2008 et 2009

Structures	année	Pulvérisateurs moteurs	Pulvérisateurs manuels	Kits d'analyse	Poudreuse
SBH de SL	2008	11	3	1	
	2009	16	7	1	1
SBH de RT	2008	3	1	0	
	2009	7	5	0	0
SBH de Dagana	2008	3	2	0	
	2009	4	3	0	0
SBH de Podor	2008	2	1	0	
	2009	3	3	0	0
SBH de Pété	2008	1	1	0	
	2009				0
Total	2008	20	8	1	
	2009	30	18	1	1

Source : BRH Saint-Louis

XVIII.2. Activités menées

XVIII.2.1. Visites des lieux

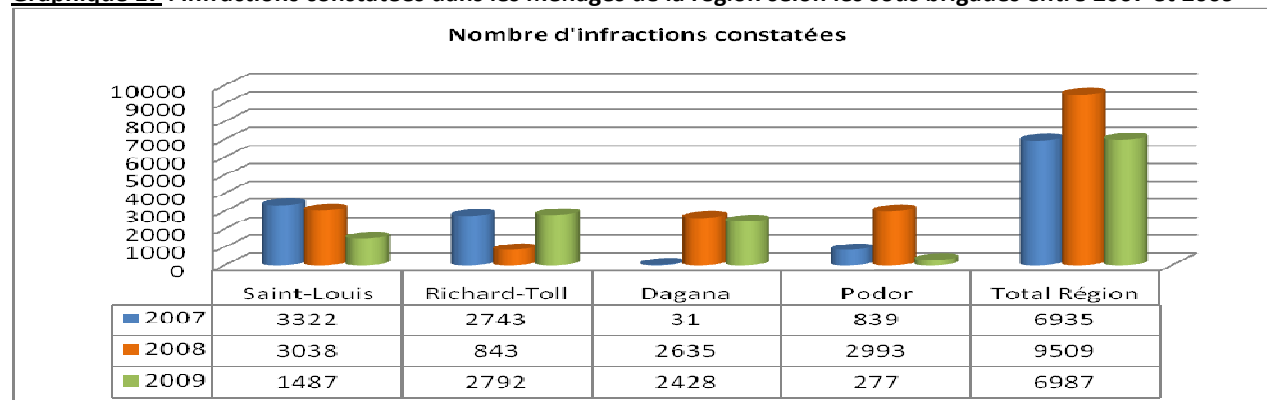
Afin de veiller au respect des normes d'hygiène, les agents de la BRH effectuent dans les trois départements de la région des visites domiciliaires et des visites auprès des établissements recevant du public (ERP).

❖ Visites domiciliaires

Le nombre de visites domiciliaires dans la région de Saint-Louis s'est établi à 11.742 en 2009 pour 6.987 infractions constatées, soit en moyenne plus d'une infraction pour 2 visites effectuées.

Le graphique ci-dessous montre que les infractions constatées se sont particulièrement concentrées dans le département de Dagana, plus précisément dans les sous brigade d'hygiène de Dagana et de Richard-Toll. En effet, près de 75% des infractions sont enregistrées dans le département de Dagana.

Il apparaît aussi que 52,7% des infractions relevées lors des visites domiciliaires ont pour cause le défaut de poubelles réglementées. Hormis ce type d'infraction, le défaut de balayage, les jets d'eaux usées et l'insalubrité des enclos sont les infractions les plus fréquentes dans la région.

Graphique 17 : Infractions constatées dans les ménages de la région selon les sous brigades entre 2007 et 2009

Source : BRH Saint-Louis

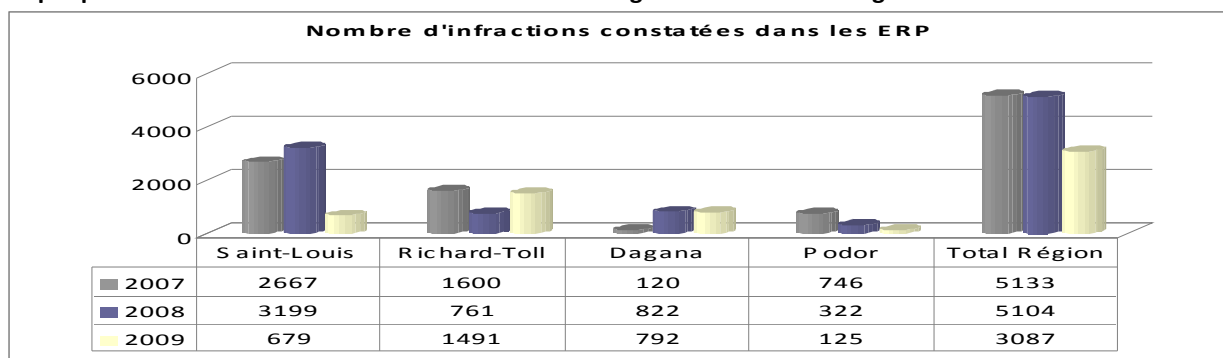
❖ Visites et Inspection des Etablissements Recevant du Public (ERP) et assimilés

Durant l'année 2009, 4.390 établissements recevant du public ont été visités par les agents de la BRH et 11.123 infractions ont été constatées au cours de ces visites. Ainsi, plus de 2 infractions par visite sont constatées en moyenne.

Les statistiques montrent que 74% des infractions constatées au niveau des ERP de la région concernent le département de Dagana dont 26% dans la sous brigade de Dagana et 48% dans la sous brigade de Richard-Toll. Le graphique montre que 679 infractions sont répertoriées dans la sous brigade d'hygiène de Saint-Louis, soit 22% du total régional. La sous brigade d'hygiène comptabilise 125 infractions relevées dans les ERP, correspond à 4% du nombre total de cas répertoriés au niveau régional.

Le défaut de poubelles réglementaires est l'infraction la plus fréquente avec 29% du nombre total d'infractions enregistrées en 2009. Les défauts de visites médicales et les défauts de balayage avec des proportions respectives de 17% et 16% arrivent en deuxième et troisième position des infractions les plus commises. (Voir annexes pour les détails).

Graphique 18 : Infractions constatés dans les ERP de la région selon les sous brigades entre 2007 et 2009



Source : BRH Saint-Louis

Ces infractions ont fait l'objet de suivi à travers notamment l'émission de convocations, d'avertissement, de sommation et d'amende à l'endroit des personnes physiques et morales coupables d'infractions. Des saisies d'une valeur globale de 623.385 Fcfa ont été aussi opérées par les services de la BRH.

XVIII.2.2. Opérations techniques

Les opérations techniques comprennent d'une part les traitements domiciliaires et d'autre part les opérations de grandes envergures.

Concernant les traitements domiciliaires, 289 demandes de désinfection ont été reçues et 286 traitées. Ainsi, 3.798 pièces ont fait l'objet de désinfection en 2009. Les statistiques montrent que 77% de ces pièces ont été traitées par la sous brigade d'hygiène de Saint-Louis. Durant l'année 2009, 418 demandes de désinsectisation ont été traitées sur un total de 447, soit un taux de 93,5%.

Des activités de désinfection, de désinsectisation, de délarvation et de saupoudrage ont été réalisées dans le cadre des opérations de grandes envergures.

Conclusion

La BRH joue un rôle essentiel dans la préservation de la santé et du bien être des populations. Ainsi, le renforcement de ses moyens humains, matériels et logistiques est nécessaire afin d'accroître son efficacité et d'étendre ses actions au bénéfice des populations. Des actions de communication et de sensibilisation envers ces dernières sur les bonnes pratiques et les normes d'hygiènes sont également nécessaires.

XIX. JUSTICE

NB: Les statistiques de la MAC de Podor ne sont pas envoyées par le régisseur et ceci malgré les multiples efforts du service régional de la statistique et de la démographie de Saint-Louis. Par conséquent seules les statistiques des MAC de Saint-Louis et de Dagana sont prises en compte pour cette présente édition de la situation économique et sociale de la région.

Introduction

La région de Saint-Louis compte trois tribunaux départementaux, un tribunal régional, un tribunal du travail et une cour d'appel.

Parmi la population carcérale, on distingue :

- ✚ **les écroués** : personnes prises en charge dans le registre de la Maison d'Arrêt et de Correction (MAC). Ce sont des condamnés ou des détenus provisoires ;
- ✚ **les détenus provisoires** : c'est une personne placée sous mandat de dépôt (prévenu) qui n'est pas encore jugée ;
- ✚ **les condamnés** : personnes qui ont fait l'objet d'une décision de justice les obligeant à purger une peine.

Le secteur de la justice souffre d'une part des mauvaises conditions de détention dues à la vétusté et à l'étroitesse des lieux de détention et d'autre part aux longues détentions provisoires.

Nous allons analyser l'évolution des effectifs de la population carcérale ainsi que leur composition selon la nature des délits commis.

XIX.1. Ecroués

Le nombre d'écroués dans le département de Dagana s'est établi à 223 en 2009, soit 24% de hausse par rapport à l'année 2008. Le tableau qui suit montre que cette population est essentiellement composée d'hommes majeurs. En effet, 99% des écroués dans le département de Dagana sont des hommes et les femmes constituent 1%. Sur les trois dernières années on enregistre une baisse de la proportion des femmes qui est passée de 3% en 2007 à 2% en 2008 avant de s'établir à 1% en 2009.

Dans le département de Saint-Louis, le nombre d'écroués a été de 866 en 2009, soit une progression de 29% par rapport à 2008. Cette hausse est à mettre en relation avec l'accroissement du nombre d'hommes majeurs écroués qui est passé de 514 en 2008 à 778 en 2009, soit une variation de 51%. Par ailleurs le nombre de mineurs écroués a enregistré une baisse de 56% entre 2008 et 2009, après une importante hausse entre 2007 et 2008. Le nombre de femmes écrouées est passé de 51 à 40 entre 2008 et 2009, soit une baisse relative de 22%.

Tableau 110 : Statistiques des écroués dans la région entre 2007 et 2009

Département		Dagana				Podor			Saint-Louis			
		2007	2008	2009	taux	2007	2008	2009	2007	2008	2009	taux
Hommes	Majeur	172	177	219		68	105		670	514	778	51%
	Mineur	2	0	1		0	0		46	108	48	-56%
	Total	174	177	220	24%	68	105		716	622	826	33%
	%	97%	98%	99%		94%	94%		94%	92%	95%	
Femmes	Majeur	5	3	3		4	7		42	49	36	-27%
	Mineur	0	0	0		0	0		3	2	4	100%
	Total	5	3	3	0%	4	7		45	51	40	-22%
	%	3%	2%	1%		6%	6%		6%	8%	5%	
Ensemble	Majeur	177	180	222		72	105		712	563	818	45%
	Mineur	2	0	1		0	7		49	110	48	-56%
	Total	179	180	223	24%	72	112		761	673	866	29%
	%	18%	19%	20%		7%	12%		75%	70%	80%	

Source : MAC de Saint-Louis/ MAC de Dagana

XIX.2. Détenus

Dans le département de Dagana le nombre total de détenu est passé de 661 en 2008 à 465 en 2009, soit une baisse de 30%. Cette baisse est consécutive à celle de l'effectif des condamnés qui s'est replié de 57% sur la même période. Le nombre de détenus provisoires a par contre fortement progressé entre 2008 et 2009. Le nombre de détenus sortis de la MAC de Dagana en 2009 est de 243.

La MAC du département de Saint-Louis a enregistré 3.010 détenus en moyenne annuelle en 2009 contre 2.880 en 2008, soit un accroissement de 5%. Cette hausse est à mettre en relation avec l'augmentation du nombre de condamnés de 16% tandis que l'effectif des détenus provisoires s'est contracté de 6%. Malgré la baisse du nombre de détenus provisoire, le nombre de personnes qui attendent d'être juger reste encore important.

En 2009, le nombre de femmes détenues ou condamnées a enregistré d'importantes baisses dans les MAC de Dagana et de Saint-Louis.

Tableau 111 : Moyenne annuelle du nombre de détenu selon le sexe et par département

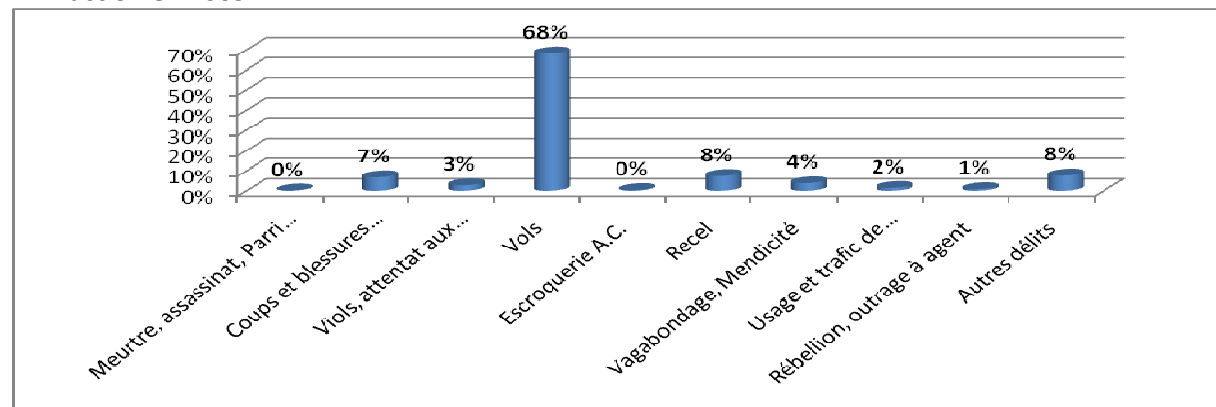
Département		Détenu provisoire			Condamné			Total détenu Nombre
		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Dagana	2008	110	1	111	550		550	661
	2009	227	3	230	235	0	235	465
	taux ac.	106%	200%	107%	-57%		-57%	-30%
Podor	2008	105	7	112	306		306	418
	2009							
Saint-Louis	2008	1296	108	1404	1434	24	1458	2880
	2009	1233	83	1316	1690	4	1694	3010
	taux ac.	-5%	-23%	-6%	18%	-83%	16%	5%
Région	2008	1511	116	1627	2290	24	2314	3959
	2009							

Source : MAC de Saint-Louis/ MAC de Dagana

XIX.3. Structure des délits

Le graphique ci-dessous montre que le vol constitue 68% des motifs de séjour en milieu carcéral dans le département de Dagana. Le second motif de détention est le recel avec 8% suivi des coups et blessures volontaires avec 7%. La population carcérale compte un détenu pour cause de « meurtre, assassinat, parricide »

Graphique 19 : Répartition de la population carcérale du département de Dagana selon la nature de l'infraction en 2009



Source : Mac de Dagana

Conclusion

Afin de mieux prévenir les populations des risques pouvant conduire à un séjour en milieu carcéral, il est important de produire des statistiques complètes et à jour sur les populations carcérales, les motifs et les conditions de leur détention. Il est aussi important d'améliorer les conditions d'existences en milieu carcéral en respectant les normes de détention et en réduisant les délais de jugement des détenus provisoires qui représentent une grande proportion parmi les détenus.

XX. TRANSPORTS

Introduction

Le secteur des transports est considéré comme un important secteur d'appui à la production. En effet, la mise en place d'infrastructures de transport de qualité permet de multiplier et de fluidifier les échanges entre les différents agents économiques. Également, cela permet d'accroître l'accès aux services sociaux de bases à une bonne partie de population et plus particulièrement en milieu rural.

Depuis quelques années, la région de Saint-Louis bénéficie d'importants investissements dans le secteur des transports et plus particulièrement dans les infrastructures.

Dans ce chapitre nous allons faire le point sur les réalisations dans le secteur des transports au niveau de la région et les autres aspects concernant les transports terrestres et le transport aérien seront également abordés.

XX.1. Transports terrestres

XX.1.1. Situation sur les projets

Depuis quelques années, l'Etat du Sénégal s'est engagé dans un vaste programme de construction et de réhabilitation d'infrastructures routières et d'ouvrages sur l'ensemble du territoire national. La région de Saint-Louis qui est traversée par la route nationale numéro deux sur une distance de 395,04km bénéficie de ce vaste programme de l'Etat à travers notamment les réalisations suivantes qui sont soit en cours ou en perspectives :

Ouvrages

- ❖ Pont de Rosso ;
- ❖ Pont de Ndioum ;
- ❖ Pont Faidherbe ;
- ❖ Pont de Fanaye ;
- ❖ Pont de Halwal ;
- ❖ Pont de Ngouye ;
- ❖ Reconstruction du pont de la Geole à Saint-Louis)

Routes :

- ❖ Réhabilitation de la route « Saint-Louis – Rosso – Richard Toll) ;
- ❖ Réhabilitation de la route (Richard- Toll – Bakel) ;
- ❖ Voirie Saint-Louis (première phase) ;

En plus de ces principales réalisations, un vaste programme de désenclavement de l'île à Morphil est engagé à travers la réalisation de pistes dans le cadre du MCA. Ces pistes vont participer à la densification du tissu économique et à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base des populations de cette partie de la région. A ces réalisations s'ajoutent celles de la SAED et des autres projets et programmes de développement qui interviennent dans la région de Saint-Louis.

XX.1.2 Parc automobile

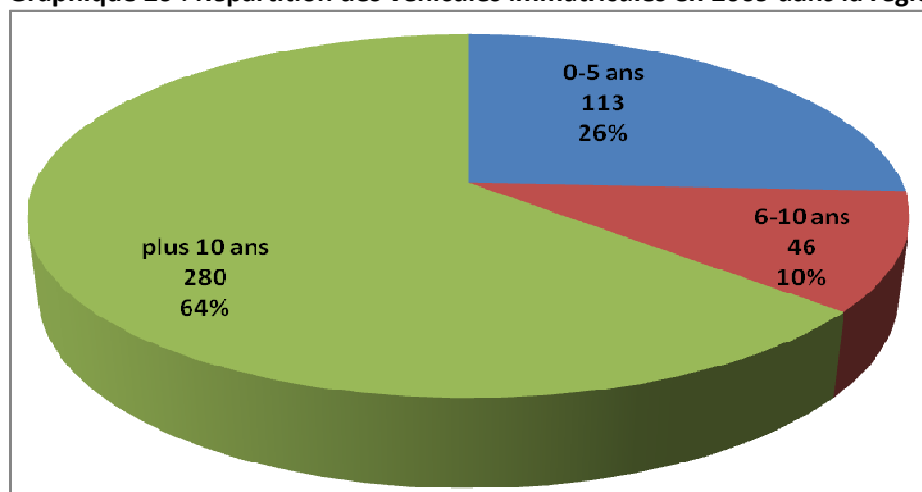
Le nombre de véhicules immatriculés dans la région est de 439 en 2009 contre 396 en 2008, soit une progression annuelle de 11%. La structure des véhicules immatriculés montre une prédominance des voitures particulières qui représentent 62% du total suivies des camionnettes qui sont au nombre de 70, soit 16% des immatriculations.

Tableau 112 : Evolution des immatriculations selon le type de véhicule

Année	2007	2008	2009	Variations	% genre
Désignation					
Voitures particulières	258	252	270	7%	62%
Camionnette	80	54	70	30%	16%
Autocars	19	20	13	-35%	3%
Camions	19	8	14	75%	3%
Tracteurs	11	7	12	71%	3%
Semi-remorques; remorques	6	4	10	150%	2%
Deux roues	12	51	48	-6%	11%
Ensemble	405	396	439	11%	100%

Source : DRTT Saint-Louis

Il ressort du graphique ci-dessous que sur les 439 véhicules immatriculés, 113 ont moins de 5 ans, soit une proportion de 26%. Les véhicules qui se trouvent dans la tranche d'âge 6 – 10 ans représentent 10% des immatriculations en 2009. Les véhicules qui ont plus de dix ans représentent un peu plus de 2/3 des immatriculations.

Graphique 20 : Répartition des véhicules immatriculés en 2009 dans la région, selon l'âge

Source : DRTT Saint-Louis

XX.2. Transport aérien

Un *aéro-club* ou *aéroclub* est une association à but non lucratif de type « loi de 1901 » ayant pour but de permettre et favoriser la pratique de l'aviation générale (vol moteur, vol à voile...). Pour cela, les membres du club ont accès à différents modèles d'avions légers et/ou de planeurs. (Source wikipedia)

La région de Saint-Louis de Saint-Louis dispose d'un aéroport créée depuis 1930. Malgré ses 80 ans d'existence, l'aéroport de Saint-Louis a une faible contribution dans le développement des secteurs économiques de la région et plus particulièrement, le tourisme, l'agriculture et la pêche. La modernisation de l'aéroport à travers la réalisation d'investissements devrait contribuer à inverser la tendance actuelle.

Dans cette partie, nous allons analyser les activités de l'aéroport selon les différents types de vols.

La structure des types de rotation en 2009 montre une prédominance des vols privés qui représentent 37% des arrivées et 38% des départs. Ils sont suivis des vols militaires et des vols des aéroclubs avec des proportions respectives de 24% et 21% pour les arrivées. Avec un total d'arrivées et de départs égal à 19, les vols commerciaux représentent 18% des départs et 19% des arrivées.

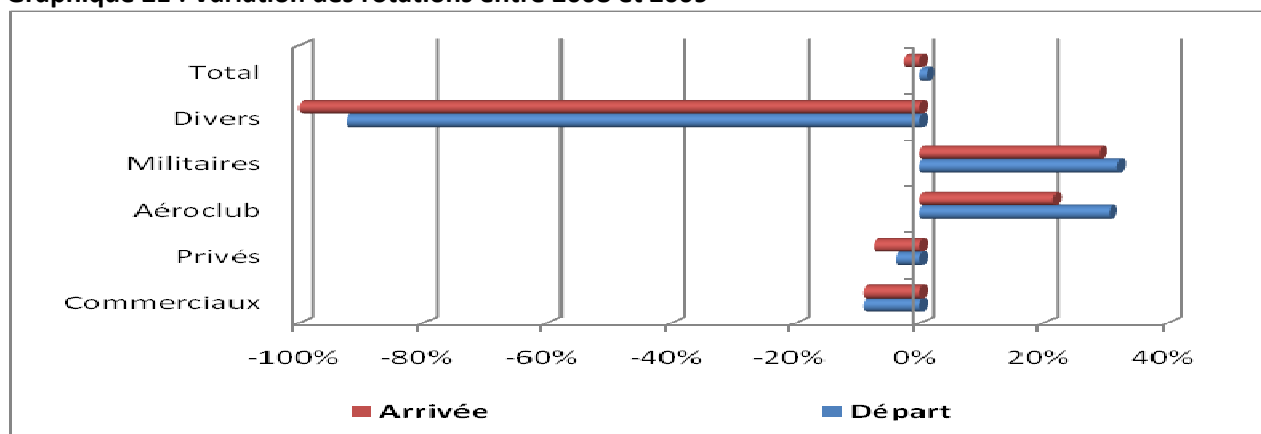
Tableau 113 : Evolution du nombre de rotation à l'aéroport de Saint-Louis entre 2006 et 2009

Désignation	2006		2007		2008		2009		Structure 2009	
	Départ	Arrivé	Départ	Arrivé	Départ	Arrivé	Départ	Arrivé		
Commerciaux	59	60	83	82	77	77	70	70	18%	19%
Privés	140	141	178	179	154	150	148	139	38%	37%
Aéroclub	43	47	82	90	62	65	81	79	21%	21%
Militaires	77	79	55	56	69	69	91	89	23%	24%
Divers	90	88	14	14	26	26	2		1%	0%
Total	409	415	412	421	388	387	392	377	100%	100%

Source : ASECNA- Saint-Louis

S'agissant de l'évolution des rotations entre 2008 et 2009, il apparaît dans le graphique qui suit une légère baisse du nombre total de vols aussi bien les arrivées que les départs. Cette baisse est consécutive à celles des vols des commerciaux, privés ainsi que les vols divers. La baisse globale a été toutefois atténuée par les hausses des vols militaires et des aéroclubs.

Graphique 21 : Variation des rotations entre 2008 et 2009



Source : ASECNA- Saint-Louis

L'analyse de l'évolution du trafic au niveau de l'aéroport de Saint-Louis, montre une importante baisse entre 2008 et 2009. Ainsi, les nombres d'embarquements et de débarquements se sont repliés de 45%, chacun et le nombre de transit s'est contracté de 55% entre 2008 et 2009. Les plus fortes baisses concernent les vols commerciaux et les vols divers.

Tableau 114 : Evolution du trafic entre 2008 et 2009

Désignation	2008			2009			VAR		
	Emb.	Déb.	Transit	Emb.	Déb.	Transit	Emb.	Déb.	Transit
Commerciaux	1272	1356	1720	235	262	226	-82%	-81%	-87%
Privés	150	144	258	179	163	228	19%	13%	-12%
Aéroclub	41	37	114	89	93	116	117%	151%	2%
Militaires	174	185	697	437	442	677	151%	139%	-3%
Divers	69	70	11	1	27	3	-99%	-61%	-73%
Total	1706	1792	2800	941	987	1250	-45%	-45%	-55%

Source : ASECNA- Saint-Louis

Conclusion

Le secteur des transports joue un rôle déterminant dans le développement de la région. En effet, une bonne partie de région a depuis longtemps souffert de son enclavement dû à un déficit d'infrastructures routières de qualité. Cependant, avec tous les chantiers engagés et en perspectives, la densification du réseau routier de qualité devrait s'opérer dans la région et accompagner le processus de développement

économique de la région à travers les externalités positives que devraient jouer ces routes et ouvrages dans les principaux secteurs économiques.

Cependant, conformément aux actions retenues dans le cadre de la stratégie de la croissance accélérée, la modernisation et l'équipement de l'aéroport de Saint-Louis constitue une priorité pour la région. Cette modernisation devrait permettre de repositionner l'aéroport dans les stratégies du développement régional.

XXI. CONCLUSION GENERALE

L'analyse des résultats enregistrés dans les différents secteurs socio économiques traités tout au long de ce document, laisse apparaître certaines caractéristiques d'ordre général :

- ❖ irrégularité des performances dans presque l'ensemble des secteurs ;
- ❖ lenteur dans la mise en œuvre des actions déclinées dans les lettres de politique sectorielle ;
- ❖ faible niveau d'équipements des services déconcentrés de la région ;
- ❖ difficultés dans la collecte de données ;
- ❖ faiblesse des mécanismes de suivi de la mise en œuvre des politiques de l'Etat au niveau régional ;
- ❖ déficit d'harmonisation et de synergie entre les interventions des acteurs de la région ;
- ❖ faible implication des élus de la région (député, sénateur, conseillers économique et social etc.) dans l'exécution et le suivi des projets et programmes de la région,
- ❖ absence d'un système d'information centralisé.

Malgré ces insuffisances, la région de Saint-Louis bénéficie de l'appui de l'Etat et de plusieurs de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux. Les partenaires suivants apparaissent parmi les plus importants :

- ❖ le Luxembourg avec le programme lux développement qui intervient essentiellement dans les secteurs sociaux (santé, hydraulique et enseignement technique et formation professionnelle) ;
- ❖ les Etats Unis à travers le MCA (développement rural et infrastructures) et l'USAID ;
- ❖ le Japon avec la JICA qui intervient principalement dans le secteur de l'agriculture ;
- ❖ l'Espagne à travers la coopération espagnole ;
- ❖ la Belgique avec la coopération technique Belge qui déroule actuellement un programme d'assainissement dans la commune de Saint-Louis ;
- ❖ la Corée du Sud qui appui le secteur agricole ;
- ❖ la France qui a financé le PACR vallée par le canal de l'Agence Française de Développement et une partie du financement de la réhabilitation du Pont Faidherbe ;
- ❖ l'UNFPA qui appuie le secteur de la santé ;

En plus de ces appuis, certaines collectivités locales de la région sont accompagnées par leurs partenaires de la coopération décentralisée.

Pour maximiser les effets positifs des interventions de l'ensemble de ces acteurs, il importe :

- ❖ d'améliorer l'efficacité des services techniques de l'Etat ;
- ❖ de créer un cadre régional d'harmonisation et de synergie des interventions de tous ces acteurs ;
- ❖ de renforcer le système de suivi et de coordination du développement régional qui est à l'Etat embryonnaire ;
- ❖ de renforcer les moyens matériels, humains et logistiques des services déconcentrés.

XXII. ANNEXES

Annexe 1: Population par collectivité locale de la région de Saint-Louis en 2010

Nom localité	Masculin	Féminin	Totale
REGION SAINT LOUIS	441 515	459 521	901 036
URBAIN	197 638	199 156	396 794
RURAL	243 877	260 365	504 242
DEPARTEMENT DAGANA	121 615	118 697	240 312
COMMUNES	55 526	51 566	107 092
COMMUNE DAGANA	11 840	11 616	23 456
COMMUNE GAE	4 345	4 382	8 727
COMMUNE RICHARD TOLL	28 698	25 907	54 605
COMMUNE ROSSO	6 203	5 973	12 176
COMMUNE ROSS-BETHIO	4 440	3 688	8 128
ARRONDISSEMENT NDIAYE	34 971	35 218	70 189
CR DIAMA	13 491	13 766	27 257
CR NGNITH	7 754	7 647	15 401
CR RONKH	13 726	13 805	27 531
ARRONDISSEMENT MBANE	31 118	31 913	63 031
CR BOKHOL	11 147	11 416	22 563
CR MBANE	19 971	20 497	40 468
DEPARTEMENT PODOR	185 707	203 105	388 812
Communes	38 913	42 077	80 990
COMMUNE DEMETTE	1 471	1 609	3 080
COMMUNE GALOYA TOUCOULEUR	1 932	2 240	4 172
COMMUNE GOLLERE	3 245	3 635	6 880
COMMUNE GUEDE CHANTIER	2 257	2 420	4 677
COMMUNE MBOUMBA	2 752	2 957	5 709
COMMUNE NDIUOM	8 098	8 157	16 255
COMMUNE NIANDANE	2 937	3 054	5 991
COMMUNE PODOR	6 180	6 323	12 503
COMMUNE AERE LAO	5 289	6 150	11 439
COMMUNE PETE	1 442	1 806	3 248
COMMUNE BODE LAO	2 064	2 179	4 243
COMMUNE WALALDE	1 246	1 547	2 793
ARRONDISSEMENT CAS - CAS	36 600	40 774	77 374
CR DOUMGA LAO	12 767	14 184	26 951
CR MADINA DIATHBE	16 160	17 537	33 697
CR MERY	7 673	9 053	16 726
ARRONDISSEMENT GAMADJI SARE	59 319	64 895	124 214
CR DODEL	20 207	22 367	42 574
CR GAMADJI SARE	12 552	14 290	26 842
CR GUEDE VILLAGE	26 560	28 238	54 798
ARRONDISSEMENT THILE BOUBACAR	28 894	31 055	59 949
CR FANAYE	17 288	18 382	35 670
CR NDIAYENE PEINDAO	11 606	12 673	24 279
ARRONDISSEMENT SALDE	21 981	24 304	46 285
CR MBOLO BIRANE	12 383	13 838	26 221
CR THIKITE	9 598	10 466	20 064
DEPARTEMENT SAINT LOUIS	134 193	137 719	271 912
Communes	103 199	105 513	208 712
COMMUNE SAINT LOUIS	99 769	101 546	201 315
COMMUNE MPAL	3 430	3 967	7 397
ARRONDISSEMENT RAO	30 994	32 206	63 200
CR FASS NGOM	9 557	9 669	19 226
CR GANDON	17 209	17 899	35 108
CR NDIEBENE GANDIOLE	4 228	4 638	8 866

Source : ANSD

Annexe 2 : Répartition des budgets des collectivités locales en 2009

Collectivités locales	Education	Santé	Hydraulique	Total budget 2009
Com Dagana Fonct.	32 280 369	63 935 591	8 500 000	272 213 000
Com Dagana Invest.	40 000 000	-	-	73 444 526
Com Dagana Total	72 280 369	63 935 591	8 500 000	345 657 526
Com Richard Toll Fonct.	53 989 000	128 416 000	23 000 000	805 395 000
Com Richard Toll Invest.	76 304 000	19 496 000	7 500 000	192 475 000
Com Richard Toll Total	130 293 000	147 912 000	30 500 000	997 870 000
Com Rosso Fonct.	21 654 200	11 202 800	1 750 000	158 477 000
Com Rosso Invest.	48 640 000	15 050 000	2 360 000	78 709 500
Com Rosso Total	70 294 200	26 252 800	4 110 000	237 186 500
Com Gaé Fonct.	6 200 000	2 000 000	-	27 725 000
Com Gaé Invest.	8 275 519	2 500 000	-	13 989 519
Com Gaé Total	14 475 519	4 500 000	-	41 714 519
Com Ross-Béthio Fonct.	6 300 000	2 000 000	-	52 070 000
Com Ross-Béthio Invest.	6 860 000	2 950 000	-	23 510 000
Com Ross Béthio Total	13 160 000	4 950 000	-	75 580 000
CR Ronkh Fonct.	16 555 000	8 230 000	-	97 942 422
CR Ronkh Invest.	55 649 136	49 285 699	30 000 000	262 461 775
CR Ronkh Total	72 204 136	57 515 699	30 000 000	360 404 197
CR Diama Fonct.	21 097 000	5 047 000	-	151 905 300
CR Diama Invest.	23 350 000	15 000 000	-	52 840 000
CR Diama Total	44 447 000	20 047 000	-	204 745 300
CR Ngnith Fonct.	3 097 000	2 247 000	-	32 408 200
CR Ngnith Invest.	31 375 200	3 000 000	2 000 000	58 550 200
CR Ngnith Total	34 472 200	5 247 000	2 000 000	90 958 400
CR Mbane Fonct.	31 105 000	8 230 000	3 000 000	125 381 498
CR Mbane Invest.	36 393 118	17 234 492	20 335 767	135 318 827
CR Mbane Total	67 498 118	25 464 492	23 335 767	260 700 325
CR Bokhol Fonct.	3 597 000	2 947 000	-	33 278 300
CR Bokhol Invest.	15 207 897	15 547 046	3 346 407	39 733 680
CR Bokhol Total	18 804 897	18 494 046	3 346 407	73 011 980
Com Saint-Louis Fonct.	72 427 204	112 905 298	-	1 205 572 059
Com Saint-Louis Invest.	-	13 027 436	-	181 621 910
Com Saint-Louis Total	72 427 204	125 932 734	-	1 387 193 969
Com Mpal Fonct.	2 997 790	1 000 000	-	16 671 427
Com Mpal Invest.	-	-	-	-
Com Mpal Total	2 997 790	1 000 000	-	16 671 427
CR Gandon Fonct.	8 493 345	3 910 550	-	81 319 346
CR Gandon Invest.	5 399 762	43 996 630	45 511 062	119 210 578
CR Gandon Total	13 893 107	47 907 180	45 511 062	200 529 924
CR Fass Ngom Fonct.	3 240 280	-	-	18 779 997
CR Fass Ngom Invest.	440 000	39 474 817	359 483	45 732 110
CR Fass Ngom Total	3 680 280	39 474 817	359 483	64 512 107
CR Ndiébène Gandiole Fonct.	1 734 600	-	-	7 973 599
CR Ndiébène Gandiole Invest.	-	-	-	-
CR Ndiébène Gandiole Total	1 734 600	-	-	7 973 599
Conseil Régional Saint-Louis Fonct.	72 173 452	1 358 537	-	491 322 878
Conseil Régional Saint-Louis Invest.	498 348 547	-	46 279 000	555 432 709
Conseil Régional Saint-Louis Total	570 521 999	1 358 537	46 279 000	1 046 755 587

Source : TPR Saint-Louis/Perception de Dagana

Annexe 3 : Répartition du personnel de santé en 2009

Effectif	Saint-Louis	Richard-Toll	Dagana	Podor	Pete	REGION
médecin	3	2	1	2	1	9
pharmaciens	0	0	0	0	0	0
médecins spécialistes	1	1	1	0	0	3
chirurgiens dentistes	1	1	1	0	0	3
sages femmes	16	5	1	5	2	29
infirmiers ou assistants infirmiers ou assimilés	17	18	9	34	26	104
T.S.S	0	1	0	1	0	2
T.S.O	1	0	0	1	0	2
T.S.G.S	1	0	0	1	0	2
Techniciens supérieurs de santé	0	1	0	1	0	2
Matrone	52	77	41	79	50	299
ASC	120	54	108	75	31	388
vendeurs de ticket	20	2	14	12	25	73
Gestionnaire de dépôt	18	19	15	33	26	111
agents d'hygiène et assimilés	12	6	5	0	3	26
pers de santé	2	0	18	0	0	20
Autres catégories professionnelles	7	42	20	25	1	95
TOTAL	271	229	234	269	165	1168

Source : Région Médicale Saint-Louis

Annexe 4 : Type de logement selon le mode d'éclairage et le milieu de résidence en 2002

Milieu	Type logement	Éclairage									Total
		Electricité	Solaire	Groupe électrogène	Gaz	Lampe à pétrole	Lampe tempête	Bougie	Bois	Autre	
Urbain	Case	171	1	3	2	281	553	48	59	2	1120
	Baraque	306	7	1	2	98	166	49	1	1	631
	Maison basse	19385	48	136	90	1686	4140	694	50	54	26283
	Maison à étage	1779	5	14	3	12	29	8	0	1	1851
	Appartement	52	0	0	0	0	2	1	0	0	55
	Autre	152	3	1	0	48	142	15	3	3	367
	Total	21845	64	155	97	2125	5032	815	113	61	30307
	%	72%	0%	1%	0%	7%	17%	3%	0%	0%	100%
Rural	Case	154	38	35	22	2904	8475	201	7417	169	19415
	Baraque	36	0	1	3	91	343	10	17	1	502
	Maison basse	4362	352	108	87	4835	16723	422	787	94	27770
	Maison à étage	60	5	7	8	34	144	4	6	1	269
	Appartement	7	1	0	0	1	11	1	1	0	22
	Autre	19	6	6	2	256	1272	14	382	29	1986
	Total	4638	402	157	122	8121	26968	652	8610	294	49964
	%	9,3%	0,8%	0,3%	0,2%	16,3%	54,0%	1,3%	17,2%	0,6%	100,0%

Source : RGPH III

Annexe 5 : Evolution annuelle de la production du riz par département entre 2004 et 2008

Années	Département	Riz Hivernage			Riz Saison Chaude			Total		
		Sup(Ha)	Prod(T)	Rendt (T/Ha)	Sup(Ha)	Prod(T)	Rendt (T/Ha)	Sup(Ha)	Prod(T)	Rendt (T/Ha)
2004/05	Dagana	19064	108836	5,7	4046	20228	5	23110	129064	5,4
	Podor	5495	32760	6	1059	5293	5	6554	38053	5,4
	Région	24559	141596	5,8	5105	25521	5	29664	167117	5,4
2005/06	Dagana	16882	90826	5,4	5141	25705	5	22023	116531	5,3
	Podor	5747	33958	5,9	716	3579	5	6463	37537	5,8
	Région	22629	124784	5,5	5857	29284	5	28486	154068	5,4
2006/07	Dagana	15971	78739	4,9	2997	15282	5,1	18968	94021	5
	Podor	4748	27065	5,7	674	3708	5,5	5422	30773	5,7
	Région	20719	105804	5,1	3671	18990	5,2	24390	124794	5,1
2007/08	Dagana	16069	88381	5,5	9653	49228	5,1	25722	137609	5,3
	Podor	6683	39896	6	3145	17298	5,5	9828	57194	5,8
	Région	22752	128277	5,6	12798	66526	5,2	35550	194803	5,5
2008/09	Dagana	25 206	147 338	5,85	18 653	122 287	6,76	43 859	269 625	6,15
	Podor	7 703	48 157	6,25	3 893	24 947	6,55	11 596	73 104	6,30
	Région	32 908	195 495	12	22 546	147 234	13	55 455	342 729	6,18
taux d'ac.	Dagana	57%	67%		93%	148%		71%	96%	
	Podor	15%	21%		24%	44%		18%	28%	
	Région	45%	52%		76%	121%		56%	76%	

Source : SAED

Annexe 6 : Evolution des situations pluviométriques par poste pluviométrique entre 2005 et 2009

Postes pluviométriques	2004/05		2005/06		2006/07		2007/2008		2008/09		2009/10		Ecart entre H de 2009/10 et moyenne 5 dernières années	
	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J	H (mm)	N.J
Saint-Louis	130,5	18	278,2	30	311,5	26	310,7	21	247	37	341,4	28	85,82	2
Rao	158,5	14	222,8	24	162,8	18	303	22	301,5	26	273,7	21	43,98	0
Dagana	118	9	268,9	20	249,4	17	208,1	8	298	23	383,36	15	154,88	0
Ross-Béthio	184,5	11	199,8	16	213	14	216,8	16	250,5	23	308,1	18	95,18	2
Richard-Toll	220,5	12	372	20	333,4	14	196,3	11	243,1	23	229,3	19	-43,76	3
Mbane	207,3	12	440,9	21	235,5	17	242	14	368,4	26	422,2	17	123,38	-1
Galoya	248,8	18	544,1	33	352,1	22	145,1	15	274,4	18	373,07	22	60,17	1
Fanaye	160,4	14	282,2	20	223,9	22	219,7	16	202,9	18	179,7	18	-38,12	0
Ndioum	175,1	19	396	24	255,1	18	239,7	15	225,5	18	219,5	19	-38,78	0
Aéré-Lao	262,5	21	548	27	223	17	204,5	17	237,8	14	408,4	21	113,24	2
Podor	145,5	15	327,3	22	302,5	24	192,3	17	213,9	24	314	20	77,7	0

Source : DRDR

Annexe 7 : Evolution des principales productions agricoles irriguées et rendements entre 93/94 et 2008/2009

Année	Riz			Tomate			Maïs			Sorgho			Oignon			Arachide			Coton		
	Sup (ha)	Prod ^o (T)	Rdt (T/ha)	Sup (ha)	Prod ^o (T)	Rdt (T/ha)	Sup (ha)	Prod ^o (T)	Rdt (T/ha)	Sup (ha)	Prod ^o (T)	Rdt (T/ha)	Sup (ha)	Prod ^o (T)	Rdt (T/ha)	Sup (ha)	Prod ^o (T)	Rdt (T/ha)	Sup (ha)	Prod ^o (T)	Rdt (T/ha)
1993/94	31 142	149 158	4,8	2 961	62 000	20,9	926	2 398	2,6	364	643	1,8	0	0		0	0		0	0	
1994/95	26 196	127 205	4,9	1 826	21 546	11,8	1 030	2 574	2,5	612	1 102	1,8	0	0		0	0		0	0	
1995/96	21 563	95 331	4,4	2 298	24 246	10,5	557	1 903	3,4	353	1 060	3,0	0	0		0	0		0	0	
1996/97	20 829	82 690	4,0	255	5 100	20,0	939	2 132	2,3	389	482	1,2	1 425	21 375	15,0	149	225	1,5	72	260	3,6
1997/98	25 447	120 597	4,7	1 295	25 905	20,0	1 320	3 310	2,5	346	865	2,5	1 279	25 576	20,0	169	422	2,5	80	200	2,5
1998/99	25 950	117 674	4,5	1 348	26 960	20,0	802	2 007	2,5	213	533	2,5	2 580	51 600	20,0	200	500	2,5	92	230	2,5
1999/00	27 905	133 759	4,8	1 419	36 114	25,5	570	1 427	2,5	161	403	2,5	1 378	27 560	20,0	11	28	2,5	423	1 058	2,5
2000/01	22 416	90 112	4,0	2 036	50 900	25,0	340	852	2,5	131	328	2,5	1 927	48 175	25,0	83	208	2,5	27	68	2,5
2001/02	21 529	121 854	5,7	2 616	62 784	24,0	600	1 503	2,5	122	305	2,5	2 809	70 225	25,0	126	315	2,5	65	163	2,5
2002/03	20 072	115 615	5,8	3 027	60 540	20,0	589	1 477	2,5	233	583	2,5	2 892	49 067	17,0	402	1 005	2,5	0	0	
2003/04	22 733	133 288	5,9	3 239	64 849	20,0	2 672	10 420	3,9	169	424	2,5	2 812	54 057	19,2	488	1 220	2,5	42	105	2,5
2004/05	29 951	171 250	5,7	3 210	103 483	32,2	980	2 940	3,0	115	288	2,5	2 427	48 540	20,0	514	1 541	3,0	30	75	2,5
2005/06	28 486	154 073	5,4	3 568	124 891	35,0	1 584	5 543	3,5	67	168	2,5	2 044	44 399	21,7	400	1 201	3,0	30	75	2,5
2006/07	24 458	124 687	5,1	2 651	92 777	35,0	959	3 357	3,5	9	23	2,5	3 885	99 309	25,6	423	1 269	3,0	0	0	
2007/08	35 839	227 571	6,3	3 264	68 614	21,0	955	3 341	3,5	39	96	2,5	3 963	75 329	19,0	519	1 557	3,0			
2008/09	55 455	342 729	6,2	2 508	76 414	30,5	1 296	4 538	3,5	52	130	2,5	3 112	84 741	27,2	445	1 336	3,0			

Source : SAED

Annexe 8 : Evolution des superficies, des productions et des rendements des cultures sous pluies

Années	Mil			Sorgho			Maïs			Arachide huilerie			Niébé		
	Sup (Ha)	Prod	Rdt	Sup	Prod	Rdt	Sup	Prod	Rdt	Sup	Prod	Rdt	Sup	Prod	Rdt
	(T)	(t/ha)	(Ha)	(T)	(t/ha)	(Ha)	(Ha)	(T)	(t/ha)	(Ha)	(T)	(t/ha)	(Ha)	(T)	(t/ha)
1990/91	5 660	536	0,09	647	17	0,03	-	-	-	2 111	739	0,4	4 621	322	0,07
1991/92	9 317	1 025	0,11	180	5	0,03	-	-	-	11 040	2 981	0,3	4 605	327	0,07
1992/93	10 457	21	0,00	-	-	-	344	688	2	15 854	-	-	6 301	171	0,03
1993/94	10 020	1 861	0,19	560	112	0,20	-	-	-	4 990	996	0,2	5 180	936	0,18
1994/95	14 282	1 513	0,11	437	139	0,32	-	-	-	6 828	4 875	0,7	5 256	704	0,13
1995/96	10 083	2 328	0,23	890	187	0,21	-	-	-	4 162	1 931	0,5	7 499	1 769	0,24
1996/97	20 711	1 735	0,08	814	776	0,95	219	548	3	11 928	2 982	0,3	9 473	1 452	0,15
1997/98	5 688	1 130	0,20	1 389	1 657	1,19	263	658	3	1 736	505	0,3	9 881	1 784	0,18
1998/99	4 425	1 258	0,28	1 784	858	0,48	141	87	1	1 036	599	0,6	7 278	2 531	0,35
1999/00	4 867	1 320	0,27	1 962	754	0,38	10	7	1	1 200	840	0,7	7 428	2 992	0,40
2000/01	6 268	1 627	0,26	1 015	441	0,43	-	-	-	5 781	3 596	0,6	9 599	3 318	0,35
2001/02	3 405	726	0,21	796	435	0,55	274	500	2	4 904	3 279	0,7	7 370	2 342	0,32
2002/03	7 753	819	0,11	-	-	-	-	-	-	7 947	568	0,1	7 298	356	0,05
2003/04	2560	876	0,34	-	-	-	0	0	-	4545	2177	0,5	2954	818	0,28
2004/05	3709	0	0,00	3112	0	0,00	849	0	0	9968	15	0,0	8999	42	0,00
2005/06	2089	1296	0,62	5565	3896	0,70	962	3368	3,5	6757	2682	0,40	15218	6064	0,40
2006/07	3963	1074	0,27	4230	2107	0,50	234	825	3,5	5630	1131	0,20	8939	2154	0,24
2007/08	1323	370,7	0,28	124	50	0,40	-	-	-	6697	2064,1	0,31	10422	910,2	0,09
2008/09	1875	563	0,30	652	1437	2,2	594	1443	2,4	6530	2047,3	0,31	7117	1628	0,23
2009/10	3993	434	0,11	4298	391	0,09	424	42	0,100	6922	2426	0,35	6332	1241	0,20

Source : DRDR Saint-Louis

Annexe 9 : Evolution des superficies, des productions et des rendements des cultures sous pluies (Suite)

Années	Beref			Pastèque			Manioc			Bissap			Gombo		
	Sup	Prod	Rdt	Sup	Prod	Rdt	Sup	Prod	Rdt	Sup	Prod	Rdt	Sup	Prod	Rdt
	(Ha)	(T)	(t/ha)	(Ha)	(T)	(t/ha)	(Ha)	(T)	(t/ha)	(Ha)	(T)	(t/ha)	(Ha)	(T)	(t/ha)
1990/91	1 495	207	0,14	-	-	-									
1991/92	-	-		-	-	-									
1992/93	2 011	57	0,03	-	-	-									
1993/94	2 329	485	0,21	-	-	-									
1994/95	-	-		-	-	-									
1995/96	-	-		-	-	-									
1996/97	2 332	214	0,09	-	-	-									
1997/98	-	-		-	-	-									
1998/99	25 326	1 066	0,04	1 858	18 580	10									
1999/00	5 428	420	0,08	1 800	18 000	10									
2000/01	2 577	515	0,20	401	4 010	10									
2001/02	1 454	678	0,47	910	9 100	10									
2002/03	1 529	220	0,14	60	690	12	215	1075	5,0	109	33	0,30	113	904	8
2003/04	4545	2177	0,48	114	2295	20	0	0	0,0	130	39	0,30	33	264	8
2004/05	2872	431	0,15	135	675	5	82	205	3,0	130	300	2,31	156	624	4
2005/06	8012	131171	16,4	454	6810	15	500	10000	20,0	495	99	0,20			
2006/07	4182	2036	0,49	135	1187	8,8	91	1092	12,0	1012	212	0,21	37	111	3
2007/08	4602	202,1	0,04				91	1092	12,0	686	147	0,21			
2008/09	3870	2220	0,6	961	19220	20,0	737	11048	15,0	506	152	0,30	30	240	8
2009/10	1850	2220	1,2	1019	7811	7,7	145	664	4,6	167	50	0,30	318	1891	6

Source : DRDR Saint-Louis

Annexe 10 : Evolution des effectifs du cheptel de la région (en milliers)

année	département	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins	Camelin	Volailles
2002	Saint-Louis	10	9	10	1	2	0	15
	Dagana	70	25	35	3	10	0	70
	Podor	200	500	550	27	47	1	1250
	Total	280	534	595	31	58	1	1335
2003	Saint-Louis	13	16	14	2	2	0	20
	Dagana	98	66	79	5	43	0	100
	Podor	242	479	431	41	54	1	2757
	Total	353	561	524	47	99	2	2887
2004	Saint-Louis	13	16	14	2	2	0	20
	Dagana	98	66	79	5	43	0	120
	Podor	242	479	430	41	54	1	2757
	Total	353	524	523	47	99	2	2877
2005	Saint-Louis	15	16	14	2	2	0	20
	Dagana	98	66	79	5	43	0	120
	Podor	242	479	430	41	54	1	2757
	Total	353	524	523	47	99	2	2877
2007	Saint-Louis	16	335	22	2	2		67
	Dagana	97	108	65	4	25		
	Podor	261	451	284	24	40	1	1471
	Total	374	894	371	30	67	1	1538
2009	Saint-Louis	12	12	23	0	4	0	241
	Dagana	77	41	70	1	15	1	835
	Podor	212	284	219	11	21	0	581
		301	337	313	12	40	1	1658

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Annexe 11 : Evolution des abattages contrôlés

Année	Département	Bovins		Ovins		Caprins		Camelins	
		Nbre	Poids (T)	Nbre	Poids (T)	Nbre	Poids (T)	Nbre	Poids (T)
2004	Saint-Louis	3715	527	4476	64	4285	49	-	-
	Dagana	2497	324	2632	38	2959	36	-	-
	Podor	306	29	703	14	1708	26	-	-
	Total	6518	880	7811	116	8952	111	-	-
2005	Saint-Louis	5699	789	6964	205	7603	105	16	4
	Dagana	3007	376	3743	198	3385	51	25	6
	Podor	429	46	518	8	2502	25	-	-
	Total	9135	1212	11225	410	13490	181	41	11
2006	Saint-Louis	4516	649	5915	92	4257	54	38	2
	Dagana	2909	378	3855	77	3395	52	13	3
	Podor	1123	133	1623	22	6938	67	6	1
	Total	8548	1160	11393	191	15590	173	57	6
2007	Saint-Louis	3779	542	3989	78	3490	50	6	3
	Dagana	3057	440	6320	95	4058	45	16	1
	Podor	1645	181	1844	26	10650	105	11	2
	Total	8481	1163	12153	199	18198	199	33	6
2008	Saint-Louis	4008	563	5700	86	4012	49	10	3
	Dagana	3386	463	3607	73	3178	49	4	1
	Podor	1700	177	2193	29	11647	102	6	2
	Total	9094	1203	11500	188	18837	199	20	6
2009	Saint-Louis	4398	603	6772	105	4517	46	42	9
	Dagana	3594	456	6456	104	6002	79	19	5
	Podor	1774	162	2636	33	11733	104	5	2
	Total	9766	1221	15864	242	22252	228	66	16

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Annexe 12 : Évolution de la production de cuirs et peaux 2004-2009 (nombre de peaux)

espèces	département	Année						var 2009/2008 (%)
		2004	2005	2006	2007	2008	2009	
Bovins	Saint-Louis	1518	3910	4824	4857	3581	4498	26%
Bovins	Dagana	2543	1664	14695	13064	4861	4489	-8%
Bovins	Podor		429	353	616	908	1553	71%
Bovins	Total	4061	6003	19872	20544	9350	10540	13%
Ovins	Saint-Louis	2043	5106	6891	6084	4818	6772	41%
Ovins	Dagana	7696	39347	32839	26662	20183	15692	-22%
Ovins	Podor		518	353	1204	1505	2452	63%
Ovins	Total	9739	44971	40083	33950	26506	24916	-6%
Caprins	Saint-Louis	1771	5683	5420	3901	3477	4517	30%
Caprins	Dagana	1947	4511	22073	32939	12096	10749	-11%
Caprins	Podor		2402	2866	5499	8705	11062	27%
Caprins	Total	3718	12596	30359	42339	24278	26328	8%
Camelins	Saint-Louis						41	
Camelins	Dagana						10	
Camelins	Podor							
Camelins	Total						51	

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Annexe 13 : Bilan des consultations vétérinaires effectuées en 2008 et 2009

	Nombre de consultations		Total traité		Bovin		Ovin		Caprin		Equin		Asin		Camelin		Volaille	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Affections	2061	1024	1841	1012	537	245	1101	648	56	50	121	70						
Avitaminose et carences	2061	1024	1841	1012	537	245	1101	648	56	50	121	70						
Coliques/Entérites/Indigestion	944	943	926	943	53	21	209	415	141	40	445	334		133				
Distomatose	2544	795	2537	795	396	242	2140	544	1	9								
Gourme	609	901	596	901							596	887		14				
Hémoparasitose	3333	5027	3333	5027	1182	1297	2053	2866	31	835	64	28		1	3			
Bronchites et affection respiratoire	11326	3956	11276	3948	66	82	6499	2874	4643	953	67	24						
parasitisme Gastro intestinale	9453	9940	9362	9940	1369	1659	5353	5931	1378	1005	912	1176		97	2		148	
Parasitisme externe	740	4226	740	4226	93	272	594	3730	38	217	12	7						
Surmenage ph./ fourbure	1037	960	1003	946		1	2	0	7	1	994	924		20				
Arthrite et ostéopathies	395	316	378	312	12	3	15	5	5	2	346	299		1	1			
plaies et blessures	323	201	298	197	70	12	52	34	14	7	160	144			2			
phlegmon et abcès	54	21	50	21	9	1	16	13	16	5	9	1		1				
habronérose/ Conjonctivite	19	7	19	4				1			19	3						
indigestion et surcharge		398		392		19		340		10		7						
prolapsus		59		59		38		17		2		2						
tétanos		9		9		1		1				6		1				
mammite		4		4				4										
actinomycose		7		7				7										
pasteurellose		71		71				4		67								
fièvre aphteuse		16		16		16												
dermatose/ gales	1104	32	902	29	860	26	13	1	19	2	10							
Dystocie/ Métrites/ Avortement	110	64	110	64	17	8	79	46	7	10	2							
Piétin		42		39		4		24		11								
Entérotaxémie		23		16		3		5		8								
Botulisme																		
Total	34052	29042	33371	28978	4664	3950	18126	17510	6356	3234	3757	3912		268	8	0	148	0

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Annexe 14 : Evolution du nombre d'arrivées et de nuitées de 1999 à 2009

	Années	Saint-Louis	National	%
Arrivées	1999	40 728	420 022	9,7%
	2000	40 127	442 731	9,1%
	2001	45 855	453 623	10,1%
	2002	46 671	488 182	9,6%
	2003	45 979	418 270	11,0%
	2004	41 720	434 885	9,6%
	2005	44 431	467 611	9,5%
	2006	42 215	477 955	8,8%
	2007	42 261	479 316	8,8%
	2008	41 313		
	2009	31 808		
	2009/2008(%)	-23,0%		
Nuitées	1999	82 216	1 560 057	5,3%
	2000	82 326	1 506 976	5,5%
	2001	92 029	1 615 538	5,7%
	2002	89 186	1 701 703	5,2%
	2003	85 502	1 606 999	5,3%
	2004	73 637	1 508 283	4,9%
	2005	72 635	1 594 488	4,6%
	2006	70 756	1 603 749	4,4%
	2007	73 801	1 557 674	4,7%
	2008	67 867		
	2009	52 059		
	2009/2008(%)	-23,0%		

Source : MTTA/SRTSL

Annexe 15 : Evolution du nombre d'abonnés au fixe entre 2005 et 2009

Désignations	2005	2007	2008	2009	var 09/08
Saint-Louis	-	4968	4955	6316	27%
Rao	-	60	181	253	40%
Total département Saint-Louis	6 887	5028	5136	6569	28%
Richard-Toll	1 066	651	743	1502	102%
Rosso-Sénégal	-	3	15	30	100%
Dagana	410	237	275	680	147%
Ross-Béthio	-	6	409	338	-17%
Total département Dagana	1 489	897	1442	2550	77%
Podor	804	740	684	676	-1%
Ndioum	-	-			
Cas-Cas	-	7	154	289	88%
Gamadji Saré	-	79	322	670	108%
Saldé	-	1	102	170	67%
Thillé Boubacar	-	188	251	348	39%
Total Département Podor	804	1015	1513	2153	42%
Total Région	9168	6940	8091	11272	39%

Source : Antenne régionale SONATEL

Annexe 16 : Situation forestière par département en 2009

	DEPARTEMENTS						Région (09)	
	Dagana		Saint Louis		Podor		Nbre	Sup (Ha)
	Nbre	Sup (ha)	Nbre	Sup (ha)	Nbre	Sup (ha)		
Forêts Classées	12	35978,5	2	3502	23	29756	37	69236,5
Parcs Nationaux	1	16000	1	2000	0	0	2	18000
Parc Forestier	1	20	0	0	0	0	1	20
Réserves spéciales de Faune	0	0	1	720	0	0	1	720
Réserve d'Avifaune	1	46550	0	0	0	0	1	46550
Réserve naturelle communautaire	0	0	1	2000	0	0	1	2000
Aire Marine Protégée	0	0	1	30000	0	0	1	30000
Aire Protégée communautaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserves-Sylvo Pastorales	3	107000	1	5600	3	382400	7	495000
Site de conservation de la Biodiversité	1	36000	1	9620	1	6850	3	52470
Zones d'Intérêts Cynégétiques	3	107000	0	0	0	0	3	107000
Réserve naturelle intégrale	1	3	0	0	0	0	1	3
Parc Forestier	1	20	0	0	0	0	1	20
Périmètre de restauration	0	0	1	4,37	0	0	1	4,37
Périmètre de reboisement	0	0	0	0	0	0	0	0
Total superficie classée	24	348571,5	9	53446,37	27	419006	60	821023,87
Superficie par département (ha)	5208		879		12947			
Taux de classement par département	66,93		60,80		32,36			

Source : IREF Saint-Louis

Annexe 17 : Evolution mensuelle des détenus par groupe d'âge selon le sexe : M.A.C Saint-Louis 2009

Désignations	13-18 ans			19-25 ans			26-35 ans			36-45 ans			46-55 ans			55 ans et +			Total
	M	F	total	M	F	total	M	F	total	M	F	total	M	F	total	M	F	total	
Janvier	15	0	15	81	1	82	67	5	72	45	1	46	32	0	32	11	0	11	257
Février	17	0	17	69	5	74	69	4	73	45	2	47	32	0	32	10	2	12	255
Mars	7	1	8	78	1	79	67	5	72	46	1	47	32	0	32	11	0	11	250
Avril	8	1	9	77	1	78	71	4	75	37	1	38	28	0	28	11	0	11	239
Mai	9	1	10	83	1	84	72	3	75	40	1	41	27	0	27	13	0	13	250
Juin	9	2	11	77	3	80	83	3	86	44	1	45	27	0	27	12	0	12	261
Juillet	15	1	16	70	1	71	78	3	81	37	0	37	22	0	22	10	0	10	237
Août	8	2	10	70	1	71	81	4	85	39	0	39	20	0	20	11	0	11	236
Septembre	8	2	10	83	1	84	86	4	90	42	0	42	21	0	21	10	0	10	257
Octobre	8	0	8	81	2	83	82	5	87	43	0	43	23	0	23	10	0	10	254
Novembre	5	0	5	86	2	88	71	3	74	41	0	41	21	0	21	10	0	10	239
Décembre	8	1	9	108	2	110	76	4	80	44	0	44	22	0	22	10	0	10	275
Moy. mens.	10	1	11	80	2	82	75	4	79	42	1	43	26	0	26	11	0	11	251

Source : MAC Saint-Louis

Annexe 18 : Evolution mensuelle des détenus par groupe d'âge : M.A.C Dagana 2009

Désignations	13-18 ans			19-26 ans			27-36 ans			37-46 ans			47-56 ans			57 ans et +			Total
	M	F	total	M	F	total	M	F	total	M	F	total	M	F	total	M	F	total	
Janvier	3	0	3	24	0	24	15	0	15	11	0	11	6	0	6	1	0	1	60
Février	2	0	2	24	0	24	16	0	16	12	0	12	4	0	4	1	0	1	59
Mars	2	0	2	23	0	23	16	1	17	11	0	11	5	0	5	1	0	1	59
Avril	0	0	0	33	0	33	13	0	13	13	0	13	4	0	4	1	0	1	64
Mai	2	0	2	25	0	25	18	0	18	11	0	11	5	0	5	1	0	1	62
Juin	1	0	1	18	0	18	13	0	13	11	0	11	5	0	5	0	0	0	48
Juillet	2	0	2	19	0	19	13	0	13	11	0	11	4	0	4	1	0	1	50
Août	3	0	3	21	0	21	13	0	13	9	0	9	3	0	3	1	0	1	56
Septembre	2	1	3	29	1	30	16	0	16	9	0	9	4	0	4	1	0	1	61
Octobre	3	0	3	34	0	34	16	0	16	10	0	10	4	0	4	2	0	2	70
Novembre	2	0	2	28	0	28	12	0	12	9	0	9	3	0	3	3	0	3	58
Décembre	3	0	3	29	0	29	13	0	13	10	0	10	6	0	6	4	0	4	65
Moy. mens.	2,08	0,1	2,2	25,6	0,1	25,7	14,5	0,1	14,6	10,6		10,6	4,4		4,4	1,4		1,4	59,3

Source : MAC Dagana

Annexe 19 : Evolution des prix des légumes entre 2006 et 2009

<i>Nom produit</i>	<i>Qté</i>	<i>Unité</i>	<i>Moy 06</i>	<i>Moy 07</i>	<i>Moy 08</i>	<i>Janv.-09</i>	<i>févr.-09</i>	<i>mars-09</i>	<i>avr.-09</i>	<i>mai-09</i>	<i>juin-09</i>	<i>juil.-09</i>	<i>août-09</i>	<i>sept.-09</i>	<i>oct.-09</i>	<i>nov.-09</i>	<i>déc.-09</i>	<i>Moy 09</i>	<i>var 09/08</i>
Ail	100	gr	79	95	68	549	591	627	680	765	1254	718	691	776	1018	1140	1554	86	27%
Aubergine violette	1	kg	293	307	294	308	347	297	289	288	277	298	295	239	324	283	391	303	3%
Carottes	1	kg	435	576	496	264	244	221	241	294	567	697	681	598	668	794	532	483	-3%
Chou vert	1	kg	718	474	408	475	263	301	212	241	284	364	582	475	740	871	733	462	13%
Citrons	1	kg	602	574	515	447	860	879	817	760	456	382	295	332	398	372	434	536	4%
Concombre	1	kg	597	634	659	707	534	878	797	703	396	463	565	549	1058	849	525	669	1%
Courgette	1	kg	281		281	750	916	754	697	973	715	866	974	927	1121	1373	1108	931	231%
Gombo frais	1	kg	857	700	651	514	554	524	563	518	719	438	557	410	405	488	686	531	-18%
Haricots blancs secs	1	kg	1049	850	980	1229	1368	1412	898	1019	1139	1303	1275	1053	1253	791	1134	1156	18%
Laitue	1	kg	694	421	515	343	349	385	327	361	606	517	557	578	1073	1116	591	567	10%
Manioc entier	1	kg	482	395	277	268	377	289	235	306	244	301	305	340	365	290	297	302	9%
Navets	1	kg	374	393	287	284	344	307	299	256	305	405	372	436	404	510	338	355	24%
Nététou	1	kg			1235	1480	1318	1496	1236	1122	1336	1277	1016	1342	1340	1477	1292	1311	6%
Oignon local	1	kg		0	289	377	291	208	143	171	267	405	309		292			274	-5%
Oignons ronds	1	kg	298	283	346	351	353	328	329	411	396	366	336	329	288	313	332	344	0%
Oseille fraîche, feuilles vertes	1	kg			366	673	750	391	224	273	230	256	184	94	168	244	405	324	-11%
Patate douce	1	kg	266	300	300	296	270	252	241	304	275	226	224	306	442	238	352	286	-5%
Persil frais	1	kg	1832	1974	2158	2357	1363	951	681	798	960	1513	2153	3489	5662	4470	3813	2351	9%
Piment frais	1	kg	1341	1337	1746	1697	1190	1917	1650	1627	1506	1778	1880	1665	3664	3272	2624	2039	17%
Poireau frais	1	kg			3044	1117	4167	2126	1376	1108	1215	1265	1053	1404	4444	5342	3285	2325	-24%
Pomme de terre	1	kg	362	391	393	379	370	386	388	407	375	373	333	339	365	579	395	391	-1%
Tomates rondes	1	kg	362	364	359	227	194	202	151	219	243	280	223	393	802	640	297	323	-10%

Source : SRSD_SL

Annexe 20 : Tableau détaillé des recettes recouvrées par les régies de recettes en 2009

Poste Comptable	Désignation des régies	versements (fcfa)	versements (%)
Saint-Louis	Compagnie de Gendarmerie	49 345 500	2%
	Commissariat de Police	1 244 000	0%
	Subdivision des Douanes	50 669 889	2%
	Inspection des eaux et forêts	22 585 035	1%
	Service Régional du Commerce	5 289 660	0%
	Brigade d'hygiène	3 759 000	0%
	Parc national des oiseaux de Djoudj	25 087 000	1%
	Service rég Mines et Géologies	10 908 636	0%
	Parc de la Langue de Barbarie	944 000	0%
	Parc national de Gueumbeul	1 674 000	0%
	Centre services fiscaux de SL	77 485 129	3%
	Centre de Recherches et de Documentation du Sénégal (CRDS)	117 000	0%
	Total SL	249 108 849	8%
Dagana	Eaux et Forêts	6 071 655	0%
	Commerce	2 313 000	0%
	Douanes	2 636 720 998	85%
	Total Dagana	2 645 105 653	85%
Podor	Commerce		0%
	Eaux et Forêt		0%
	Douane (Brigades Podor et Aéré Lao)		0%
	Total Podor	203 073 764	7%
Total Région		3 097 288 266	100%

Source : TPR Saint-Louis

Annexe 21 : Statistiques sur les infrastructures sanitaires et scolaires par collectivités locale en 2009

LOCALITES	PRES	PRIM	MOYEN	SECOND	MAT.R	CS	PS
Bokhol	0	15	1	0	3	5	3
Diama	5	53	2	0	6	14	3
Mbane	3	51	1	0	10	1	5
Ngnith	1	19	1	0	1	7	1
Ronkh	4	22	1	0	4	4	3
Gae	1	4	1	0	0	1	1
Dagana	3	10	2	2	0	1	2
Richard Toll	7	16	4	1	0	0	5
Ross- Béthio	0	2	1	0	0	0	1
Rosso	1	5	2	0	0	1	3
Dept Dagana	25	197	16	3	24	34	27
Gandon	6	52	3	0	5	23	5
Fass Ngom	1	40	0	0	1	11	1
Ndiébène Gandiole	4	18	1	0	1	14	1
Mpal	4	4	1	1	1	1	1
St Louis	40	53	20	8	2	0	11
Dept Saint Louis	55	167	25	9	10	49	19
Boke Dialloubé	0	22	0	0	7	5	4
Dodèle	0	31	1	0	5	9	7
Doumga Lao	0	16	0	0	2	2	3
fanaye	2	21	2	0	0	9	4
Gamadji Sarré	0	29	0	0	0	11	2
Guede	2	36	1	0	8	16	9
Madina Ndiatbé	2	24	2	1	2	1	4
Mbolo Birane	1	15	1	0	6	3	4
Mery	0	15	2	0	3	2	3
Ndiayène Pendao	0	18	1	0	3	8	4
Aéré Lao	1	3	1	0	0	0	1
Bodé Lao	0	1	0	0	0	0	1
Démette	0	1	1	0	0	0	1
Galoya Toucouleur	0	2	1	0	0	0	1
Golléré	1	2	1	0	0	0	1
Guèdé Chantier	0	3	1	0	0	0	1
Mboumba	1	3	1	0	0	0	1
Ndioum	1	6	1	1	0	2	1
Niandane	1	3	1	0	0	0	1
Pété	1	2	1	0	0	0	1
Podor	2	5	2	2	0	0	1
Walaldé	0	1	0	0	0	0	1
Dept Podor	15	259	21	4	36	68	56
REGION	95	623	62	16	70	151	102

Source : Conférence d'harmonisation

Annexe 22 : Taux d'accès des collectivités locales en infrastructures scolaires, sanitaires et hydrauliques en 2009

LOCALITES	TAUX D'ACCES(%)		
	Accès à l'élémentaire	Accès à la santé	Accès à l'eau potable
Boke Dialloubé	74	38	53
Doumga Lao	70	26	22
Gamadji Sarré	70	26	22
Médina Ndiatbé	59	27	45
Mery	75	63	63
Dodèle	100	80	68
Fanaye	93	67	67
Guèdé Village	100	74	44
Mbolo Birane	79	75	75
Ndiayène Pendao	80	55	50
Bokhol	82	29	18
Mbane	77	36	29
Diama	98	58	49
Ronkh	95	47	68
Ngnith	71	32	35
Fass Ngom	98	44	80
Gandon	96	63	59
Ndiébène Gandiole	93	21	82
Aéré Lao	100	100	100
Bodé Lao	100	100	100
Démette	100	100	100
Galoya Toucouleur	100	100	100
Golléré	100	100	100
Guèdé Chantier	100	100	100
Mboumba	100	100	100
Ndioum	100	100	100
Niandane	100	100	0
Pété	100	100	100
Podor	100	100	100
Walaldé	100	100	100
Gaé	100	100	100
Dagana	100	100	100
Mpal	100	100	100
Richard Toll	100	96	100
Ross Béthio	100	100	100
Rosso Sénégal	100	100	100
Saint Louis	100	100	100

Source : : Conférence d'harmonisation

Annexe 23 : Prix moyens mensuels de biens et services en 2009 dans la commune de Saint-Louis

PRODUIT	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	Juillet	Août	Septembr e	Octobre	Novembr e	Décembr e
Riz local à longs grains vendu en paquet de 1 à 5 kg	3 000	3 000	3 000	2 800	2 800	2 800	2 800	2 800	2 800			
Lait en poudre vendu en vrac	2 700	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 300	2 300	2 300	2 400
Huile végétale	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100
Sucre raffiné en morceaux	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600
Aliments pour bébé (cérélac, galliasec...)	2 515	2 515	2 515	2 515	2 080	2 080	2 080	2 080	2 080	2515	2515	2515
Pâte/ concentré de tomate	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Café soluble instantané	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600
Cigarettes ordinaire locales ou produites sous licence	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600
Cigarettes de luxe, locales ou produites sous licence	700	700	700	700	700	700	700	700	700	700	700	700
Cigarette de luxe importée	700	700	700	700	700	700	700	700	700	700	700	700
Cigarette ordinaire importée	400	400	400	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Loyer brut d'un appartement moderne de type courant d'une société immobilière ou un particulier	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Loyer brut mensuel dans une cour commune avec toilette interne	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000
Loyer brut mensuel dans une cour commune sans toilette interne	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Loyer brut mensuel d'une maison en dur, isolée toilettes internes	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Loyer brut mensuel d'une maison en dur, isolée, toilettes externes	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000
Loyer d'un logement à 1 chambre à coucher (Studio)	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Loyer d'un logement à 1 chambre à coucher (Studio) sans toilettes internes	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Loyer brut mensuel d'une villa moderne cloturée sans cour commune quartier résidentiel	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000
Ciment	3 800	3 800	3 800	3 800	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000

Suite annexe 23

PRODUIT	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Gaz butane ou propane, 12 kg	9 500	7 300	7 300	7 300	8 535	7 300	6 390	6 390	6 390	6865	6865	6 975
Gaz butane ou propane, 6 kg	2 700	2 700	2 700	2 700	2 700	2 700	2 700	2 800	2 955	2 955	2 955	3 105
Savon de ménage en morceaux	4 200	4 200	4 200	4 200	4 200	4 200	4 200	4 200	4 000	4 000	4 000	4 000
Consultation d'un médecin généraliste	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Consultation d'un gynécologue obstétricien	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Consultation d'un gynécologue obstétricien	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Consultation d'un chirurgien-dentiste	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Frais de pose des prothèses dentaires	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Extraction d'une dent (la molaire)	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Analyse de sang	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Analyse d'urine	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Radiographie du thorax avec interprétation	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Piqûre intramusculaire	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Frais d'hospitalisation	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Accouchement normal hôpital	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Frais d'opération d'appendicite	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
Oeuf de poule en tablette	540	540	540	540	540	450	450	450	450	450	600	600
Huile d'arachide	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 000	1 000
Mandarine	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000		1 000			1 000	1 000
Bananes douces	700	700	700	700	700	700	700	700	700	700	700	700
Pommes fruits	1 500	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 400
Sucre raffiné en poudre	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600
Thé vert	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Essence "SUPER" dans les stations services administrés	540	582	582	599	618	667	679	655	682	682	650	650
Gas-oil ordinaire dans les stations services administrés	448	491	491	491	491	505	537	519	548	548	535	535

Source : SRSD Saint-Louis

Annexe 24 : Infractions constatées par types lors des visites domiciliaires entre 2007 et 2009

Nature	Saint-Louis			Richard-Toll			Dagana			Podor			Total Région		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
Défaut de balayage	426	357	172	120	116	112	4	437	328	125	93	47	675	1003	659
Dépôts d'ordures non conformes	154	445	166	228	69	28	7	205	129	92	55	56	481	774	379
jets d'eaux usées	390	529	159	190	67	89	20	327	351	13	9	0	613	932	599
écoulements eaux usées	655	438	144	0	39	89	0	248	88	96	2	24	751	727	345
système évacuation non conforme	271	353	113	68		84	0	163	75	215	8	0	554	524	272
défaut système évacuation sanitaire	0	211	79	0	14	20	0	48	44	0	77	63	0	350	206
défaut poubelle réglementaire	714	300	461	2000	0	2150	0	735	1072	35	2723	0	2749	3758	3683
dépôts de gravats	113	73	13	0	459	7	0	6	2	34		0	147	538	22
défaut de désherbage	0		15	0	2	8	0	16	18	0		0	0	18	41
écuries/ enclos insalubrité	162	332	88	67	0	116	0	450	321	103	26	87	332	808	612
vidange de fosse/VP	107		0			0			0	10		0	117	0	0
fosses pleines	330			0			0			0			330	0	0
défauts de puisard fosses défectueuses			71			4			0			0			75
			9			85			0			0			94
autre				70	77					116			186	77	0
Total	3322	3038	1487	2743	843	2792	31	2635	2428	839	2993	277	6935	9509	6987
var 2008/2007		-9%	-51%		-69%	231%		8400%	-8%		257%	-91%		37%	-27%

Source : BRH Saint-Louis

Annexe 25 : Inspection des ERP et assimilés entre 2007 et 2009

Nature	Saint-Louis			Richard-Toll			Dagana			Podor			Total Région		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
défaut de balayage	482	227	54	124	121	120	0	115	312	100	5	10	706	468	496
dépôts d'ordures non conformes	154	138	11	0	69	39	6	35	31	86	3	4	246	245	85
défauts poubelles réglementaires	714	391	122	787	324	629	49	161	127	102	0	19	1652	876	897
défauts de visites médicales	546	225	223	279	141	201	46	340	84	307	0	31	1178	706	539
défauts de tapis sur le comptoir	175	297	37	104	31	222	2	52	24	31	162	9	312	542	292
défauts tabliers/blouse	0	339	67	140	14	39	0		0	0	1	0	140	354	106
vente produits alimentaires périmés	185	337	53	29	24	122	1	4	78	18	0	5	233	365	258
vente alimentaires non protégés	321	233	75	115	20	50	15	91	103	92	65	47	543	409	275
ventes produits pharmaceutiques	39	509	8	22	6	28	1	15	0	10	21	0	72	551	36
ventes aliments avariés	49	286	16	0	6	4	0	9	33	0	65	0	49	366	53
autre	2	217	13	0	5	37	0	0	0	0	0	0	2	222	50
Total	2667	3199	2688	1600	761	3500	120	822	2801	746	322	2134	5133	5104	11123
taux d'accroissement		20%	16%		52%	360%		585%	241%		57%	563%		-1%	118%

Source : BRH Saint-Louis

Annexe 26 : Projets et programme en faveur des Groupes Vulnérables

Projet / programme	Cibles	Nbre de bénéficiaires	Montant (Fcfa)	Observations
RBC	Handicapés	280 pers soit 28 GIE (13 GIE Podor et 15 GIE Saint-Louis)	28.000.000	10 GIE de Dagana en cours de financement
PRP	Handicapés PVVIH	141 promoteurs 95	15.000.000 7.700.000	Fabu, Espoir Patience
Partenariat	Handicapés	2 projets à Dagana 2 projets à Saint-Louis	1 200 000 1 100 000	Gaé et Ronkh Médina course et Guet Ndar
PAPA	Personnes âgées	09	350 000	Saint-Louis
CPI/ESTER	PVVIH	59	3 250 000	
DICISIPH(HI)	Handicapés	4 projets de plaidoyer	2 197 000	En cours d'exécution
Fonds Mondial/CNLS	OEV	207 élèves	28 541 000	Appui scolaire aux OEV

Source : SRAS

Annexe 27 : Récapitulatif des véhicules selon l'âge et le genre

Genre	Voitures Particulières		Camionnettes		Autocars		Camions		Tracteurs		Semi-remorques		Deux Roues	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Groupe d'âge	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
0-5 ans	43	33	34	42	2	3		3		2	1		31	30
6-10 ans	37	19	6	11	2	3		2	1	7			9	4
plus 10 ans	172	218	14	17	16	7	8	9	6	5	3	10	11	14
% plus de 10 ans	68%	81%	26%	24%	80%	54%	100%	64%	86%	36%	75%	100%	22%	29%
TOTAL	252	270	54	70	20	13	8	14	7	14	4	10	51	48

Source : DRTT Saint-Louis

Annexe 28 : Evolution des abonnés par secteur

Secteurs	2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Saint Louis et Escale	17843	70	18890	67	19833	66	21892	64	22598	63	24524	62	26798	62
Richard-Toll	3789	15	4152	15	4619	15	5521	16	5829	16	6390	16	6916	16
Dagana	1248	5	2017	7	2194	7	2565	8	2771	7	3024	8	3304	8
Podor	1386	5	1493	5	1603	5	1858	5	1943	6	2116	6	2330	5
Ndioum	1305	5	1547	6	1900	6	2542	7	2806	8	3262	8	3767	9
Total	25571	100	28099	100	30149	99	34378	100	35947	100	39316	100	43115	100

Source : SENELEC

